



RAPPORT DE

# GESTION FINANCIÈRE

POUR L'EXERCICE ANNUEL

# 2014

UIT

IPSAS



## **RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE ANNUEL 2014**

Conformément au numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications, j'ai l'honneur de soumettre aux Etats Membres de l'Union le Rapport de gestion financière pour l'exercice annuel 2014 portant sur les comptes audités de l'Union, la position des comptes ITU TELECOM 2014, ainsi que les comptes 2014 audités pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, établi avec l'aide du Comité de coordination et approuvé par le Conseil dans sa Résolution 1376.

Genève, Mai 2015





## Rapport de gestion financière

Le présent Rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés donne les résultats financiers au 31 décembre 2014 des comptes tenus par l'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément aux dispositions de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union et couvre:

- l'exercice financier 2014 de l'Union;
- la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour l'exercice 2014;
- la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice 2014;
- les expositions et forums mondiaux et régionaux des télécommunications et les activités connexes au 31 décembre 2014;
- les projets de coopération technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice 2014;
- les fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 2014;
- les contributions volontaires pour l'exercice 2014;
- le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication pour l'exercice 2014.

## TABLE DES MATIÈRES

|   | <b>Page</b> |
|---|-------------|
| Avant-propos du Secrétaire général .....  | 5           |
| Rapport de gestion 2014.....  | 10          |
| Déclaration sur le contrôle interne pour 2014 .....   | 12          |
| Notes aux Etats financiers.....   | 23          |
| I BUDGET ORDINAIRE (Annexe A1).....   | 74          |
| II CAISSE D'ASSURANCE (Annexe A2).....  | 77          |
| III CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES .....  | 78          |
| IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE A3) .....  | 79          |
| V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE A4).....   | 79          |
| VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE A5) .....  | 80          |
| VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET<br>DE LA COMMUNICATION (FDTIC) (ANNEXE A6) ..... | 81          |
| VIII VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION.....  | 81          |
| RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT.....  | 82          |
| ANNEXE A1.....  | 84          |
| ANNEXE A2.....  | 85          |
| ANNEXE A3 .....   | 86          |
| ANNEXE A4.....  | 87          |
| ANNEXE A5.....  | 92          |
| ANNEXE A6.....  | 96          |
| ANNEXE B .....  | 97          |
| ANNEXE C .....  | 111         |
| ANNEXE D.....   | 113         |

## **Avant-propos du Secrétaire général**

1 J'ai l'honneur de présenter au Conseil pour approbation, conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

2 Le Rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers de 2014, ainsi que son opinion concernant les états financiers, comme le prescrivent l'Article 28 du Règlement financier de l'Union ainsi que son Annexe 1, seront également soumis au Conseil dans un document distinct.

3 Les états financiers de 2014 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

4 Jusqu'en 2009, les états financiers étaient établis et soumis au Conseil sur une base biennale. Le Conseil, à sa session de 2009, a décidé de modifier le Règlement financier de l'Union de sorte que les comptes ne soient plus présentés sur une base biennale mais désormais annuelle, afin d'appliquer ainsi intégralement les normes IPSAS à compter de la date de leur adoption, c'est à dire le 1er janvier 2010.

5 On trouvera dans le Document [C11/INF/9](#) la définition de plusieurs termes financiers clés qui permettront au lecteur d'utiliser et de comprendre plus facilement les états financiers.

## **Rapport de gestion financière**

6 Les états financiers sont établis conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union – Edition 2010.

## **Principaux faits marquants au cours de l'exercice 2014**

7 Le programme d'activités de l'Union réalisé en 2014 comprenait, parmi de nombreuses réunions et conférences, les grandes manifestations suivantes:

8 La sixième Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-14) s'est tenue du 30 mars au 10 avril 2014 au World Trade Centre de Dubaï (Emirats arabes unis). Cette Conférence établit le programme du développement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication pour les quatre prochaines années.

9 En avril 2014, l'UIT a célébré la "Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC". C'était la quatrième édition de cette manifestation qui suscite un intérêt grandissant dans le monde entier puisque plus de 100 pays ont organisé des manifestations pour célébrer cette Journée, à l'invitation des pouvoirs publics, du secteur privé et des ONG.

10 En mai 2014, la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information organisée autour du thème "Le large bande au service du développement durable" a été l'occasion d'attirer l'attention sur les engagements pris par les multiples parties prenantes, en vue de parvenir à l'accès universel au large bande, sur le plan de la connectivité et des contenus, et de favoriser la volonté politique à cette fin.

11 En juin, le Colloque mondial des régulateurs qui s'est tenu à Manama (Bahreïn) a célébré son quinzième anniversaire sur le thème "Mettre à profit le potentiel du monde numérique". Les débats ont été axés sur les moyens permettant de mettre tous les avantages du monde numérique à la portée de tous les habitants de la planète de manière informée, réactive et sûre.

12 La Conférence de plénipotentiaires de l'UIT s'est tenue du 20 octobre au 7 novembre 2014 à Busan (Corée du sud), à l'aimable invitation de la République de Corée. La Conférence de

plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les Etats Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

13 La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'Union. Convoquée tous les quatre ans, elle détermine les principes généraux de l'Union, adopte le plan stratégique et le plan financier couvrant une période de quatre ans, élit les hauts dirigeants de l'organisation, les membres du Conseil ainsi que les membres du Comité du Règlement des radiocommunications.

14 En décembre, la 15ème édition d'ITU Telecom World, ITU Telecom World 2014, s'est tenue à Doha (Qatar) du 7 au 10 décembre 2014, à l'aimable invitation du Gouvernement de l'Etat du Qatar, avec l'appui de la grande entreprise internationale de télécommunications Ooredoo. Le thème retenu était "Cap sur l'avenir".

15 Ces réalisations et mises en oeuvre d'activités ont été rendues possibles grâce à une gestion cohérente et optimale des ressources financières de l'Union.

16 Les incidences financières des décisions de la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010) ainsi que les limitations financières fixées ont amené l'UIT à prendre des mesures visant à accroître l'efficacité et à procéder à des réductions de coûts afin de pouvoir mettre en oeuvre son programme d'activités durant l'exercice budgétaire tout en essayant de maintenir une bonne qualité de service. Cette tendance s'est accentuée et les résultats obtenus depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ont été reconnus à leur juste valeur pendant la Conférence de plénipotentiaires tenue à Busan en 2014.

17 En 2014, l'Union a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les procédures de coordination et de réduire les coûts.

18 L'UIT participe activement aux activités financées conjointement avec les Nations Unies. Plusieurs initiatives récentes ont eu pour résultat de diminuer les coûts pour les organismes participants, soit: baisse des coûts de l'électricité, des fournitures de bureau, du mazout et des services de courrier et négociations avec les compagnies aériennes.

### **Éléments essentiels du Rapport de gestion financière**

19 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés sont consolidés et tiennent compte des activités extrabudgétaires de l'Union.

20 En ce qui concerne le budget ordinaire, la baisse des contributions des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires (126,8 millions CHF et 126,9 millions CHF en 2013), ainsi que la faiblesse persistante des revenus sur placements (0,3 million CHF en 2014 et 0,4 million CHF en 2013) confirment la tendance de 2013. Les activités soumises au recouvrement des coûts (39,8 millions CHF en 2014 et 44,7 millions CHF en 2013) ont baissé malgré une augmentation des ventes des publications. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des recettes des sponsors liées à World Telecom et une baisse des demandes de notification des réseaux à satellite reçues en décembre 2014 dont la publication et les recettes correspondantes ont été comptabilisées en 2015.

21 L'augmentation de 1 million CHF des recettes tirées de la vente des publications (de 19,8 millions CHF en 2014 à 18,8 millions CHF en 2013) confirme la tendance à la hausse observée au cours des quelques dernières années.

22 L'Union présente un excédent de 3,9 millions CHF sur le plan budgétaire pour l'exercice 2014. La Résolution 1359 adoptée par le Conseil à sa session de 2013 prévoit un prélèvement

de 4 millions CHF pour l'exercice biennal 2014-2015. En raison de l'excédent susmentionné, aucun prélèvement sur le Fonds de réserve n'a été nécessaire malgré le montant disponible. Conformément aux paragraphes 5 et 12 de l'Article 10 du Règlement financier et des Règles financières, l'excédent budgétaire pour l'exercice 2014 a été affecté comme suit: 1 million CHF ont été affectés au Fonds ASHI (Caisse d'assurance maladie après la cessation de service) afin de constituer une réserve pour le financement à long terme des obligations actuarielles de l'UIT en ce qui concerne l'ASHI et 2 millions CHF ont été affectés au Fonds CCAM (Convention collective d'assurance maladie).

23 L'un des faits marquants en 2014 a été le passage à la CCAM, à la suite de la cessation, le 30 avril 2014, de l'affiliation au régime d'assurance actuel, à savoir la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel, qui couvrait les fonctionnaires assurés de l'UIT et de l'Organisation internationale du travail. Depuis le 1er mai 2014, le personnel de l'UIT est couvert par la CCAM, régime d'assurance maladie au profit exclusivement des fonctionnaires de l'UIT qui offre les mêmes prestations que la CAPS. L'objectif recherché est d'assurer le financement de la CCAM par répartition.

24 Il convient de souligner que certaines charges n'étaient pas inscrites au budget. Il s'agit notamment des amortissements, des pertes et des gains sur cours non réalisés et de l'ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Ces dépenses sont principalement évaluées en termes statistiques et ne représentent pas de sorties de fonds pendant l'année. Un aperçu de ces positions figure dans le Tableau V (Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2014) du présent document.

25 Les principaux indicateurs démontrent que la situation financière immédiate de l'Union est saine, malgré un niveau de créances à recouvrer pour des retards de paiement de 12 mois ou plus (arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés) s'élevant à 52,9 millions CHF au 31 décembre 2014 (57,3 millions CHF au 31 décembre 2013).

26 Il convient de souligner que depuis la mise en place des normes IPSAS, une provision de 100% a été comptabilisée pour l'ensemble des arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés. La situation des arriérés du budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2014, figure dans l'Annexe B de ce document.

27 Le Fonds de réserve indique un solde de 27,2 millions CHF, correspondant à 16,4% du budget 2014 (30,3 millions CHF correspondant à 19,3% du budget 2013). Cette baisse est due essentiellement au versement au Fonds ASHI d'un montant de 4 millions CHF prélevé sur le Fonds de réserve, conformément aux instructions données par le Conseil, à sa session de 2013. L'exercice 2014 s'est achevé sur un excédent de 3,897 millions CHF ventilés comme suit: 0,897 million CHF ont été crédités au Fonds de réserve, 1 million CHF au Fonds ASHI et 2 millions au Fonds CCAM. La composition du Fonds de réserve est indiquée dans la Note 4 de ce document. Il est à noter que la forte diminution de l'actif net est imputable à la baisse du taux d'actualisation utilisé pour calculer les engagements de l'UIT au titre de l'ASHI, ce qui s'est traduit par des pertes actuarielles d'un montant de 187,445 millions CHF en 2014, et a eu une incidence négative sur l'actif net. L'actif net de l'UIT a diminué passant de -196,0 millions CHF en 2013 à -386 millions CHF en 2014, comme indiqué dans l'état de la situation financière.

28 L'excédent budgétaire pour l'exercice 2014 est le résultat d'une gestion rigoureuse constante des ressources de l'UIT, laquelle a également permis de proposer à un nombre limité de fonctionnaires un programme de départ anticipé à la retraite, au cas par cas et sans remplacement du poste occupé par le fonctionnaire, lorsque cela était dans l'intérêt de l'Union.

29 De nombreuses activités extrabudgétaires sont certes liées à l'exécution de projets qui ont été engagés au cours des années précédentes, tandis que les contributions volontaires ont augmenté de manière significative par rapport à 2013.

30 Les fonds de tiers affectés aux projets financés sur des fonds d'affectation spéciale ou par des contributions volontaires ont enregistré une hausse de 15,5 millions CHF en 2014 (contre 7,5 millions CHF en 2013) tandis que les fonds propres affectés aux projets financés sur des fonds extrabudgétaires ont augmenté de 2 millions CHF (4,1 millions CHF en 2013). L'augmentation des fonds de tiers est due essentiellement à un petit nombre d'accords importants signés avec des donateurs en 2014 ainsi qu'à des fonds propres affectés à la préparation de la CMR-15 et de la manifestation du SMSI+10.

31 Un montant de 1,8 million CHF a été transféré du Fonds de roulement pour les expositions ITU TELECOM au Fonds pour le développement des TIC afin de financer divers projets de développement nationaux et régionaux. Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 1,4 million CHF au 31 décembre 2014 (0,4 million CHF au 31 décembre 2013).

32 En 2014, le total des charges pour les projets PNUD se chiffrent à 0,4 million CHF et le Fonds d'affectation spéciale (FAS) à 10,6 millions CHF. Les dépenses totales effectuées au titre de ces projets s'élèvent donc à 11 millions CHF, ce qui équivaut à 0,7 million CHF de revenus au titre de l'appui aux projets.

33 Après un prélèvement de 1,8 million CHF sur le Fonds pour le développement des TIC et l'affectation de l'excédent de 0,8 million CHF de la manifestation TELECOM World 2014, le solde du Fonds de roulement des expositions était de 8,90 millions CHF au 31 décembre 2014 (9,92 millions CHF au 31 décembre 2013).

34 L'Annexe C de ce document montre l'évolution des arriérés des manifestations de TELECOM.

35 Les notes qui accompagnent les états financiers fournissent des informations pertinentes sur les aspects financiers au cours de l'exercice 2014.

36 Comme déjà indiqué, les états financiers sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice, les produits étant comptabilisés: au début de chaque exercice pour les contributions des Membres (budget ordinaire); ou lorsque les contributions sont confirmées (contributions volontaires) par écrit. Les charges sont comptabilisées lorsque les services ou biens sous-jacents sont fournis ou reçus.

## **Continuité**

37 J'ai évalué les incidences de toute réduction potentielle des contributions que pourraient entraîner les crises économiques et financières mondiales et analysé la question de savoir si cela entraînerait une réduction des activités de l'Union. Compte tenu des activités projetées et des risques correspondants, je peux affirmer que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à opérer à moyen terme. Nous continuerons par conséquent d'établir les états financiers de l'Union sur la base de la méthode de l'activité continue.

38 Je suis conscient de la responsabilité qui est la mienne quant à la transparence du rapport annuel du CCIG, du rapport annuel du Vérificateur extérieur des comptes et du rapport annuel d'audit interne et à leur accessibilité pour le public, une fois qu'ils auront été approuvés par le Conseil.

39 La déclaration sur le contrôle interne pour 2014 est jointe au présent Rapport de gestion financière.

## **Responsabilité**

40 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, j'ai le plaisir de soumettre les états financiers ci-après, qui ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Je certifie que, pour autant que je sache, toutes les opérations de l'exercice ont été dûment comptabilisées dans les écritures et que ces opérations, ainsi que les états financiers et notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2014.

- I Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2014
- II Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2014
- III Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2014
- IV Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2014
- V Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2014

## Rapport de gestion 2014

Genève, le 30 avril 2015

### Rapport de gestion de la direction de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Dans le cadre de la vérification des comptes annuels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice 2014 clos le 31 décembre 2014, nous présentons le rapport de gestion ci-après.

Nous avons établi les comptes annuels, lesquels seront soumis au Vérificateur extérieur, puis transmis au Conseil de l'UIT pour approbation. Nous sommes conscients de notre responsabilité en ce qui concerne la transparence des comptes annuels et l'accessibilité à ces comptes, la mise en place et la tenue à jour de systèmes viables pour la comptabilité et le contrôle interne, ainsi que les mesures à prendre pour éviter et déceler des erreurs graves et des cas de fraude.

1. Les comptes annuels et les notes y relatives ainsi que les informations financières associées sont conformes aux normes IPSAS, au Règlement financier et aux Règles financières et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation.
2. Toutes les opérations ont été dûment documentées. Nous avons communiqué toutes les informations pertinentes au Vérificateur extérieur de l'UIT, nous lui avons fourni ainsi qu'à ses collègues un accès aux comptes et aux pièces comptables de l'organisation ainsi qu'à la correspondance commerciale, et nous les avons informés de toute décision pouvant avoir des répercussions importantes sur les comptes annuels. Nos Vérificateurs extérieurs ont pu s'entretenir librement avec les personnes au sein de l'entité auprès desquelles il a été estimé nécessaire de recueillir des éléments probants.
3. Toutes les opérations pour l'exercice 2014 ont été comptabilisées, avec les montants qui leur ont été affectés, dans l'état de la performance financière. Tous les actifs, les passifs et les soldes de capitaux propres, avec les montants qui leur ont été affectés, ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'UIT détient juridiquement suffisamment de droits sur tous les actifs inscrits dans le bilan financier, de sorte qu'il n'existe pas d'autres actifs de l'UIT donnés en nantissement ou grevés que ceux qui sont indiqués dans l'annexe. Les relations et opérations avec les parties liées ont été dûment comptabilisées et communiquées, conformément aux exigences des normes IPSAS. Aucun autre contrat, accord de crédit, litige ou autre différend n'est susceptible de modifier sensiblement l'analyse des comptes annuels de l'UIT.
4. Tous les événements postérieurs à la date des états financiers pour lesquels les normes IPSAS requièrent un ajustement ou une information à fournir, ont fait l'objet du traitement requis.
5. Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations et les informations relatives aux justes valeurs sont, d'après nous, appropriées, traduisent notre intention et sont conformes aux principes comptables appliqués.
6. Nous confirmons qu'un système de contrôle interne de l'information financière a été mis en place quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des comptes annuels destinés à un usage externe, selon le Règlement financier et les Règles financières. Ce système inclut les politiques et les procédés appropriés qui:

- se rapportent à la tenue de registres raisonnablement détaillés qui reflètent avec précision les opérations et en donnent une image fidèle;
  - fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des comptes annuels et que les recouvrements et dépenses sont effectués conformément aux autorisations de la direction, selon le Règlement financier et les Règles financières;
  - fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs.
7. Nous confirmons que les risques identifiés et les recommandations formulées par l'auditeur interne, le Vérificateur extérieur et le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (IMAC) sont pris en compte et que nous y donnerons suite, le cas échéant. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines est informé chaque année de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de ces recommandations.
  8. Nous sommes d'avis que l'incidence des différences non ajustées – prises séparément ou ensemble – identifiées au cours de la vérification est négligeable pour ce qui est des états financiers globaux.
  9. Aucun cas de fraude ou de présomption de fraude n'a été signalé en 2014, ni pendant la vérification extérieure des comptes. A notre connaissance, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2014. Nous n'avons pas connaissance d'autres faits susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre son activité.
  10. Toutes les circonstances ayant une incidence sur les comptes qui se sont produites avant la fin des travaux de vérification extérieure ont été dûment prises en compte dans l'établissement des comptes annuels. Nous ne manquerons pas d'informer immédiatement le Vérificateur extérieur au cas où des faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence a posteriori sur les comptes annuels serait porté à notre attention d'ici à la date de la prochaine session du Conseil.



Secretary-General



Chief of the Financial Resources  
Management Department

## Déclaration sur le contrôle interne pour 2014

### Champ de responsabilité

En qualité de Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT), j'agis en tant que représentant légal de l'Union. Je prends toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l'Union soient utilisées avec économie et suis responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union, conformément aux responsabilités qui m'incombent, en application, notamment des numéros 73*bis* et 75 (article 11) de la Constitution et des Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 des Règles financières et du Règlement financier.

### Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet de réduire et gérer, et non de supprimer le risque de ne pas atteindre les buts et objectifs de l'Organisation et de ne pas mettre en oeuvre les politiques correspondantes. En conséquence, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue d'efficacité. Il repose sur un processus continu visant à recenser les principaux risques, à en évaluer la nature et la portée, et à les gérer de manière efficiente, efficace et économique. La direction de l'UIT doit mettre en place une série de processus propres à contrôler les activités de l'Union, de manière à donner aux organes directeurs une assurance raisonnable que:

- les plans, les programmes, les buts et les objectifs de l'Organisation sont atteints;
- les ressources sont acquises de manière rationnelle et employées de façon rentable; des processus administratifs de qualité et leur amélioration constante sont privilégiés;
- les ressources dont dispose l'Organisation (y compris son personnel, ses systèmes, ses données et informations) sont protégées comme il convient;
- les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de la catégorie des conseillers supérieurs de la catégorie professionnelle et de la catégorie des services généraux agissent dans le respect des politiques, normes, plans et procédures de l'Organisation et de toutes les lois, règles et règlements en vigueur;
- les données et informations publiées, qu'elles soient destinées à un usage interne ou externe, sont exactes, fiables et à jour;

La gestion des risques et la gestion des contrôles internes sont des fonctions de la direction et font partie intégrante du processus global de gestion des activités. En conséquence, la direction de l'UIT doit, à tous les niveaux:

- identifier et évaluer les risques de perte éventuelle dans la sphère qui relève de sa responsabilité;
- définir et proposer des politiques, plans, normes opérationnelles, procédures, systèmes et autres lignes directrices à mettre en oeuvre pour réduire au minimum, atténuer et/ou limiter les risques associés aux situations exposées qui ont été recensées;
- établir des processus concrets de contrôle amenant et incitant les employés à s'acquitter de leurs tâches et responsabilités de manière à concourir aux cinq objectifs de contrôle définis dans le paragraphe précédent;
- maintenir l'efficacité des processus de contrôle mis en place et favoriser leur amélioration.

## Capacité de gérer les risques

La Direction de l'UIT s'emploie à mettre en oeuvre, dans l'ensemble de l'organisation, un processus de gestion intégrée des risques (GIR) qui fait partie intégrante du système de contrôle interne de l'organisation.

Le système de contrôle interne repose sur l'utilisation du système SAP de gestion intégrée de l'information qui:

- reflète la structure, les activités et les flux hiérarchiques de l'Organisation;
- met en évidence la répartition des ressources budgétaires allouées à l'organisation, conformément aux textes fondamentaux de l'Union adoptés par la Conférence de plénipotentiaires;
- permet d'effectuer des contrôles intégrés aux systèmes et d'appliquer le principe des quatre yeux;
- permet de définir, de suivre et d'évaluer l'utilisation des ressources avec une comptabilité et l'établissement de rapports selon les normes IPSAS, des points réguliers sur la situation et des processus et contrôles documentés de l'approvisionnement.

La fiabilité des rapports financiers de l'UIT et le suivi de l'utilisation des ressources selon les objectifs stratégiques reposent sur le système de gestion intégré de l'information et une stricte maîtrise des engagements de ressources.

En outre, la Commission des marchés, l'Unité des affaires juridiques, le Bureau de la déontologie ainsi que l'Unité de l'audit interne aident le Secrétaire général à garantir une utilisation efficace des ressources de l'UIT en prenant en considération l'intérêt supérieur l'Union, en veillant au respect des lois, règles et règlements et en assurant la diffusion et la promotion des politiques de l'UIT en matière de déontologie.

La gestion des risques stratégiques est intégrée dans le processus de planification stratégique en vigueur à l'UIT dans la mesure où les risques stratégiques sont identifiés et des mesures d'atténuation sont prises en conséquence. Le cadre de gestion des risques fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2016-2019 (Résolution 71) qui a été approuvé par la Conférence de plénipotentiaires de 2014. Ce cadre de gestion des risques sera élaboré plus avant afin de garantir une gestion et un suivi systématiques des risques identifiés.

## Examen de l'efficacité

Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne s'appuie sur le travail réalisé par les hauts responsables de l'UIT, qui sont tenus de définir et de faire appliquer le cadre de contrôle interne dans leurs domaines de responsabilité. J'obtiens les garanties au moyen des lettres de représentation interne signées par les principaux dirigeants et responsables de l'UIT, qui confirment que les exigences suivantes pour l'exercice 2014 ont été respectées:

- la conformité des engagements ou obligations et des charges avec les crédits budgétaires ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil ou avec les buts, règles et dispositions applicables aux fonds en question;
- l'emploi efficace, efficient et économique des ressources de l'Union.
- la régularité des opérations de réception, de garde et de déboursement de tous les fonds et autres ressources de l'Union;
- l'exactitude, l'exhaustivité et la fourniture dans les délais des données financières et autres données administratives;

Le cadre réglementaire de l'UIT est constitué des textes fondamentaux de l'Union, des règles et règlements, des ordres de service, des notes de service et des circulaires d'information.

Tous les systèmes, processus, opérations, fonctions et activités de l'UIT font l'objet d'un audit interne effectué par l'Unité de l'audit interne. Dans le cadre de ses travaux, l'Unité de l'audit interne s'emploie à se conformer aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Je m'appuie sur les travaux d'audit et d'enquête pour obtenir l'assurance que les contrôles internes sont adéquats et fonctionnent efficacement. L'audit interne mené en 2014 n'a révélé aucun dysfonctionnement grave. Le suivi des recommandations issues des audits internes n'a pas non plus mis en évidence d'insuffisances graves traduisant une inefficacité des contrôles internes.

Par ailleurs, je reçois les rapports du Vérificateur extérieur, qui contiennent des recommandations concernant les questions de contrôle interne. Toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur sont prises en considération et des plans d'action sont établis selon qu'il convient en vue d'éliminer tout éventuel point faible constaté, dans un souci d'amélioration constante. Il a été tenu compte de toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur dans ses rapports.

Je bénéficie en outre des avis du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), qui exerce des fonctions consultatives spécialisées et aide le Conseil ainsi que le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance, et notamment à assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance de l'UIT.

### **Faits importants survenus au cours de l'année en matière de contrôle interne**

Aucun fait important concernant le contrôle interne qui exigerait l'établissement de rapports supplémentaires n'est survenu au cours de l'année.

### **Déclaration**

Je m'engage à garantir une amélioration continue du système de contrôle interne. Aussi bien conçu et efficace soit-il, le contrôle interne souffre intrinsèquement de limites, compte tenu notamment de la possibilité de le contourner. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et pas une assurance absolue. En outre, la situation pouvant évoluer, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

La direction s'efforce de remédier aux insuffisances qui ont été constatées dans les contrôles internes pendant les activités courantes de l'UIT ou qui ont été identifiées dans les recommandations relatives à la supervision, essentiellement à travers la procédure de suivi mise en place l'an dernier pour la mise en oeuvre des recommandations relatives au contrôle. Sur cette base, je conclus que le Secrétariat de l'UIT disposait d'un système efficace de contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et jusqu'à la date de l'approbation des états financiers.



Houlin Zhao  
ITU Secretary-General

(30 April 2015)

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

### Page

|        |   |    |
|--------|---|----|
| I      | Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2014 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2013 .....               | 18 |
| II     | Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2013..... | 19 |
| III    | Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 .....   | 20 |
| IV     | Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 .....   | 21 |
| V      | Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2014 .....                                      | 22 |
|        | Notes aux Etats financiers.....   | 23 |
| Note 1 | Informations générales.....   | 23 |
| Note 2 | Principes régissant la préparation des Etats financiers .....   | 25 |
| Note 3 | Principaux principes comptables .....   | 25 |
|        | Monnaies étrangères .....   | 25 |
|        | Instruments financiers.....   | 26 |
|        | Evaluation de la provision pour dépréciation des créances .....   | 27 |
|        | Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs .....   | 28 |
|        | Stocks.....   | 29 |
|        | Immobilisations corporelles .....   | 29 |
|        | Immobilisations acquises en contrats de location .....  | 31 |
|        | Immobilisations incorporelles .....   | 31 |
|        | Provisions.....   | 32 |
|        | Actifs et passifs éventuels .....   | 32 |
|        | Prestations dues aux employés .....   | 32 |
|        | Comptabilisation des fonds .....  | 33 |
|        | Fonds de réserve .....  | 34 |
|        | Autres fonds .....  | 35 |
|        | Fonds destinés aux activités extrabudgétaires .....   | 36 |
|        | Comptabilisation des produits .....   | 37 |
|        | Présentation de l'information sectorielle .....   | 38 |
|        | Comparaison budgétaire .....  | 38 |

|         |   |    |
|---------|---|----|
| Note 4  | Gestion de l'actif net .....  | 39 |
| Note 5  | Gestion des risques financiers .....  | 40 |
| Note 6  | Jugement et estimations comptables.....                                     | 44 |
| Note 7  | Trésorerie et équivalents de trésorerie .....                               | 45 |
| Note 8  | Placements.....   | 45 |
| Note 9  | Créances.....   | 46 |
| Note 10 | Stocks .....  | 47 |
| Note 11 | Autres créances.....  | 47 |
| Note 12 | Immobilisations corporelles.....  | 48 |
| Note 13 | Immobilisations incorporelles.....  | 50 |
| Note 14 | Fournisseurs et autres créanciers .....                                     | 50 |
| Note 15 | Produits différés.....  | 51 |
| Note 16 | Emprunts et autres dettes financières .....                                 | 51 |
| Note 17 | Avantages du personnel .....  | 51 |
|         | 17.1 Avantages du personnel à court terme .....                             | 52 |
|         | 17.2 Avantages du personnel à long terme .....                              | 52 |
| Note 18 | Provisions.....   | 60 |
| Note 19 | Autres dettes.....  | 61 |
| Note 20 | Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés .....                       | 61 |
| Note 21 | Contributions mises en recouvrement .....                                   | 62 |
| Note 22 | Recettes .....  | 62 |
| Note 23 | Dépenses.....   | 63 |
| Note 24 | Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2013 .....    | 66 |
| Note 25 | Rapprochement entre les montants budgétisés et les montants effectifs ..... | 68 |
| Note 26 | Informations relatives aux parties liées.....                               | 71 |
| Note 27 | Engagements.....  | 72 |
| Note 28 | Evénements postérieurs à la date du bilan .....                             | 73 |

**I – Etat de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2014  
avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2013**

| (en milliers de CHF)   | Notes | 31.12.2014      | 31.12.2013      |
|--|-------|-----------------|-----------------|
| <b>ACTIF</b>   |       |                 |                 |
| <b>Actifs courants</b>   |       |                 |                 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 7     | 75 430          | 59 616          |
| Placements   | 8     | 87 074          | 88 244          |
| Créances avec contrepartie directe   | 9     | 7 361           | 6 385           |
| Créances sans contrepartie directe<br>(Contributions)                          | 9     | 79 448          | 77 046          |
| Stocks   | 10    | 650             | 815             |
| Autres créances  | 11    | 8 831           | 8 974           |
| <b>Total des actifs courants</b>   |       | <b>258 794</b>  | <b>241 080</b>  |
| <b>Actifs non courants</b>   |       |                 |                 |
| Immobilisations corporelles  | 12    | 107 449         | 112 098         |
| Immobilisations incorporelles  | 13    | 4 077           | 2 862           |
| <b>Total des actifs non courants</b>   |       | <b>111 526</b>  | <b>114 960</b>  |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>  |       | <b>370 320</b>  | <b>356 040</b>  |
| <b>PASSIF</b>  |       |                 |                 |
| <b>Passifs courants</b>  |       |                 |                 |
| Fournisseurs et autres créanciers  | 14    | 9 154           | 9 686           |
| Produits différés  | 15    | 129 486         | 127 951         |
| Emprunts et dettes financières   | 16    | 1 493           | 1 493           |
| Avantages du personnel   | 17    | 484             | 481             |
| Provisions   | 18    | 845             | 897             |
| Autres dettes  | 19    | 2 977           | 1 614           |
| <b>Total des passifs courants</b>  |       | <b>144 439</b>  | <b>142 122</b>  |
| <b>Passifs non courants</b>  |       |                 |                 |
| Emprunts   | 16    | 45 286          | 46 779          |
| Avantages du personnel   | 17    | 534 358         | 335 096         |
| Fonds de tiers affectés  | 20    | 30 027          | 26 114          |
| Fonds de tiers en cours d'affectation  | 20    | 2 233           | 2 097           |
| <b>Total des passifs non courants</b>  |       | <b>611 904</b>  | <b>410 086</b>  |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>   |       | <b>756 343</b>  | <b>552 208</b>  |
| <b>ACTIF NET</b>   |       |                 |                 |
| Effet de passage aux IPSAS   |       | -125 100        | -125 100        |
| Fonds de réserve avant réaffectation de<br>l'excédent/du déficit de l'exercice | 4     | 26 325          | 28 221          |
| Autres réserves affectées  | 4     | 33 129          | 24 408          |
| Fonds extrabudgétaires   | 4     | 12 688          | 11 469          |
| Pertes actuarielles de l'ASHI  | 17    | -312 708        | -125 263        |
| Résultat non budgétaire cumulé   |       | -14 817         | -12 720         |
| Excédent/déficit de l'exercice   |       | -5 541          | 2 817           |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF NET</b>  |       | <b>-386 024</b> | <b>-196 168</b> |

## II – Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2013

| (en milliers de CHF)                                    | Notes | 31.12.2014     | 31.12.2013     |
|---|-------|----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>   |       |                |                |
| Contributions mises en recouvrement                     | 21    | 126 786        | 126 949        |
| Contributions volontaires                               | 22    | 11 740         | 17 295         |
| Autres produits d'exploitation                          | 22    | 39 824         | 44 623         |
| Contribution en nature                                  |       | 938            | 955            |
| Produits financiers                                     | 22    | 817            | 7 178          |
| <b>Total des produits</b>                               |       | <b>180 105</b> | <b>197 000</b> |
| <b>CHARGES</b>  | 23    |                |                |
| Charges de personnel                                    |       | 143 701        | 146 299        |
| Frais de missions                                       |       | 6 549          | 8 028          |
| Services contractuels                                   |       | 17 010         | 20 834         |
| Location et entretien des locaux et équipements         |       | 6 410          | 6 422          |
| Matériels et fournitures                                |       | 4 781          | 3 805          |
| Amortissements et pertes de valeurs                     |       | 5 718          | 6 138          |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services |       | 2 499          | 2 191          |
| Autres charges  |       | -2 425         | -1 015         |
| Charges en nature                                       |       | 938            | 955            |
| Charges financières                                     |       | 465            | 526            |
| <b>Total des charges</b>                                |       | <b>185 646</b> | <b>194 183</b> |
| <b>Excédent (déficit) de la période</b>                 |       | <b>-5 541</b>  | <b>2 817</b>   |

### III – Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

| (en milliers CHF)  | 31.12.2014      | Excédent/<br>déficit 2014 | Autres<br>ajustements | 01.01.2014      |
|--|-----------------|---------------------------|-----------------------|-----------------|
| <b>Passage aux normes IPSAS</b>                                | -125 100        | 0                         | 0                     | -125 100        |
| <b>Fonds de réserve</b>  | <b>27 222</b>   | <b>897</b>                | <b>-4 000</b>         | <b>30 325</b>   |
| <b>Autres réserves effectuées</b>                              | <b>35 314</b>   | <b>2 185</b>              | <b>6 221</b>          | <b>26 908</b>   |
| Fonds d'investissement   | 7 180           | 0                         | 1 681                 | 6 314           |
| Fonds de bien-être du personnel                                | 492             | 0                         | -29                   | 521             |
| Fonds du centenaire  | 308             | 0                         | -10                   | 318             |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance                 | 6 267           | 0                         | 1                     | 6 266           |
| Fonds de pensions de la Caisse d'assurance                     | 1 510           | 0                         | -3                    | 1 513           |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance                  | 183             | 0                         | 1                     | 182             |
| Fonds ASHI   | 7 000           | 1 000                     | 4 000                 | 2 000           |
| Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel | 5 877           | 2 000                     | 1 877                 | 2 000           |
| Réserves extrabudgétaires affectées                            | 5 685           | 0                         | -1 006                | 6 691           |
| <b>Conversion de change</b>                                    | <b>812</b>      | <b>0</b>                  | <b>-291</b>           | <b>1 103</b>    |
| <b>Fonds relatif aux activités extrabudgétaires</b>            | <b>12 058</b>   | <b>-630</b>               | <b>909</b>            | <b>11 779</b>   |
| <b>Pertes actuarielles de l'ASHI</b>                           | <b>-312 708</b> | <b>0</b>                  | <b>-187 445</b>       | <b>-125 263</b> |
| <b>Déficit cumulé IPSAS (statistique)</b>                      | <b>-22 810</b>  | <b>-7 993</b>             | <b>0</b>              | <b>-14 817</b>  |
| <b>Total actif net</b>   | <b>-386 024</b> | <b>-5 541</b>             | <b>-184 315</b>       | <b>-196 168</b> |

#### IV – Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

| (en milliers de CHF)  | 31.12.2014    | 31.12.2013     |
|---|---------------|----------------|
| Excédent (déficit) de l'exercice  | -5 541        | 2 817          |
| <b>Mouvements non monétaires</b>  |               |                |
| Amortissements  | 6 485         | 6 136          |
| Provisions ASHI   | 11 089        | 11 967         |
| Provisions pour rapatriement (LT)   | 1 324         | 742            |
| Provisions pour avantages du personnel CT   | 62            | 463            |
| Provisions pour congé accumulé LT   | 865           | 200            |
| Autres provisions   | 469           | 351            |
| Provisions pour créances douteuses  | -4 355        | -5 635         |
| Perte nette sur ventes de l'actif net   | 1             | 2              |
| Dépréciation des stocks   | 42            | -36            |
| Pertes (gains) sur cours non réalisés   | -334          | -6 548         |
| Intérêts reçus  | -329          | -423           |
| <b>Excédent (déficit) retraité des mouvements non monétaires</b>                  | <b>9 778</b>  | <b>10 036</b>  |
| (Augmentation) diminution des stocks  | 123           | -46            |
| (Augmentation) diminution des créances à court terme                              | 977           | 4 699          |
| (Augmentation) diminution des autres créances à court terme                       | 143           | -1 020         |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs  | -532          | 2 604          |
| Augmentation (diminution) des produits différés                                   | 1 535         | -4 289         |
| Augmentation (diminution) des autres dettes                                       | 1 363         | -182           |
| Utilisation de provisions pour les avantages du personnel CT                      | -481          | -1 134         |
| Utilisation de provisions pour le rapatriement (LT)                               | -771          | -685           |
| Utilisation de provisions pour les congés accumulés (LT)                          | -268          | -309           |
| Augmentation (diminution) – Autres provisions                                     | -521          | -644           |
| Augmentation (diminution) des fonds de tiers                                      | 4 053         | -10 372        |
| Variation des fonds propres   | 3 459         | 2 257          |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>                 | <b>9 081</b>  | <b>-9 121</b>  |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>           |               |                |
| (Augmentation)/diminution des placements  | 1 170         | -16 201        |
| Intérêts reçus sur placement à court terme  | 320           | 423            |
| (Acquisition)/Vente des immobilisations corporelles                               | -1 142        | -3 578         |
| (Acquisition)/Vente des immobilisations incorporelles                             | -1 909        | -235           |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>           | <b>-1 552</b> | <b>-19 591</b> |
| <b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>                            |               |                |
| Remboursement de l'emprunt FIPOI  | -1 493        | -1 493         |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>                  | <b>-1 493</b> | <b>-1 493</b>  |
| <b>Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b> | <b>15 814</b> | <b>-20 169</b> |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>        | <b>59 616</b> | <b>79 785</b>  |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>         | <b>75 430</b> | <b>59 616</b>  |

## V – Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2014

(en milliers de CHF)

| Revenus   | Montants budgétisés |                        |                | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
|---|---------------------|------------------------|----------------|--|---|
|   | Budget initial      | Transferts budgétaires | Budget final   |  |   |
|   | 2014                | 2014                   | 2014           |  |   |
| <i>Contributions mises en recouvrement</i>                                      | 129 677             | –                      | 129 677        | 126 786                                    | –2 891  |
| <i>Recouvrement des coûts</i>   | 32 750              | –                      | 32 750         | 32 144                                     | –606  |
| <i>Autres produits</i>  | 1 100               | –                      | 1 100          | 372  | –728  |
| <i>Prélèvements du Fonds de réserve</i>   | 2 784               | –                      | 2 784          | –897                                       | –3 681  |
| <b>Revenu total</b>   | <b>166 311</b>      | <b>–</b>               | <b>166 311</b> | <b>158 405</b>                             | <b>–7 906</b>                                       |
| Charges   | Montants budgétisés |                        |                | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
|   | Budget initial      | Transferts budgétaires | Budget final   |  |   |
|   | 2014                | 2014                   | 2014           |  |   |
| <i>Secrétariat général</i>  | 93 662              | –272                   | 93 390         | 87 320                                     | 6 070   |
| <i>Secteur des radiocommunications</i>  | 30 162              | 72                     | 30 234         | 26 805                                     | 3 429   |
| <i>Secteur de la normalisation des télécommunications</i>                       | 12 793              | –                      | 12 793         | 12 200                                     | 593   |
| <i>Secteur du développement des télécommunications</i>                          | 29 694              | 200                    | 29 894         | 28 970                                     | 924   |
| <i>Dépenses non prévues dans le budget approuvé</i>                             | –                   | –                      | –              | 110  |   |
| <b>Total charges</b>  | <b>166 311</b>      | <b>–</b>               | <b>166 311</b> | <b>155 405</b>                             | <b>10 906</b>                                       |
| <b>Résultats</b>  |                     |                        |                |  |   |
| <i>ASHI</i>   |                     |                        |                | –11 089                                    |   |
| <i>Reconnaissance des stocks</i>  |                     |                        |                | –51  |   |
| <i>Capitalisation des immobilisations</i>                                       |                     |                        |                | 2 262                                      |   |
| <i>Dépréciations</i>  |                     |                        |                | –4 629                                     |   |
| <i>Gains et pertes de change</i>  |                     |                        |                | 165  |   |
| <i>Provision pour créances douteuses</i>  |                     |                        |                | 5 348                                      |   |
| <i>Dépréciation des stocks</i>  |                     |                        |                |  |   |
| <i>Vente d'actifs</i>   |                     |                        |                | 1  |   |
| <i>Produits en nature</i>   |                     |                        |                | –938                                       |   |
| <i>Charges en nature</i>  |                     |                        |                | 938  |   |
| <b>Total des différences IPSAS</b>  |                     |                        |                | <b>–7 992</b>                              |   |
| <i>Baisse des réserves du fonds d'investissement</i>                            |                     |                        |                | –815                                       |   |
| <b>Total des pertes couvertes par des réserves</b>                              |                     |                        |                | <b>–815</b>                                |   |
| <i>Différences de périmètres</i>  |                     |                        |                | –631                                       |   |
| <b>Excédent/Déficit tel que montré dans l'état de la performance financière</b> |                     |                        |                | <b>–5 541</b>                              |   |

Pour plus d'informations, voir Note 25.

## Notes aux Etats financiers

### Note 1 Informations générales

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](#) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois Secteurs fondamentaux: les [radiocommunications](#), la [normalisation](#) et le [développement](#). L'UIT reconnaît pleinement à chaque Etat le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations [ITU TELECOM](#), fut la principale responsable de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](#).

L'UIT a son siège à Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse, et compte 193 [Etats Membres](#) et plus de 700 [Membres de Secteur](#) et [Associés](#). L'UIT a quatre bureaux régionaux, huit bureaux de zone, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une unité de coordination au siège pour l'Europe.

L'UIT a pour objet de:

- maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses Etats Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;
- favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;
- s'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète;
- promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques;
- harmoniser les efforts des Etats Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les Etats Membres et les Membres des Secteurs à ces fins;
- promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

A cet effet et plus particulièrement, l'UIT:

- effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;
- coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

- facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;
- encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;
- coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;
- favorise la collaboration entre les Etats Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;
- encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;
- procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;
- s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;
- encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

- détermine les principes généraux de l'Union;
- adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;
- élit les membres de l'équipe de direction de l'organisation, les Membres du [Conseil](#) et les Membres du [Comité du Règlement des radiocommunications](#).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les Etats Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

## **Note 2 Principes régissant la préparation des Etats financiers**

Conformément à la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'implémenter les normes IPSAS (International Public Sector Accounting Standards) dans les organisations du système des Nations Unies, l'UIT prépare et présente ses Etats financiers selon ces normes (Décision 550 du Conseil de 2008).

Les premiers Etats financiers produits et audités selon les normes IPSAS ont été ceux concernant l'exercice 2010. Les Etats financiers sont depuis établis sur une base annuelle en appliquant une comptabilité d'exercice.

Les Etats financiers de 2014 ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière constante pendant tout l'exercice.

Pour améliorer la transparence du rapport de gestion financière de l'UIT, la présentation de l'actif net dans l'état de la situation financière a été modifiée, ce qui permettra d'avoir une représentation plus claire des mouvements de l'actif net, en particulier dans le Fonds de réserve. Les Réserves inscrites au bilan apparaissent avant l'imputation de l'excédent ou du déficit de l'exercice afin de pouvoir effectuer le rapprochement avec l'excédent/le déficit tel qu'il apparaît dans l'état de la performance financière.

La préparation des Etats financiers selon les normes IPSAS requiert l'utilisation d'estimations qui ont un impact significatif sur les Etats financiers, ainsi que l'exercice d'un jugement critique de la part de la direction de l'Union dans l'application des normes comptables. Les domaines requérant une prise de position critique de la direction, ainsi que ceux résultant de d'hypothèses et d'estimations ayant un impact significatif sur les Etats financiers de l'Union sont détaillés dans la Note 5.

L'UIT a appliqué les normes IPSAS en vigueur au 1er janvier 2013 et décrit dans la Note 3 les principes comptables appliqués. La seule dérogation faite dans les Etats financiers présentés au 31 décembre 2013 est la non-capitalisation des coûts de main d'oeuvre directe dans l'évaluation du prix des publications, contrairement aux exigences de la norme IPSAS 12. La capitalisation des coûts de main d'oeuvre risquerait de se traduire par une évaluation du prix des publications bien supérieure à la valeur nette de réalisation fondée sur les prix courants des publications et, de ce fait, par une dégradation du prix de remplacement courant si l'on applique un prix plus bas ou la valeur nette de réalisation.

## **Note 3 Principaux principes comptables**

### **Monnaies étrangères**

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des Etats financiers.

Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière. L'UIT applique les taux de change UNORE communiqués par l'ONU, à savoir:

| CHF pour          | Décembre 2014 | Décembre 2013 |
|-------------------|---------------|---------------|
| 1 Dollar US       | 0,969         | 0,90700       |
| 1 Euro            | 1,20074       | 1,23233       |
| 1 BBD (Barbade)   | 0,48450       | 0,45350       |
| 1 BRL (Brésil)    | 0,38698       | 0,39281       |
| 1 CLP (Chili)     | 0,00162       | 0,00172       |
| 1 ETB (Ethiopie)  | 0,04820       | 0,04786       |
| 1 HNL (Honduras)  | 0,04495       | 0,04411       |
| 1 IDR (Indonésie) | 0,00008       | 0,00007       |
| 1 EGP (Egypte)    | 0,13551       | 0,13166       |
| 1 RUB (Russie)    | 0,01744       | 0,02737       |
| 1 VND (Viet Nam)  | 0,00005       | 0,00004       |
| 1 XOF (Sénégal)   | 0,00183       | 0,00188       |
| 1 XAF (Cameroun)  | 0,00183       | 0,00188       |
| 1 THB (Thaïlande) | 0,02957       | 0,02821       |

### **Instruments financiers**

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des découverts bancaires, des prêts et des emprunts.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les comptes postaux, les avoirs en banques et les comptes de dépôts auprès de la Confédération suisse – Département fédéral des finances.

#### **Placements**

Les placements à terme d'une durée de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit lors de la comptabilisation initiale. Le produit des placements est comptabilisé trimestriellement sur la base du rendement effectif.

Les placements sont comptabilisés initialement lorsque l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Tous les achats et toutes les ventes de placements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur en tenant compte des éventuels coûts de transaction qui leur sont directement imputables.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'UIT a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers et les risques y relatifs.

Les placements sont présentés au bilan en actifs et passifs courants ou non-courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de l'UIT de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expirés ou ont été transférés et lorsque tous les risques et les avantages liés au droit de propriété ont été transférés.

### Autres dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI

Les autres dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées au bilan en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers portant intérêt sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs pour lesquels la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

L'UIT a emprunté des capitaux auprès de la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) lors de la construction et de la rénovation des bâtiments sis à Genève. Ces emprunts étaient originellement soumis à un intérêt. Toutefois, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a supprimé le prélèvement des intérêts à partir de 1996. Ainsi, l'UIT a uniquement l'obligation de rembourser le montant principal.

Le prêt est évalué à son coût amorti selon un taux d'intérêt à long terme de 3,25% qui correspond aux intérêts liés aux prêts accordés par la FIPOI mais non versés. La différence entre la valeur nominale et le coût amorti représente une contribution en nature qui s'élevait au 31 décembre 2014 à un montant global de 18,5 millions CHF. L'UIT a choisi de ne pas présenter ce montant dans la catégorie "emprunts et dettes financières" dans l'état de la situation financière. Par contre, l'UIT montre dans l'état de la performance financière, des charges et des produits en tant que contribution en nature correspondant à la diminution de l'escompte entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année écoulée.

### Créances et prêts

Les créances et prêts de l'UIT sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications, et les créances sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions versées à l'UIT. Les contributions mises en recouvrement sont intégrées dans le plan financier lorsque le niveau des contributions des Etats Membres a été fixé lors de la Conférence de plénipotentiaires pour une période de quatre ans. Ces contributions sont reconnues sur une base annuelle.

Les contributions volontaires sont initialement reconnues lorsqu'il existe un accord signé entre l'UIT et le donateur.

Les créances et les prêts sont reconnus à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur est adaptée lors de la revue des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

### Evaluation de la provision pour dépréciation des créances

L'évaluation du besoin de constituer ou de corriger une provision pour dépréciation d'actifs est réalisée selon la nature de la créance, sur la base des catégories de créances suivantes:

## 1 – Etats Membres

Conformément à l'article 28 paragraphe 169 de la Constitution, un Etat Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la Constitution tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes.

Sur la base de ce paragraphe, une provision pour les Etats Membres ayant des arriérés de plus de deux ans est constituée. L'évaluation et le suivi se font sur la base de la notification financière. Cette notification est produite tous les trimestres. Le calcul de la provision se fait sur la base de la notification du dernier trimestre de l'année. Celle-ci est produite en début de l'année suivante.

Le montant de la provision est égal à 100% de la créance impayée depuis plus de deux ans augmentée des intérêts moratoires imputés depuis le début du retard de paiement.

## 2 – Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires

S'agissant des Membres de Secteur et des Associés, la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires prévoit, dans son paragraphe 6, que, en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT, sera suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et en cas d'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement interviendra trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension.

Toutes les créances impayées y compris les intérêts moratoires de plus de deux ans sont provisionnées à 100%.

## 3 – Produits provenant du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite (SNF)

L'Union constitue une provision pour les factures SNF, intérêts moratoires de 6% à partir de la date d'échéance en cas de retard de paiement. Les factures ayant une date d'échéance de six mois, une provision de 100% sera constituée au 31 décembre de l'année qui suit leur émission.

## 4 – Publications

Les publications sont en majorité payées d'avance, sauf lorsque le client est l'administration d'un Etat Membre. La constitution de cette provision est identique au principe appliqué aux contributions des Etats Membres et Membres de Secteur.

## 5 – Autres débiteurs (par exemple, contributions volontaires)

Le montant de la provision est égal à 100% des créances impayées au 31 décembre de l'année qui suit l'émission des factures.

## 6 – ITU TELECOM

Les créances pour les événements ITU TELECOM sont provisionnées à 100% au moment du bouclage des comptes des expositions, lorsqu'il existe une incertitude quant au paiement.

### **Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs**

Lorsque l'irrécouvrabilité d'une créance est constatée (par exemple acte de défaut de bien ou abandon de créance approuvé par le Conseil), la dette est passée par pertes et profits. La provision correspondante est alors utilisée pour équilibrer le solde des comptes. Si le montant de la dépréciation diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation

(par exemple, la signature d'un plan d'amortissement de la dette), la perte de valeur comptabilisée est reprise, tout ou en partie, par une dissolution de provision.

Dans le cas des Etats Membres et des Membres de Secteur, la provision est diminuée des versements annuels effectués dans le cadre d'un plan d'amortissement de la dette, après paiement de chaque annuité. Les intérêts moratoires sont extournés après remboursement du capital de la dette, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ce montant inclus les créances liées aux publications.

Si au cours d'un exercice ultérieur de nouvelles créances remplissent les critères de dépréciation retenus dans le paragraphe ci-dessus, une constitution de provision doit être comptabilisée au 31 décembre de l'année.

## **Stocks**

Les stocks se composent des publications et souvenirs marqués du logo de l'UIT, des magasins de consommables, des matières premières pour la maintenance et des réserves de pièces détachées non affectées à la maintenance d'actifs particuliers.

Pour les biens consommables, la valeur des stocks est calculée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La même méthode est utilisée pour tous les stocks présentant une nature et un usage similaire dans l'organisation.

Les publications sont valorisées selon un coût standard basé sur un barème mis à jour annuellement. Le coût standard ne comprend pas les coûts directs de personnel, toutefois, le coût du papier est augmenté de 253%, qui représentent les coûts directs liés à la reprographie. La valeur nette réalisable représente le prix de vente estimatif diminué des coûts estimés d'achèvement, de commercialisation, de vente et de distribution des publications.

Lorsque les stocks de publications sont distribués à un coût nul ou symbolique, ceux-ci sont évalués à la valeur que l'Organisation devrait payer pour acquérir les avantages économiques ou le potentiel de service pour réaliser les objectifs de l'Organisation. Si les avantages économiques ou le potentiel de service ne peuvent être acquis sur le marché, les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Un inventaire physique annuel de tous les stocks est réalisé. A chaque date de clôture, s'il existe un quelconque indice montrant que les stocks ont pu perdre de leur valeur, ceux-ci sont dépréciés. L'évaluation des publications se fait en deux temps: tout d'abord sur la base de dommages identifiés lors de l'inventaire physique annuel et ensuite selon l'obsolescence des publications. L'organisation détermine également si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte. S'il existe un tel indice, la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement des stocks sont estimés et mis à jour.

Les publications et articles qui ne seront plus proposés à la vente ou destinés à la distribution gratuite verront leur valeur nette comptable réduite à zéro.

## **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Les bâtiments ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière d'ouverture IPSAS au 1er janvier 2010 à leur valeur intrinsèque sur la base de l'étude menée par un cabinet externe. La valeur des bâtiments a été comptabilisée selon l'approche par composantes. Les terrains ne sont pas pris en compte dans le calcul de la valeur

intrinsèque des bâtiments. Le droit de superficie concernant les terrains mis à disposition par l'état de Genève est sans charge pour l'Union.

Les donations en nature sont valorisées à la juste valeur estimée à la date de réception des biens mobiliers. La reconnaissance des revenus liés à des donations en espèces destinées à la création ou à l'achat d'une immobilisation spécifique est étalée sur une durée égale à la dépréciation de l'immobilisation concernée à partir de la date de mise en service.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'un coût inférieur à 5 000 CHF (biens de faible valeur) sont capitalisés lors du mois de leur acquisition et entièrement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des projets menés par les activités extrabudgétaires (notamment les Projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets d'exécution nationales et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les coûts ultérieurs liés aux immobilisations sont capitalisés et amortis lorsqu'ils entraînent une augmentation du potentiel de service lié à l'utilisation de l'immobilisation et ne concernent pas des coûts de maintenance ou de réparation de l'immobilisation concernée. Ces derniers sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Les durées moyennes d'utilité retenues sont les suivantes:

| Catégories et sous-catégories d'actifs                           | Durée d'utilité estimée (en années) |
|--|-------------------------------------|
| Bâtiments  |                                     |
| Structure  | 100                                 |
| Enveloppe (toiture plate, isolation, étanchéité ....)            | 60                                  |
| Enveloppe (façades métalliques, vitrages aluminium....)          | 50                                  |
| Aménagements intérieurs (faux-planchers, partitions .... )       | 50                                  |
| Aménagements intérieurs (revêtements sols, murs et plafonds ...) | 40                                  |
| Equipements spéciaux   | 40                                  |
| Installations techniques (électricité)                           | 50                                  |
| Installations techniques (sanitaires)                            | 40                                  |
| Installations techniques (chauffage, ventilation)                | 30                                  |
| Eléments transports  | 40                                  |
| Machineries et équipements                                       | 5                                   |
| Mobilier & agencement  | 5                                   |
| Véhicules  | 5                                   |
| Matériel informatique  | 3                                   |
| Licences & progiciels  | 3                                   |

L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle. La valeur d'utilité des actifs immobilisés utilisés à des fins non commerciales correspond à la valeur actualisée du potentiel de service attendu de leur utilisation.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations de la valeur recouvrable depuis la dernière estimation. La valeur nette comptable de l'actif est augmentée, mais ne doit pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif si aucune perte de valeur n'avait été reconnue en premier lieu. La reprise est inscrite au compte de résultat.

### **Immobilisations acquises en contrats de location**

Dans le cadre de ses activités, l'UIT peut utiliser des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location ont fait l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2014, les contrats de location passés par l'UIT correspondent à la définition de contrats de location simple et sont comptabilisés comme tels. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, les licences informatiques et les logiciels d'une valeur supérieure à 50 000 CHF sont comptabilisées sur la base de leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, à l'exception du bilan d'ouverture où la valeur nette a été reprise. Les licences, progiciels, patentes, et droits sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

Tous les coûts égaux ou inférieurs à 50 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception des biens et comptabilisés entièrement en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les licences, progiciels, brevets développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

- Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.
- La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.
- Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.
- Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

- Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre ; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts directement liés au produit logiciel, qui sont capitalisés en tant qu'élément de ce produit, comprennent les dépenses de personnel liées au développement du logiciel et une part appropriée des charges indirectes correspondantes.

D'autres dépenses liées au développement, qui ne satisfont pas à ces critères, sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont engagées. Les coûts de développement qui ont été comptabilisés au préalable comme des charges ne sont pas comptabilisés dans l'actif de l'exercice suivant.

Les coûts de développement de logiciels informatiques comptabilisés comme des actifs sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée (trois ans maximum).

Les coûts associés à l'entretien des logiciels informatiques sont comptabilisés comme des charges lorsqu'ils sont engagés.

### **Provisions**

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les Notes.

### **Actifs et passifs éventuels**

Les actifs et passifs éventuels sont des droits et des engagements possibles qui résultent d'événements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non-occurrence d'un ou de plusieurs événements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total. Ces éléments sont présentés dans les Notes.

### **Prestations dues aux employés**

Les prestations suivantes qui sont dues aux employés sont comptabilisées:

- Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice pendant lequel les employés ont assuré les services correspondants.
- Les prestations à long terme dues au report possible d'avantages acquis pendant l'exercice ou les exercices précédents.
- Les prestations à long terme dues après la cessation de service.

Les prestations à long terme comprennent:

- Les engagements liés à la possibilité d'accumuler des congés non pris et qui sont pris en compte pour définir la date de départ en retraite.
- Les engagements liés aux obligations de rapatriement.
- Les engagements liés au plan de pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

- Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) tels que définis par le programme ASHI des Nations Unies.
- Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

Ces deux dernières prestations répondent à la définition de régimes à prestations définies et, comme c'est le cas également pour les obligations de rapatriement, font l'objet d'études actuarielles.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse des pensions est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le régime expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UIT dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'UIT assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 25. Les cotisations de l'UIT à la Caisse pendant l'exercice sont inscrites aux charges dans l'état de la performance financière.

Depuis le 30 avril 2014, l'UIT n'est plus affiliée à la Caisse pour la protection de la santé du personnel (CAPS) créée par l'OIT. Depuis le 1er mai 2014, l'UIT a mis en oeuvre un nouveau régime d'assurance maladie appelé Convention Collective d'Assurance Maladie (CCAM). Gérée par l'UIT, cette Convention repose sur un contrat signé avec les compagnies Cigna/Vanbreda International, Cigna étant l'assureur et Cigna/Vanbreda le gestionnaire des demandes de remboursement. Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 25 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations. Une évaluation actuarielle indépendante a été commandée par l'UIT afin d'évaluer les engagements au titre de l'ASHI fin décembre. La comptabilisation des gains et pertes actuarielles de ce plan suit la méthode AERE "Autres éléments du résultat étendu" qui prescrit une comptabilisation des gains et pertes actuarielles de l'exercice à l'actif net dans l'état de la situation financière.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes relatives aux avantages du personnel.

## **Comptabilisation des fonds**

### ***Fonds tiers affectés***

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en oeuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que revenus que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des dépenses encourues. Les projets

financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. A la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des dépenses déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

– **Programme des Nations Unies pour le développement**

L'UIT a passé un Accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et peut être exécuteur exclusif ou co-exécuteur avec le PNUD de divers projets. Pour les projets exécutés, soit partiellement, soit en totalité par l'UIT, le PNUD fournit à l'UIT une allocation budgétaire. De manière générale, il existe trois catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; les projets exécutés par les gouvernements; et les projets exécutés par le Service d'appui à l'élaboration des politiques et des programmes (SPPD), dont l'activité a pris fin le 31 décembre 2003.

A la fin de chaque année sur la base du "Project Delivery Report" (PDR), le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues, fixées par cette allocation. Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

– **Fonds d'affectation spéciale**

Les fonds d'affectation spéciale (FAS) servent à exécuter des projets qui sont financés par des contributions réservées, par le Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) ou par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être crédités aux projets avant que les dépenses ne soient engagées. Les fonds d'affectation spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des dépenses d'appui pendant l'exécution et la mise en oeuvre des projets.

– **Contributions volontaires**

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

***Fonds de tiers en cours d'affectation***

Il s'agit de fonds reçus de tiers dont l'affectation n'a pas encore été finalisée et qui ne peuvent en conséquence pas encore être dépensés.

***Fonds propres affectés***

**Fonds de réserve**

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté principalement par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

- a) le solde net positif/négatif de la mise en oeuvre du budget ordinaire de chaque exercice;
- b) les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil;
- c) les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Le Fonds de réserve inclut également les fonds provenant des activités pour lesquelles l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts conformément à la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). A ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts sont les suivants:

- L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).
- Le mémorandum d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS-MoU).
- Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.
- L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).
- ITU TELECOM.
- La vente des publications.
- Les recettes au titre de l'appui aux projets.

Nonobstant la disposition 4 b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

- a) réduire le montant de l'unité contributive;
- b) équilibrer le Budget de l'Union;
- c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou
- d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

### **Autres fonds**

Les autres fonds incluent la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, la Caisse des pensions et le Fonds ASHI.

La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvre trois fonds:

- le Fonds de pensions;
- le Fonds de réserve et des compléments;
- le Fonds d'intervention.

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2014, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 40 pensions de retraite et de 30 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière. Le Fonds de pensions a été utilisé pour couvrir, jusqu'à sa mort en 2014, la veuve d'un fonctionnaire retraité assujetti au régime en vigueur avant le 1er janvier 1949. Le dernier calcul des engagements

à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union. Par sa Résolution 1211, adoptée à sa session additionnelle d'octobre 2003, le Conseil a décidé de supprimer la notion de taux technique de l'Article 86 des Statuts de la Caisse avec effet rétroactif au 1er janvier 2003.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle servira de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT, qui a remplacé le régime actuel à compter du 1er mai 2014.

### **Fonds destinés aux activités extrabudgétaires**

#### **– Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication**

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de recettes produits par les manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat.

A la clôture de chaque exercice budgétaire, les fonds propres affectés qui figurent au bilan sont diminués du montant total des charges encourues au cours de ce même exercice. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents.

Le FDTIC enregistre également des contributions versées par des Membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

#### **– Fonds de roulement des expositions ITU TELECOM**

ITU TELECOM organise des manifestations et des forums mondiaux des télécommunications. En tant que partenariat entre Etats Membres, sociétés et organisations, ITU TELECOM est dans une position privilégiée pour organiser ces manifestations, à l'échelle mondiale. Ces manifestations ont pour mission de rassembler les représentants les plus influents des Etats et du secteur des télécommunications pour échanger des idées, des connaissances et des techniques dans l'intérêt de la communauté mondiale, en particulier des pays en voie de développement.

En outre, les résultats financiers de ces manifestations peuvent servir à financer des projets spécifiques de développement des télécommunications, essentiellement dans les pays les moins avancés recensés par les Nations Unies.

Les excédents de recettes ou les déficits produits par ces manifestations sont comptabilisés au Fonds de roulement des expositions. Sur approbation du Conseil, des prélèvements sont effectués pour alimenter le Fond pour le développement des télécommunications (FDTIC).

## – Réerves destinées aux projets extrabudgétaires

L'union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

## Comptabilisation des produits

Les produits comprennent les contributions mises en recouvrement, les contributions volontaires et les autres produits tirés du recouvrement.

Contributions mises en recouvrement: Il s'agit principalement des contributions provenant des Etats Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des revenus de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les Etats Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et s'acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces revenus servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les autres produits tirés du recouvrement comprennent les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

- l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN);
- le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU);
- le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;
- la vente des publications;
- les recettes au titre de l'appui aux projets.

L'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN) et l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

Les demandeurs de ces prestations doivent déposer par avance sur les livres de l'Union un montant de 200 CHF par numéro. Au fur et à mesure de l'utilisation de ces numéros, l'UIT facture ses prestations. C'est lors de l'utilisation de ces numéros que l'Union reconnaît un produit dans ses livres. Les factures ainsi établies, sont régularisées à travers le compte de dépôts de ces clients.

Les contributions volontaires sont comptabilisées lorsqu'il existe un accord signé par les donateurs. Les contributions mises en recouvrement concernant des exercices futurs sont comptabilisées dans les produits différés. Le solde des contributions volontaires non utilisées à la date de clôture est comptabilisé dans les fonds de tiers. Les autres revenus rattachés à des exercices futurs sont comptabilisés dans les produits différés.

Les revenus des ventes de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique, sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

## **Présentation de l'information sectorielle**

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2014-2015, qui ne présente pas de modification structurelle par rapport à celui des années 2012-2013:

- Secrétariat général.
- Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.
- Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.
- Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.
- Les projets: il s'agit des fonds PNUD, FAS, FDTIC et contributions volontaires.
- ITU TELECOM.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des secteurs et ne sont pas gérées par les différents secteurs. En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passifs aux différents secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

## **Comparaison budgétaire**

Le projet de budget de l'Union pour 2014-2015 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Guadalajara, 2010), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2012-2015", et du Plan stratégique de l'Union pour 2012-2015 figurant dans la Résolution 71 de la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Guadalajara, 2010). En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les Etats financiers annuels. Le projet de budget de l'Union pour 2013-2014 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2014, qui tient compte des transferts budgétaires ultérieurs tels qu'illustrés dans l'Etat V (Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs) et dans la Note 24, a été approuvé par le Conseil à sa session de 2013 par l'adoption de la Résolution 1359. L'Etat V contient une comparaison du budget final et des montants effectifs. Le budget et les Etats financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'Etat V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'Etat II (Etat de la performance financière).

La différence de périmètre représente l'intégration dans les Etats financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires.

#### Note 4 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose des fonds propres affectés à l'organisation ou réservés à des projets ainsi que des fonds propres non affectés réservés à des projets.

Le tableau ci-dessous illustre les variations du Fonds de réserve.

| <b>Mouvements du Fonds de réserve pour les exercices budgétaires 2013 et 2014</b><br>En milliers CHF | <b>2014</b> | <b>2013</b> |
|--|-------------|-------------|
| Fonds de réserve de l'UIT (Fonds 1000)   |             |             |
| Etat au 1er janvier 2014-2013  | 30 325      | 28 221      |
| Prélèvement sur le Fonds de réserve autorisé par le Conseil pour le Fonds ASHI                       | -4 000      | -           |
| Versement de l'excédent 2014 au Fonds de réserve   | 897         | 2 104       |
| Total des mouvements en 2014-2013  | 3 103       | 2 104       |
| Etat au 31 décembre 2014-2013  | 27 222      | 30 325      |

La Résolution 1359, adoptée par le Conseil à sa session de 2013, prévoyait un prélèvement de 4 millions CHF pour la période biennale 2014-2015 pour pouvoir mettre en oeuvre le programme d'activités convenu, lequel comprend l'organisation de la CMR-15 et de l'AR-15, conformément à la décision prise par le Conseil dans sa Résolution 1343 adoptée en 2012. Par ailleurs, aux termes de la Résolution 1359, le Secrétaire général est autorisé à prélever un montant de 4 millions CHF sur le Fonds de réserve pour constituer le Fonds ASHF, à titre de première mesure pour régler les engagements à long terme non financés.

L'exercice 2014 s'étant terminé avec un excédent budgétaire de 0,897 million CHF, après l'affectation de crédits au Fonds ASHI et au Fonds CCAM, ce montant a été versé sur le Fonds de réserve.

Conformément à la disposition 5 de l'Article 10 et à la disposition 4 de l'Article 12 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général a autorisé que l'excédent budgétaire de l'exercice 2014 soit affecté comme suit:

| <b>Affectation de l'excédent budgétaire de 2014</b> | <b>En milliers de CHF</b> |
|---|---------------------------|
| Affectation au Fonds de réserve                     | 897                       |
| Fonds ASHI  | 1 000                     |
| Fonds de garantie de l'assurance maladie            | 2 000                     |
| <b>Montant total affecté aux réserves de l'UIT</b>  | <b>3 897</b>              |

Au 31 décembre 2014, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 27,2 millions CHF, une fois affectée à ce Fonds une partie de l'excédent budgétaire de l'exercice 2014 (contre 26,3 millions CHF avant cette affectation). L'avoir du Fonds de réserve représente 16,4% du budget 2014, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Busan, 2014).

Le Fonds ASHI a été créé dans le but de constituer une réserve pour le financement à long terme des engagements ASHI. Le Fonds ASHI sera alimenté au moyen des produits résultant des futurs excédents budgétaires. En outre, ce Fonds fera l'objet d'un suivi afin qu'il soit tenu compte des futures variations des engagements de l'UIT dues aux changements d'hypothèses actuarielles.

Le Fonds de garantie de l'assurance maladie servira à financer le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT, suivant la méthode par répartition. Ce Fonds sera alimenté au moyen de l'excédent des contributions par rapport aux remboursements.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre les fonds propres affectés à l'organisation selon l'état de variation de l'actif net de l'UIT et le Fonds de réserve au 31 décembre 2014, après affectation de l'excédent budgétaire annuel.

| En milliers de CHF  | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|---|---------------|---------------|
| <b>Fonds de réserve (Fonds 1000)</b>  | 27 222        | 30 325        |
| Autres réserves affectées   | <b>28 827</b> | <b>19 114</b> |
| Fonds d'investissement  | 7 180         | 6 314         |
| Fonds du bien-être  | 492           | 521           |
| Fonds du centenaire   | 308           | 318           |
| Fonds ASHI  | 7 000         | 2 000         |
| Fonds de garantie de l'assurance maladie  | 5 877         | 2 000         |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance  | 6 267         | 6 266         |
| Fonds de pensions de la Caisse d'assurance  | 1 510         | 1 513         |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance   | 183           | 182           |
| <b>Fonds propres affectés à l'organisation selon l'Etat de variation de l'actif net</b> | <b>56 039</b> | <b>49 439</b> |

En ce qui concerne la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, les intérêts créditeurs ont baissé en 2014, en raison des taux d'intérêt historiquement bas, et, bien que le Fonds de réserve et des compléments et le Fonds d'intervention présentent, respectivement, un excédent de 452,75 CHF et de 764,50 CHF, le Fonds de pensions accuse un déficit de 2 571,15 CHF. Un compte courant est ouvert pour chacun de ces trois Fonds auprès de la Division finance et comptabilité de la Confédération helvétique, conformément aux Statuts de la Caisse (voir l'Annexe B2).

## Note 5 Gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette Note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

### Juste valeur

Ci-dessous figure une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de l'UIT.

| En milliers de CHF  | Valeur comptable | Juste valeur |
|---|------------------|--------------|
| Actifs financiers 2014  |                  |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 75 430           | 75 430       |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat               | 87 074           | 87 074       |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie directe – courant | 7 361            | 7 361        |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie directe – courant | 79 448           | 79 448       |

| En milliers de CHF  | Valeur comptable | Juste valeur |
|---|------------------|--------------|
| Actifs financiers 2013  |                  |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 59 616           | 59 616       |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat               | 88 244           | 88 244       |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie directe – courant | 15 359           | 15 359       |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie directe – courant | 77 046           | 77 046       |

| En milliers de CHF                                      | Valeur comptable | Juste valeur |
|---|------------------|--------------|
| Passifs financiers 2014                                 |                  |              |
| Emprunts  | 46 779           | 46 779       |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 5 793            | 5 793        |

| En milliers de CHF                                      | Valeur comptable | Juste valeur |
|---|------------------|--------------|
| Passifs financiers 2013                                 |                  |              |
| Emprunts  | 48 272           | 48 272       |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 9 685            | 9 685        |

La juste valeur des actifs et des passifs financiers correspond à la valeur à laquelle ces instruments pourraient s'échanger dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur:

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à court terme, les créances provenant d'opérations avec contrepartie directe, les autres créances, les dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe et les autres dettes, sont approximativement équivalents à leur valeur comptable, essentiellement en raison de leur échéance à court terme.
- Les créances à court terme et à long terme sont évaluées comme indiqué dans la Note 3.
- Les emprunts sont évalués comme indiqué dans la Note 3.

### **Hiérarchie de juste valeur**

L'UIT utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et faire connaître la juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation.

Niveau 1: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3: Techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée, mais qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 décembre 2014, tous les placements sont des dépôts bancaires ou des investissements bancaires à court terme, et sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des investissements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:

| En milliers de CHF                      | 31.12.2014 | 31.12.2013 |
|---|------------|------------|
| Investissements                         | 87 074     | 88 244     |
| Créances                                | 95 640     | 92 405     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 75 430     | 59 616     |
| Exposition maximale au risque de crédit | 258 144    | 240 265    |

b) Qualité de crédit

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit.

Des mesures, telles que l'envoi trimestriel d'un relevé de compte et la suspension de la participation aux travaux de l'UIT, ont été instaurées pour s'assurer que les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés règlent leurs arriérés. En outre, la possibilité de perdre le droit de vote a été instaurée pour inciter les Etats Membres à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. A cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les

fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

c) Risque de taux d'intérêt

L'UIT est exposée au risque de taux d'intérêt du fait de ses investissements à court terme. Toutefois, en raison de taux d'intérêt peu élevés en 2014, les incidences d'une variation des taux d'intérêt de l'ordre de 0,5% sur l'état de la performance financière ont été jugées peu importantes.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de liquidités suffisantes pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le risque de liquidité peut être considéré comme négligeable, étant donné qu'en vertu de l'Article 17 du Règlement financier, le Gouvernement de la Confédération suisse met, selon des conditions à fixer, des avances de fonds à la disposition de l'Union, afin de lui permettre de répondre à ses besoins temporaires de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

e) Risque de change

L'UIT perçoit les contributions des Etats Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en CHF, et les contributions extrabudgétaires dans des devises autres que le CHF. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises nécessaires sur les comptes bancaires appropriés.

Il y a lieu de noter que contrairement à la CAPS (Caisse d'assurance pour la protection du personnel) qui était gérée en dollars EU, le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars EU à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars EU alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, puisque le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution et converties en CHF à des fins de présentation.

f) Risque de marché

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion

du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2014 est la suivante:

| En milliers de CHF                      | Taux d'intérêt moyen pondéré | 1 année ou moins | <10 ans | >10 ans | Total   |
|---|------------------------------|------------------|---------|---------|---------|
| <b>Actifs financiers</b>                |                              |                  |         |         |         |
| Placements                              |                              | 87 074           | 0       | 0       | 87 074  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |                              | 75 430           | 0       | 0       | 75 430  |
| <b>Total des actifs financiers</b>      |                              | 162 504          | 0       | 0       | 162 504 |
| <b>Passifs financiers</b>               |                              |                  |         |         |         |
| Emprunts                                | 0%                           | 1 493            | 12 497  | 31 295  | 45 286  |
| <b>Total des passifs financiers</b>     |                              | 1 493            | 12 497  | 31 295  | 45 286  |

## Note 6 Jugement et estimations comptables

La préparation des Etats financiers selon les normes IPSAS implique le recours à des estimations et/ou à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des Etats financiers sont:

- les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI;
- les durées d'utilité des immobilisations et leur perte éventuelle de valeur;
- les provisions sur les créances;
- les probabilités de vente des publications en stock;
- les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite.

**Note 7 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

| En milliers de CHF                             | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|--|---------------|---------------|
| Caisses en CHF                                 | 16            | 7             |
| Caisses en devises étrangères                  | 122           | 66            |
| Comptes postaux en CHF                         | 94            | 20            |
| Comptes courants bancaires en CHF              | 57 133        | 40 426        |
| Comptes courants bancaires en devises          | 10 016        | 11 046        |
| Comptes à vue en CHF                           | 8 049         | 8 051         |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b> | <b>75 430</b> | <b>59 616</b> |

Les liquidités sont déposées sur des comptes bancaires et postaux rémunérés aux taux du marché. La juste valeur de ces dépôts est équivalente à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2014, l'UIT ne disposait pas de ligne de crédit. Les liquidités disponibles sont soumises aux restrictions suivantes:

- Les comptes à vue en faveur des pensionnés des fonds de l'UIT qui fonctionnent en caisses fermées depuis l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS), à hauteur de 8,49 millions CHF, contre 8,05 millions CHF au 31 décembre 2013.
- Un montant de 14,9 millions CHF correspondant aux liquidités disponibles pour exécuter les projets financés par des fonds extérieurs, contre 9,2 millions CHF en 2013.

**Note 8 Placements**

Les placements à terme sont rémunérés aux taux du marché et rangés dans la catégorie des instruments financiers à la juste valeur par résultat. La juste valeur des dépôts en espèces est équivalente à leur valeur comptable.

| En milliers de CHF | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|--------------------|---------------|---------------|
| Placements à terme | 87 074        | 88 244        |
| <b>Placements</b>  | <b>87 074</b> | <b>88 244</b> |

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci-après:

| En milliers selon la devise | 31.12.2014    |               |              | 31.12.2013    |               |              |
|-----------------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--------------|
|                             | CHF           | USD           | EUR          | CHF           | USD           | EUR          |
| Echéance                    |               |               |              |               |               |              |
| 0-3 mois                    | 61 249        | 7 745         | 9 113        | 61 098        | 9 545         | 9 708        |
| 4-6 mois                    | –             | 7 000         | –            | –             | 3 000         | –            |
| 7-9 mois                    | –             | –             | –            | –             | 3 700         | –            |
| au-delà de 9 mois           | –             | –             | –            | –             | –             | –            |
| <b>Placements</b>           | <b>61 249</b> | <b>14 745</b> | <b>9 113</b> | <b>61 098</b> | <b>16 245</b> | <b>9 708</b> |

En 2014, les placements avec restrictions affectés à des projets financés sur les fonds extrabudgétaires se montent à 23 millions CHF, contre 22,8 millions CHF en 2013.

## Note 9 Créances

Les créances représentent les produits non encore encaissés que les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT au titre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite ou de factures diverses. Les sommes dues sur les contributions portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'UIT. Cet intérêt est fixé au taux de 3% par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% par an à partir du début du septième mois. Les intérêts sont crédités à la provision pour comptes débiteurs conformément à l'Article 24 du Règlement financier.

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent des créances liées aux plans d'amortissement de la dette de certains membres qui se sont engagés à rembourser cette dette dans le cadre d'un accord couvrant plusieurs exercices.

Les autres créances représentent les produits non encaissés pour les services liés à ITU TELECOM et les contributions volontaires.

| En milliers de CHF   | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|--|---------------|---------------|
| Créances courantes avec contrepartie                               | 8 417         | 7 367         |
| Provision pour pertes sur créances courantes avec contrepartie     | -1 056        | -982          |
| <b>Créances courantes avec contrepartie – valeur nette</b>         | <b>7 361</b>  | <b>6 385</b>  |
| Créances courantes sans contrepartie                               | 113 821       | 123 916       |
| Provision pour pertes sur créances courantes sans contrepartie     | -34 373       | -46 870       |
| <b>Créances courantes sans contrepartie – valeur nette</b>         | <b>79 448</b> | <b>77 046</b> |
| Créances non courantes avec contrepartie                           | 20            | 32            |
| Provision pour pertes sur créances non courantes avec contrepartie | -20           | -32           |
| <b>Créances non courantes avec contrepartie – valeur nette</b>     | <b>–</b>      | <b>–</b>      |
| Créances non courantes sans contrepartie                           | 17 474        | 9 394         |
| Provision pour pertes sur créances non courantes sans contrepartie | -17 474       | -9 394        |
| <b>Créances non courantes sans contrepartie – valeur nette</b>     | <b>–</b>      | <b>–</b>      |

**Note 10 Stocks**

| En milliers de CHF                 | 31.12.2014 | 31.12.2013 |
|------------------------------------|------------|------------|
| Publications – valeur brute        | 357        | 448        |
| Dépréciation                       | -213       | -160       |
| <b>Publications – valeur nette</b> | <b>144</b> | <b>288</b> |
| Souvenirs – valeur brute           | 138        | 143        |
| Dépréciation                       | -75        | -86        |
| <b>Souvenirs – valeur nette</b>    | <b>63</b>  | <b>57</b>  |
| Fournitures – valeur brute         | 443        | 470        |
| Dépréciation                       | -          | 0          |
| <b>Fournitures – valeur nette</b>  | <b>443</b> | <b>470</b> |
| <b>Stocks – valeur nette</b>       | <b>650</b> | <b>815</b> |

Les publications incluent les publications destinées à la vente et les publications diffusées gratuitement. Les fournitures comprennent le papier destiné à l'impression des publications et des documents de l'UIT, l'économat ainsi que divers consommables.

**Note 11 Autres créances**

| En milliers de CHF                | 31.12.2014   | 31.12.2013   |
|-----------------------------------|--------------|--------------|
| Avances au personnel              | 1 999        | 1 950        |
| Yougoslavie                       | 1 189        | 1 189        |
| Provision sur créance Yougoslavie | -1 189       | -1 189       |
| Impôts à la source                | 1 940        | 1 451        |
| Pensions                          | 304          | 309          |
| Intérêts courus                   | 37           | 11           |
| Actifs transitoires               | 4 551        | 5 253        |
| <b>Autres créances</b>            | <b>8 831</b> | <b>8 974</b> |

Le compte Avances au personnel comprend principalement le versement de 75% des frais d'étude des enfants de fonctionnaires.

Les impôts à la source comprennent les impôts anticipés remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le solde à récupérer auprès de cette administration atteint 1,9 million CHF à la fin de l'exercice 2014.

La dette de l'ex-République fédérale de Yougoslavie a été provisionnée à 100%. Les montants dus n'ont pas été régularisés à ce jour. L'Union est en attente d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant le traitement de cette dette.

Les actifs transitoires représentent principalement des charges constatées d'avance dans le cadre de la préparation de la manifestation ITU TELECOM World 2015.

**Note 12 Immobilisations corporelles**

Les bâtiments de l'UIT se composent:

- de la Tour, rue de Varembé à Genève;
- du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève;
- de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;
- du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

La valeur de ces bâtiments a fait l'objet d'une estimation indépendante, réalisée par un cabinet externe dans le cadre de la préparation des premiers états financiers établis selon les normes IPSAS, en 2010. Elle correspond à la valeur estimée des bâtiments au moment de leur achèvement à laquelle s'ajoute la valeur estimée des travaux de rénovation et de réfection effectués depuis que les bâtiments sont occupés, déduction faite du montant cumulé des amortissements.

Depuis le passage aux normes IPSAS, deux projets significatifs ont été réalisés et évalués initialement au prix coûtant. Le premier de ces projets, qui concernait la rénovation de la salle de réunion Popov, a été mené à bien grâce à une donation de 5 millions CHF du National Radiotechnical Bureau de la Fédération de Russie, en vertu du mémorandum conclu entre l'Union et le Ministère des télécommunications de la Fédération de Russie. Le second projet, financé par une donation de 2 millions USD du Gouvernement des Emirats arabes unis, concernait la création du musée "A la découverte des TIC" destiné à informer le public de la richesse et de la polyvalence des technologies de la télécommunication et de l'information. Ce projet s'est achevé en 2012. Une retenue de garantie représentant 10% des coûts totaux a été libérée en juin 2013.

Les variations de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, y compris les actifs de faible valeur, durant l'exercice 2014 sont expliquées ci-dessous.

| Catégories d'actifs<br>(en milliers<br>de CHF)                | Bâtiments      | Mach.<br>&<br>équip. | Mobilier<br>&<br>agenc. | Matériel<br>inform. | Véhicules  | Donations  | Immobilisa-<br>tions en<br>cours | Actifs de<br>faible<br>valeur | Total          |
|---|----------------|----------------------|-------------------------|---------------------|------------|------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------|
| <b>Coût au 1er<br/>janvier 2014</b>                           | <b>122 536</b> | <b>2 950</b>         | <b>1 561</b>            | <b>10 055</b>       | <b>299</b> | <b>630</b> | <b>779</b>                       | <b>15'405</b>                 | <b>154 215</b> |
| Adjonctions   |                | 30                   | 23                      | 68                  | 1          | 2          | 316                              | 702                           | 1 142          |
| Dons  |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| Cessions  |                | -79                  |                         | -2 029              | -1         | -5         |                                  | -944                          | -3 058         |
| Pertes de valeur  | 100            |                      |                         |                     |            |            | -100                             |                               |                |
| Reclassements et<br>corrections                               |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| Réévaluations   |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| <b>Coût au 31<br/>décembre 2014</b>                           | <b>122 636</b> | <b>2 901</b>         | <b>1 584</b>            | <b>8 094</b>        | <b>299</b> | <b>627</b> | <b>995</b>                       | <b>15 163</b>                 | <b>152 299</b> |
| <b>Amortissement<br/>au 1er janvier<br/>2014</b>              | <b>13 890</b>  | <b>2 762</b>         | <b>1 024</b>            | <b>8 165</b>        | <b>241</b> | <b>630</b> |                                  | <b>15 405</b>                 | <b>42 117</b>  |
| Imputés au cours<br>de l'année                                | 3 370          | 74                   | 190                     | 1 427               | 25         | 2          |                                  | 702                           | 5 790          |
| Cessions  |                | -79                  |                         | -2 029              |            | -5         |                                  | -944                          | -3 057         |
| Pertes de valeur  |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| Reclassements et<br>corrections                               |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| Réévaluations   |                |                      |                         |                     |            |            |                                  |                               |                |
| <b>Amortissement<br/>au 31 décembre<br/>2014</b>              | <b>17 260</b>  | <b>2 757</b>         | <b>1 214</b>            | <b>7 563</b>        | <b>266</b> | <b>627</b> |                                  | <b>15 163</b>                 | <b>44 850</b>  |
| <b>Valeur<br/>comptable nette<br/>au 1er janvier<br/>2014</b> | <b>108 646</b> | <b>188</b>           | <b>537</b>              | <b>1 890</b>        | <b>58</b>  |            | <b>779</b>                       |                               | <b>112 098</b> |
| <b>Valeur<br/>comptable nette<br/>au 31 décembre<br/>2014</b> | <b>105 376</b> | <b>144</b>           | <b>370</b>              | <b>531</b>          | <b>33</b>  |            | <b>995</b>                       |                               | <b>107 449</b> |

Au 31 décembre 2014, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette.

La valeur des machines et équipements non répertoriés dans l'inventaire physique des stocks réalisé à la fin de l'exercice 2014 s'élève à 67 393 CHF. On s'emploie actuellement à vérifier l'existence de ces éléments d'actif; ils seront, au besoin, passés par pertes et profits pendant et à les passer en charges, si nécessaire, au titre de l'exercice 2015.

**Note 13 Immobilisations incorporelles**

| Catégorie d'actifs<br>(en milliers de CHF)            | Développements<br>internes | Logiciel     | Développements | Actifs de<br>faible valeur | Total        |
|---|----------------------------|--------------|----------------|----------------------------|--------------|
| <b>Coût au 1er janvier 2014</b>                       | <b>459</b>                 | <b>1 738</b> | <b>2 047</b>   | <b>454</b>                 | <b>4 698</b> |
| Adjonctions   | 231                        | 1 183        | 429            | 66                         | 1 909        |
| Dons  |                            |              |                |                            |              |
| Cessions  |                            |              |                | -8                         | -8           |
| Pertes de valeur                                      |                            |              |                |                            |              |
| Reclassements et corrections                          | 327                        | 1 723        | -2 047         | -3                         |              |
| Réévaluations   |                            |              |                |                            |              |
| <b>Coût au 31 décembre 2014</b>                       | <b>1 017</b>               | <b>4 644</b> | <b>429</b>     | <b>509</b>                 | <b>6 599</b> |
| <b>Amortissement<br/>au 1er janvier 2014</b>          | <b>137</b>                 | <b>1 245</b> | <b>-</b>       | <b>454</b>                 | <b>1 836</b> |
| Imputés au cours de l'année                           | 168                        | 463          |                | 63                         | 694          |
| Cessions  |                            |              |                | -8                         | -8           |
| Pertes de valeur                                      |                            |              |                |                            |              |
| Reclassements et corrections                          |                            |              |                |                            |              |
| Réévaluations   |                            |              |                |                            |              |
| <b>Amortissement au<br/>31 décembre 2014</b>          | <b>305</b>                 | <b>1 708</b> |                | <b>509</b>                 | <b>2 522</b> |
| <b>Valeur comptable nette<br/>au 1er janvier 2014</b> | <b>322</b>                 | <b>493</b>   | <b>2 047</b>   |                            | <b>2 862</b> |
| <b>Valeur comptable nette<br/>au 31 décembre 2014</b> | <b>712</b>                 | <b>2 936</b> | <b>429</b>     |                            | <b>4 077</b> |

Conformément à la norme IPSAS 31, des développements internes liés à l'amélioration des services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'Union, ont été capitalisés.

Les logiciels capitalisés sont les logiciels et les mises à jours standards utilisés dans le cadre des activités opérationnelles de l'Union.

**Note 14 Fournisseurs et autres créanciers**

| En milliers de CHF                       | 31.12.2014   | 31.12.2013   |
|--|--------------|--------------|
| Fournisseurs                             | 5 793        | 3 756        |
| Dépôts reçus                             | 2 878        | 3 625        |
| Acomptes reçus                           | 483          | 2 305        |
| <b>Fournisseurs et autres créanciers</b> | <b>9 154</b> | <b>9 686</b> |

Le montant des fournisseurs porte essentiellement sur les factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les factures IOV en attente de régularisation avec le PNUD.

Des dépôts ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats de publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des contributions futures et/ou des factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications.

Les acomptes correspondent aux avances que les pays hôtes ont versées à l'Union pour l'organisation de la Conférence de plénipotentiaires de 2014 à Busan, des Sommets de la série Connecter le monde et des différentes éditions du Colloque mondial des régulateurs.

### Note 15 Produits différés

| En milliers de CHF                            | 31.12.2014     | 31.12.2013     |
|---|----------------|----------------|
| Contributions – Etats Membres                 | 109 750        | 109 750        |
| Contributions – Membres de Secteur            | 14 698         | 15 186         |
| Contributions – Associés                      | 1 562          | 1 596          |
| Contributions – Etablissements universitaires | 225            | 198            |
| Publications & divers                         | 36             | 34             |
| Fiche de notification des réseaux à satellite | 3 217          | 1 187          |
| <b>Produits différés</b>                      | <b>129 486</b> | <b>127 951</b> |

Les contributions des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires représentent les revenus relatifs à la deuxième année de la période biennale 2014-2015 pour laquelle le budget a été adopté par le Conseil. Les produits différés des fiches de notification de réseaux à satellite portent sur les publications en cours de traitement; un nombre important de demandes ont été établies à la fin de 2014, en vue de leur publication en 2015.

### Note 16 Emprunts et autres dettes financières

| En milliers de CHF  | Echéance | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|---|----------|---------------|---------------|
| <u>Montants initialement empruntés auprès de la FIPOI</u> |          |               |               |
| 2 634 780 CHF – dès 1990                                  | 2020     | 612           | 714           |
| 19 627 590 CHF – dès 1990                                 | 2039     | 11 070        | 11 513        |
| 45 427 250 CHF – dès 2002                                 | 2051     | 33 617        | 34 525        |
| 2 000 000 CHF – dès 2002                                  | 2051     | 1 480         | 1 520         |
| Emprunts  |          | 46 779        | 48 272        |
| Dont part à court terme                                   |          | <b>1 493</b>  | <b>1 493</b>  |
| Dont part à long terme                                    |          | <b>45 286</b> | <b>46 779</b> |

La valeur actualisée des emprunts au 31 décembre 2014 est de 28,3 millions CHF, contre 28,9 millions CHF au 31 décembre 2013. Le différentiel avec la valeur brute représente la valeur actualisée du total des intérêts non versés jusqu'à la fin de la durée de l'emprunt.

### Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.

## 17.1 Avantages du personnel à court terme

### Chiffres au 31.12.2014

| En milliers de CHF                    | Avantages du personnel – court terme |                  |  |
|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------|--|
|                                       | Heures supplémentaires               | Congés accumulés | Total avantages du personnel – court terme |
| <b>Solde d'ouverture au 1.1.2014</b>  | <b>39</b>                            | <b>442</b>       | <b>481</b>                                 |
| – Augmentation                        | 62                                   |                  | 62   |
| – Utilisation                         | –39                                  | –442             | –481                                       |
| – Diminution                          |                                      |                  |  |
| – Transfert                           |                                      | <b>422</b>       | <b>422</b>                                 |
| <b>Solde de clôture au 31.12.2014</b> | <b>62</b>                            | <b>422</b>       | <b>484</b>                                 |

Les heures supplémentaires sont calculées selon les catégories de personnel. Les fonctionnaires de la catégorie des services généraux qui sont appelés à faire un nombre d'heures de travail supérieur à la durée normale de la semaine de travail ont droit à un congé de compensation ou peuvent recevoir une rémunération supplémentaire suivant les modalités établies dans les Statut et Règlement du personnel, sur la base des conditions et pratiques locales des organisations du régime commun au siège de l'Union.

Si les exigences du service le permettent et sous réserve de l'approbation préalable du Secrétaire général ou du Directeur du Bureau concerné, le cas échéant, les fonctionnaires de la catégorie professionnelle qui ont été appelés à effectuer des heures supplémentaires nombreuses ou fréquentes peuvent bénéficier éventuellement d'un congé de compensation.

Pour les fonctionnaires de la catégorie des services généraux travaillant dans des bureaux extérieurs au siège, les dispositions relatives aux heures supplémentaires sont déterminées sur la base des conditions et pratiques locales des organisations locales du régime commun des Nations Unies.

Les congés accumulés concernent les congés accumulés pendant l'exercice.

## 17.2 Avantages du personnel à long terme

### Chiffres au 31.12.2014

| En milliers de CHF                    | Avantages du personnel – long terme |           |                                      |                  |   |
|---------------------------------------|-------------------------------------|-----------|--------------------------------------|------------------|---|
|                                       | ASHI                                | Pensions  | Prime d'installation/de rapatriement | Congés accumulés | Total avantages du personnel – long terme |
| <b>Solde d'ouverture au 1.1.2014</b>  | <b>314 127</b>                      | <b>90</b> | <b>11 804</b>                        | <b>9 075</b>     | <b>335 096</b>                            |
| – Augmentation                        | 198 534                             | –         | 1 324                                | 895              | 200 753                                   |
| – Fonds utilisé en cours d'exercice   | –                                   | –         | –771                                 | –226             | –997                                      |
| – Diminution                          | –                                   | –         | –                                    | –72              | –72                                       |
| – Transfert à court terme             | –                                   | –         | –                                    | –422             | –422                                      |
| <b>Solde de clôture au 31.12.2014</b> | <b>512 661</b>                      | <b>90</b> | <b>12 357</b>                        | <b>9 250</b>     | <b>534 358</b>                            |

Les avantages à long terme concernent les prestations après la cessation de service qui correspondent au plan ASHI (assurance maladie après la cessation de service), les primes de rapatriement, les congés accumulés donnant droit à une correction des conditions de départ en retraite et les engagements concernant les anciens plans de pension et caisse d'assurance pour certains anciens employés de l'UIT.

#### *17.2.1 Evaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2015 et a établi à 512,7 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations maladies après la cessation de service dus aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2014. L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données fournies par la CAPS et par l'UIT au moment où l'Union passait de la CAPS à la CCAM pendant l'exercice 2014.

#### *17.2.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2014 et de la contribution de l'exercice 2014, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2014 sont décrites ci-dessous.

|  |   |
|--|---|
| Taux d'actualisation   | 1,51% pour 2014 et 2,76% pour 2013  |
| Hausse des coûts médicaux  | 5,10% pour 2014 avec une diminution de 0,30% par an pour atteindre 3,00%  |
| Rendement comptable escompté des actifs  | 2,40% pour 2014 et 2013   |
| Augmentation des traitements   | 3,86% pour le personnel de la catégorie professionnelle et 3,32% pour le personnel de la catégorie des services généraux pour 2014 et pour 2013   |
| Augmentation des retraites   | 2,00% pour 2014 et 2013   |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2014 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2014 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2014, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75 et 80 ans, à respectivement, 5 344 CHF, 6 286 CHF, 502 CHF, 9 215 CHF, 11 233 CHF, 12 795 CHF, 13 770 CHF pour les hommes et 5 019 CHF, 5 903 CHF, 7 045 CHF, 8 655 CHF, 10 550 CHF, 12 017 CHF, 12 933 CHF pour les femmes.  |
| Dépenses d'administration  | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 204 CHF par personne.  |
| Mortalité  | La mortalité correspond à celle calculée lors de l'évaluation au 31 décembre 2013 du plan SHIF et est basée sur les tables de mortalité des Nations Unies pour les fonctionnaires actuellement en service, pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs, et pour les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, respectivement. L'année de référence est 2007, et une échelle d'amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie est appliquée jusqu'à l'année 2033 pour le personnel actuellement en service et en bonne santé. Aucune échelle d'amélioration n'est appliquée pour le personnel actuellement inactif pour cause d'invalidité. |
| Valorisation des actifs  | La valorisation des actifs est la somme de deux composantes: d'une part la prise en compte d'un taux de rendement de 1,51% (année précédente, 2,40%) incluant l'effet de l'inflation.   |
| Taux d'invalidité  | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies.   |
| Taux de conversion des droits à prestation   | Varié selon l'âge et les années de service, les demandes de conversion étant plus fréquentes la première année.   |
| Rotation du personnel  | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge et le sexe.   |
| Taux de retraite   | Il varie selon l'âge avec une probabilité plus élevée pour les fonctionnaires de 60 ans et plus.  |
| Participation  | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être affiliés au plan SHIF.   |
| Couverture des conjoints   | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui a demandé l'affiliation au plan d'assurance SHIF. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint.   |
| Méthode actuarielle  | Méthode des unités de crédit projetées avec une période d'attribution commençant à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles.  |
| Approche OCI   | Les gains et pertes nettes résultant des variations dues à l'écart entre les hypothèses et les valeurs réelles ainsi qu'au changement d'hypothèses de calcul sont une composante de l'actif net conformément à l'option proposée par la norme IPSAS 25.   |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (UIT et BIT) pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations et analyses supplémentaires concernant les passifs découlant des indemnités dues aux employés ainsi que la valorisation des actifs détenus par la Caisse d'assurance sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2014.

| <b>Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2014 et 2013 dans l'état de la situation financière</b> | <b>En milliers de CHF<br/>31.12.2014</b> | <b>En milliers de CHF<br/>31.12.2013</b> |
|---|--|--|
| Solde au 31 décembre 2013-2012  | 314 127                                  | 335 206                                  |
| Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière   | 16 530                                   | 16 596                                   |
| Pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net  | 187 445                                  | -26 498                                  |
| Contributions de l'exercice   | -5 441                                   | -4 629                                   |
| Pertes/(gains) de change non réalisés   | 0  | -6 548                                   |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2014-2013  | 512 661                                  | 314 127                                  |

Les pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net au 31 décembre 2014 étaient essentiellement liées à la forte baisse du taux d'actualisation basé sur les obligations à long terme émises par les sociétés, en raison des taux d'intérêt historiquement bas (1,51% en 2014, 2,76% en 2013) ainsi que de la conversion en francs suisses (CHF) des montants des remboursements des frais médicaux, suite au changement de la monnaie dans laquelle est géré le nouveau régime d'assurance.

La perte actuarielle due à l'évolution des estimations actuarielles est comptabilisée à l'actif net selon la méthode OCI.

| <b>Analyse des pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net</b> | <b>En milliers de CHF</b> |                   |
|---|---------------------------|-------------------|
|   | <b>31.12.2014</b>         | <b>31.12.2013</b> |
| Obligation due à des changements d'hypothèses                       | 131 826                   | -29 951           |
| Obligation due aux évolutions de l'exercice                         | 55 486                    | 5 198             |
| Gains liés aux actifs du plan                                       | 133                       | -1 745            |
| Variation de l'exercice   | 187 445                   | 26 498            |
| Montant cumulé comptabilisé à l'actif net au 31 décembre 2014-2013  | 312 708                   | 125 263           |

Le tableau ci-dessous montre l'évolution du montant net de l'obligation à la fin de l'exercice.

| <b>Montant net de l'obligation liée au plan ASHI comptabilisée dans l'état de la situation financière</b> | <b>En milliers de CHF</b> |                   |
|---|---------------------------|-------------------|
|   | <b>31.12.2014</b>         | <b>31.12.2013</b> |
| Valeur actualisée   | 513 720                   | 317 748           |
| Juste valeur des actifs liés au plan  | -1 059                    | -3 621            |
| Obligation comptabilisée au bilan au 31 décembre 2014-2013  | 512 661                   | 314 127           |

Bien que les actifs liés au plan ASHI soient également utilisés pour le remboursement des frais médicaux des fonctionnaires en activité, ils représentent la totalité des actifs disponibles de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel de l'UIT. Ces actifs continuent d'être gérés par la CAPS jusqu'au 31 décembre 2014, étant donné que les remboursements liés à des demandes de remboursement soumises avant le 1er mai 2014 seront traitées par la CAPS jusqu'au printemps 2015. Le calcul des actifs et des passifs de l'UIT en ce qui concerne la CAPS sera finalisé en 2015.

En effet, la part des actifs liés aux remboursements des frais médicaux des fonctionnaires en activité ne peut être estimée de manière suffisamment fiable.

| <b>Valorisation des actifs</b>  | <b>En milliers de CHF<br/>31.12.2014</b> | <b>En milliers de CHF<br/>31.12.2013</b> |
|---|--|--|
| Solde au 31 décembre 2013-2012  | -3 621                                   | 6 326                                    |
| Contributions de l'UIT  | 5 441                                    | 4 629                                    |
| Remboursements effectués dans le cadre du plan ASHI   | -7 903                                   | -9 130                                   |
| Rendement attendu des actifs  | 33                                       | 123                                      |
| Gains actuariels provenant de la différence entre contributions des employés actifs et remboursements effectués | -133                                     | 1 744                                    |
| Différence de taux de change  |  | -71                                      |
| Solde au 31 décembre 2014-2013  | 1 059                                    | 3 621                                    |

| <b>Montants comptabilisés dans l'état de la performance financière</b>    | <b>En milliers de CHF</b> |                   |
|---|---------------------------|-------------------|
|   | <b>31.12.2014</b>         | <b>31.12.2013</b> |
| Mise à jour des engagements et montant des contributions de l'exercice    |                           |                   |
| Coût des prestations au titre des services rendus                         | 7 919                     | 9 040             |
| Charge financière   | 8 644                     | 7 592             |
| Rendement attendu des actifs liés au plan ASHI                            | -33                       | -123              |
| Correction du coût des prestations au titre des services rendus pour 2012 |                           | 87                |
| Total   | 16 530                    | 16 596            |

### 17.2.3 *Plan ASHI, estimations des coûts pour l'exercice 2015*

Une augmentation de 1% du taux d'évolution des soins de santé entraînerait une hausse sur les coûts et intérêts de 9,188 millions CHF et un impact sur l'obligation au titre des prestations définies de 129,911 millions CHF. Une diminution de 1% entraînerait un recul de 6,711 millions CHF des coûts et intérêts et de 96,583 millions CHF de l'obligation au titre des prestations définies.

### 17.2.4 *Rapatriement*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie, le traitement de base et les éventuelles indemnités linguistiques ont été prises en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2014. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'escompte de 1,69% (2,5% en 2013) et un taux d'augmentation de salaires de 2,5% (2,5% en 2013) sur la base de la variation effective au cours des années passées.

### 17.2.5 *Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans le Règlement et Statut du personnel.

Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

### 17.2.6 *Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies*

Les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse des pensions consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse. Ces paiements n'interviennent que si et quand l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2013 a fait apparaître un déficit actuariel correspondant à 0,72% (1,87% dans l'évaluation de 2011) de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, ce qui impliquait que le taux de cotisation théoriquement

nécessaire pour assurer l'équilibre au 31 décembre 2013 s'établissait à 24,42% de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, contre un taux effectif de 23,7%. Le déficit actuariel est principalement imputable au rendement des investissements, qui a été inférieur aux prévisions au cours de ces dernières années. La prochaine évaluation actuarielle sera arrêtée au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2013, le taux de couverture des passifs par les actifs, dans une hypothèse sans ajustement futur des pensions, s'établissait à 127,5% (130% dans l'évaluation de 2011). Il était de 91,2% (86,2% dans l'évaluation de 2011) en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse de pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2013 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre de la Caisse. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de toutes les charges à payer à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

En décembre 2012 et avril 2013, l'Assemblée générale a autorisé le relèvement à 65 ans de l'âge normal de départ à la retraite et de l'âge obligatoire de cessation de service, respectivement, pour les nouveaux participants à la Caisse, avec effet à compter du 1er janvier 2014 au plus tard. Les modifications à apporter en conséquence aux Statuts de la Caisse des pensions ont été approuvées par l'Assemblée générale en décembre 2013. Le relèvement de l'âge normal de la retraite est pris en compte lors de l'évaluation actuarielle de la Caisse arrêtée au 31 décembre 2013.

En 2014, les cotisations versées par l'UIT à la Caisse des pensions se sont montées à 26,2 millions USD (27,1 millions USD en 2013).

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse des pensions et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org).

Conformément au Règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'Union soumet au Secrétariat de la Caisse un état de fin d'exercice indiquant, pour chaque participant, le total des contributions de toute nature versé à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension et les modifications intervenues dans le montant de cette rémunération, avec les dates auxquelles elles ont pris effet. Les mouvements du personnel affilié à la Caisse de l'année considérée (y compris pour les fonctionnaires engagés pour des projets d'assistance technique) ainsi que les différentes prestations servies et les contributions versées sont données ci-après.

Les chiffres ci-dessous ressortent des dossiers et de la comptabilité de l'Union.

### Etat au 31 décembre 2014

#### Nombre de participants au 31 décembre 2014

| Participants affiliés au 31.12.2013 | Nouveaux participants | Mutations |                          | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2014 |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------|--------------------------|----------------------|-------------------------------------|
|                                     |                       | A l'UIT   | A une autre organisation |                      |                                     |
| 794                                 | 28                    | 1         | 3                        | 37                   | 783                                 |

#### Nombre de prestations servies au cours de l'exercice financier se terminant au 31 décembre 2014

| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions de réversion | Pensions d'enfants | Autres prestations |                  |       |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|------------------|-------|
|                      |                       |                       |                    |                    | Rentes différées | TOTAL |
| 806                  | 22                    | 214                   | 51                 | 0                  | 132              | 1 225 |

#### Récapitulation des contributions versées à la Caisse pour la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014

##### Dollars des Etats-Unis

| Nature des contributions       | Contributions normales | Contributions pour validation de service | Solde de l'exercice précédent | Total         |
|--------------------------------|------------------------|--|-------------------------------|---------------|
| Contributions des participants | 8 679 527,13           | 74 160,94                                | –                             | 8 753 688,07  |
| Contributions de l'Union       | 17 359 054,26          | 39 647,92                                | –                             | 17 398 702,18 |
| Autres contributions           | 700,55                 | 1 401,10                                 | 18 602,47                     | 20 704,12     |
| Total                          | 26 039 281,94          | 115 209,96                               | 18 602,47                     | 26 173 094,37 |

#### Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel et son affiliation à ces caisses, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance-maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT aux Caisses susmentionnées. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2014, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2014, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 90 000 CHF, reste inchangée. Une nouvelle étude actuarielle sera menée en 2015.

Les hypothèses et méthodes utilisées lors de la dernière étude actuarielle au 31 décembre 2010 sont les suivantes:

|                                |   |
|--------------------------------|---|
| Taux d'actualisation           | 2,30% pour 2010 et 2,50% pour 2009  |
| Taux d'indexation des rentes   | 2,0%  |
| Taux d'indexation des capitaux | 2,5%  |
| Taux d'ajustement des rentes   | 2,0%. Variations de 3,2% à 5,2% depuis 1990, ajustements effectués tous les 2 à 3 ans. En moyenne, annuelle, ces ajustements sont légèrement inférieurs à 2%.   |
| Frais de gestion de la caisse  | 2,0%  |
| Mortalité                      | Pour les hypothèses démographiques, les bases actuellement usuelles en Suisse ont été retenues, soit les bases LPP 2005, avec un renforcement des résultats dû à l'augmentation de l'espérance de vie de 0,5% par an depuis le dernier relevé de 2004, soit un renforcement de 3% des provisions calculées. |
| Taux d'invalidité              | Il varie selon l'âge et le sexe et augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les données du BIT.  |

## Note 18 Provisions

| En milliers de CHF                    | Provision pour litiges | Provision SNF | Total      |
|---------------------------------------|------------------------|---------------|------------|
| <b>Solde d'ouverture au 1.1.2014</b>  | <b>517</b>             | <b>380</b>    | <b>897</b> |
| – Augmentation                        | 131                    | 551           | 682        |
| – Utilisation en cours d'exercice     | –164                   | –308          | –472       |
| – Dissolution                         | –190                   | –72           | –262       |
| <b>Solde de clôture au 31.12.2014</b> | <b>294</b>             | <b>551</b>    | <b>845</b> |

Les provisions pour risques et charges se composent de la provision pour litiges qui représente l'évaluation à la date de clôture des obligations futures liées à un événement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal.

Le montant de cette provision pour litiges est estimé au mieux à la date de clôture de l'exercice, en raison de l'issue encore incertaine des cas en instance et, en particulier, des incertitudes liées aux fluctuations récentes de la jurisprudence du TAOIT (Tribunal Administratif de l'Organisation International du Travail).

La provision portant sur les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander au titre de la gratuité de leur demande de publication au cours d'une année. Cette provision a été entièrement utilisée au cours de l'exercice.

**Note 19 Autres dettes**

| En milliers de CHF    | 31.12.2014   | 31.12.2013   |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Passifs transitoires  | 1 784        | 799          |
| Divers personnel      | 564          | 720          |
| Biens/factures reçues | –            | 90           |
| PNUD                  | 629          | 5            |
| <b>Autres dettes</b>  | <b>2 977</b> | <b>1 614</b> |

Les services rendus en 2014 dans le cadre de contrats d'engagement spéciaux (SSA) dont la facturation sera finalisée en 2015 sont inclus dans les dettes "Divers personnel".

**Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés**

Conformément à la norme IPSAS 23, le solde des fonds à la date de clôture représente les financements qui ont été reçus et n'ont pas encore été dépensés. Des soldes sont présentés dans la ligne de bilan correspondante et les mouvements de ces fonds sont illustrés dans le tableau ci-dessous en précisant si ces financements sont affectés ou non à un projet financé par des sources tiers ou par l'UIT.

| En milliers de CHF                    | Fonds de tiers affecté | Fonds de tiers en attente d'affectation | Total fonds de tiers | Fonds propres affectés à des projets extrabudgétaires |
|---------------------------------------|------------------------|---|----------------------|---|
| <b>Solde au 31.12.2013</b>            | 26 114                 | 2 097                                   | <b>28 211</b>        | <b>6 691</b>  |
| Augmentation                          | 15 446                 | 538                                     | <b>15 984</b>        | <b>1 969</b>  |
| Diminution                            | –11 533                | –402                                    | <b>–11 935</b>       | <b>–2 974</b>   |
| <b>Solde de clôture au 31.12.2014</b> | 30 027                 | 2 233                                   | <b>32 260</b>        | <b>5 686</b>  |

L'augmentation des fonds de tiers correspond principalement aux fonds destinés à des projets pour lesquels un accord a été signé en 2014. La baisse du solde reflète les dépenses liées à la mise en oeuvre des projets auxquels les fonds ont été affectés pendant l'année.

L'augmentation des fonds propres de l'UIT affectés à des projets représente essentiellement les fonds transférés du Fonds pour le développement des TIC tandis que la baisse s'explique avant tout par les contributions volontaires affectées à la préparation de la CMR-15 et du SMSI+10.

## Note 21 Contributions mises en recouvrement

Le tableau présente les contributions effectivement mises en compte au cours de l'exercice 2014.

| En milliers de CHF                              | 31.12.2014     | 31.12.2013     |
|---|----------------|----------------|
| Contributions des Etats Membres                 | 109 750        | 109 710        |
| Contributions des Membres des Secteurs          | 15 072         | 15 384         |
| Contributions des Associés                      | 1 608          | 1 675          |
| Contributions des établissements universitaires | 207            | 180            |
| Autres produits mis en recouvrement             | 149            | –              |
| <b>Contributions mises en recouvrement</b>      | <b>126 786</b> | <b>126 949</b> |

A sa session de 2013, le Conseil a approuvé par sa Résolution 1359 le budget de l'Union pour la période 2014-2015.

Le Conseil a fixé le montant de l'unité contributive des Etats Membres à 318 000 CHF pour 2014 et 2015, sur la base de 354 unités. Dans la même Résolution, il a fixé à 63 600 CHF le montant de l'unité contributive des Membres des Secteurs pour 2014 et 2015, soit 1/5 de l'unité contributive des Etats Membres. La contribution financière des Associés a été fixée comme suit: 10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T, 3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D, et 1 987,50 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D dans le cas des Associés de pays en développement. La contribution financière des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés a été fixée comme suit: 3 975 CHF pour les pays développés et 1 978,50 CHF pour les pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs.

## Note 22 Recettes

### Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont les sources de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en oeuvre de projets de développement en faveur des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés. Le montant total des contributions volontaires s'élevait à 11,74 millions CHF en 2014 (contre 17,29 millions CHF en 2013).

### Autres produits d'exploitation

| En milliers de CHF                    | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Produits extrabudgétaires             | 9 496         | 11 448        |
| Vente des publications                | 19 832        | 18 848        |
| Notification de réseaux à satellite   | 9 905         | 13 451        |
| UIFN                                  | 151           | 196           |
| GMPCS-MoUs                            | 15            | 11            |
| Recouvrement – Publications           | 1             | 0             |
| Autres produits                       |               | 669           |
| <b>Autres produits d'exploitation</b> | <b>39 824</b> | <b>44 623</b> |

Dans la plupart des cas, les autres produits d'exploitation concernent des activités soumises au recouvrement des coûts. Les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts sont principalement l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU), la vente de publications. Les produits liés à l'appui aux projets sont comptabilisés avec les ajustements de consolidation afin de donner un aperçu global des résultats financiers de l'Union. Le montant total des autres produits d'exploitation, en baisse de 10,6%, s'est établi à 39,82 millions CHF pour l'année 2014, malgré une augmentation de 1 million CHF des ventes des publications. Cette baisse est essentiellement due à une diminution des recettes extra budgétaires et des recettes liées au traitement des fiches de notification des réseaux à satellite qui s'explique par le fait qu'un nombre important de publications ont été élaborées fin 2014 et que les recettes liées à leur vente ont été comptabilisées après leur publication en 2015.

### Produits financiers

| En milliers de CHF           | 31.12.2014 | 31.12.2013   |
|------------------------------|------------|--------------|
| Intérêts sur les placements  | 329        | 423          |
| Gains de change réalisés     | 126        | 133          |
| Gains de change non réalisés | 362        | 6 622        |
| <b>Produits financiers</b>   | <b>817</b> | <b>7 178</b> |

Les intérêts sur les placements ont diminué en 2014, principalement en raison des taux d'intérêts historiquement bas offerts par les institutions financières, tout particulièrement en ce qui concerne les placements en francs suisses. La baisse des gains de change non réalisés est due au fait que le plan ASHI est géré en CHF depuis le 1er mai 2014, alors qu'auparavant le plan était géré en dollars EU, ce qui a entraîné la comptabilisation de gains ou de pertes de change non réalisés importants étant donné que les passifs sont libellés en CHF dans les états financiers de l'Union.

### Note 23 Dépenses

#### Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel.

| En milliers de CHF                      | 31.12.2014     | 31.12.2013     |
|---|----------------|----------------|
| Traitements et indemnités               | 97 737         | 99 111         |
| Autres charges de personnel             | <b>45 963</b>  | <b>47 188</b>  |
| Installation et rapatriement            | 2 018          | 1 420          |
| Indemnité pour frais d'étude            | 3 461          | 3 452          |
| Congés dans les foyers                  | 1 124          | 1 110          |
| Congés accumulés                        | 1 012          | 991            |
| Assurance maladie et assurance accident | 10 630         | 9 128          |
| Contributions à la CCPPNU               | 15 879         | 16 698         |
| Autres charges                          | 751            | 2 423          |
| Ajustement de l'ASHI                    | 11 089         | 11 967         |
| <b>Charges du personnel</b>             | <b>143 701</b> | <b>146 299</b> |

La baisse du total des charges de personnel enregistrée en 2014, qui s'élevaient à 143,70 millions CHF (contre 146,30 millions CHF en 2013), est due à des départs à la retraite, à une gestion stricte constante des recrutements et à une prolongation de la période de vacance.

### Frais de mission

Les frais de mission regroupent les déplacements des experts et des fonctionnaires envoyés en mission ou participant à des conférences ou des réunions. Les frais de mission ont été ramenés de 6,55 millions CHF en 2014 à 8,03 millions CHF en 2013.

### Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités. Les services contractuels représentaient 17,01 millions CHF en 2014, soit une baisse de 20,83 millions CHF en 2013 imputable essentiellement à la forte diminution des coûts afférents aux contrats au titre d'engagements spéciaux (SSA).

### Location et entretien des locaux et équipements

Relèvent de cette catégorie la location de salles de conférence et de salles de réunion, de lieux de stockage et de places de parking, d'équipements informatiques et d'autres machines de bureau. Sont également compris l'entretien des bâtiments, des espaces verts, des véhicules, des équipements techniques et informatiques et les assurances contre les incendies, les inondations et les dommages divers. Le montant de ces dépenses pour 2014 s'élevait à 6,41 millions CHF (contre 6,42 millions CHF en 2013).

### Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services

Les matériels et fournitures comprennent les fournitures de bureau, les fournitures pour imprimantes, les formulaires, cartes, revues, livres et reliures, les fournitures informatiques et les logiciels informatiques qui ne sont pas activables. Les dépenses de matériels et fournitures s'élevaient à 4,78 millions CHF en 2014 (contre 3,80 millions CHF en 2013). La diminution des coûts afférents aux matériels et fournitures résulte essentiellement de la poursuite de l'application de la politique "sans papier" et de l'utilisation accrue des supports numériques, pour les documents de

l'Union. Les dépenses afférentes aux frais d'expédition et de télécommunications et aux services se sont chiffrées à 2,50 millions CHF en 2014 (2,19 millions CHF en 2013).

### Autres charges

| En milliers de CHF  | 31.12.2014    | 31.12.2013    |
|---|---------------|---------------|
| Frais de vérification externe                               | 73            | 81            |
| Participation aux frais de l'Organisation des Nations Unies | 393           | 417           |
| Coûts juridiques  | -65           | 33            |
| Ajustement provisions et autres charges                     | -2 826        | -1546         |
| <b>Autres charges</b>                                       | <b>-2 425</b> | <b>-1 015</b> |

Ces charges ont trait à la vérification extérieure annuelle statutaire des livres et comptes de l'UIT effectuée par la Cour des Comptes de la République italienne, ainsi qu'à la participation de l'Union aux comités et services interorganisations des Nations Unies, tels que le Corps commun d'inspection, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion et le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques.

Les frais de justice comprennent les coûts estimés de la résolution des litiges en cours ainsi que le coût moyen des frais administratifs encourus pour chaque affaire portée devant le tribunal.

"L'ajustement provisions et autres charges" s'explique principalement par la dissolution de la provision pour créances douteuses due au paiement de créances en retard en 2014 (5,2 millions CHF) ainsi que par des dépenses liées, conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'UIT, à la modernisation du système d'enregistrement, de délivrance des badges et de l'automatisation du contrôle de l'accès aux locaux de l'UIT, à l'élaboration d'un logiciel de calcul de la puissance surfacique équivalente, à la traduction du site web de l'UIT et au renouvellement des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion.

### Charges financières

| En milliers de CHF             | 31.12.2014 | 31.12.2013 |
|--------------------------------|------------|------------|
| Frais bancaires                | 262        | 257        |
| Pertes de change réalisées     | 175        | 141        |
| Pertes de change non réalisées | 28         | 128        |
| <b>Charges financières</b>     | <b>465</b> | <b>526</b> |

Les pertes de change réalisées et non réalisées proviennent pour l'essentiel de la réévaluation des postes ouverts en devises au moment de la clôture annuelle.

**Note 24 Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2013**

| En milliers de CHF   | Secrétariat général | Secteur des radiocom. | Secteur de la normalisation des télécom. | Secteur du développement des télécom. | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+1010 | Caisse assurance | Contrib. volontaires | FIT           | ICTDF    | PNUD       | TELECOM      | Ajustements de consolidation | Total          |
|--|---------------------|-----------------------|--|---------------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------|----------------------|---------------|----------|------------|--------------|------------------------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>  |                     |                       |  |                                       |                              |                       |                  |                      |               |          |            |              |                              |                |
| Contributions mise en recouvrement                           | 149                 | 6 567                 | 8 562                                    | 1 724                                 | 109 783                      | 126 785               | –                | –                    | –             | –        | –          | –            | –                            | 126 785        |
| Contributions volontaires                                    | 1 718               | 29 246                | 238                                      | 937                                   | 1 121                        | 33 260                |                  | 2 328                | 9 041         | –        | 404        | 9 454        | –                            | 54 487         |
| Autres produits  | 45                  | 200                   | –  | 8                                     | –                            | 253                   | 24               |                      | 96            | 4        | 0          | 71           | –2 213                       | –1 765         |
| <b>Total des produits</b>                                    | <b>1 912</b>        | <b>36 013</b>         | <b>8 800</b>                             | <b>2 669</b>                          | <b>110 904</b>               | <b>160 298</b>        | <b>24</b>        | <b>2 328</b>         | <b>9 137</b>  | <b>4</b> | <b>404</b> | <b>9 525</b> | <b>–2 213</b>                | <b>179 507</b> |
| <b>CHARGES</b>   |                     |                       |  |                                       |                              |                       |                  |                      |               |          |            |              |                              |                |
| Charges de personnel   | 70 396              | 24 729                | 10 885                                   | 21 727                                | 11 089                       | 138 796               | 25               | 475                  | 1 142         | –        | 365        | 3 168        | –                            | 143 971        |
| Frais de missions  | 1 012               | 1 010                 | 644                                      | 2 662                                 | –                            | 5 328                 | –                | 159                  | 732           | –        | –          | 329          | –                            | 6 548          |
| Services contractuels  | 4 059               | 186                   | 472                                      | 2 756                                 | 315                          | 7 788                 | –                | 588                  | 6 249         | –        | –          | 2 456        | –                            | 17 081         |
| Location et entretien des locaux et équipement               | 5 127               | 61                    | 29                                       | 316                                   | 2                            | 5 535                 | –                | 120                  | –             | –        | –          | 754          | –                            | 6 409          |
| Matériels et fournitures                                     | 1 200               | 596                   | 100                                      | 1 064                                 | 23                           | 2 983                 | –                | 35                   | 1 630         | –        | –          | 161          | –                            | 4 809          |
| Amortissements   |                     |                       |  |                                       | 4 796                        | 4 796                 | –                | 921                  | –             | –        | –          | –            | –                            | 5 717          |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services      | 1 803               | 231                   | 96                                       | 312                                   | –                            | 2 442                 | –                | 1                    | 28            | –        | –          | –            | –                            | 2 471          |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 426                 | –                     | –  | 40                                    | –65                          | 401                   | –                | –                    | –             | –        | –          | –            | –                            | 401            |
| Autres charges   | 1 752               | 280                   | 1  | 32                                    | –5 299                       | –3 234                | –                | 23                   | 715           | –        | 39         | 1 847        | –2 213                       | –2 823         |
| Charges financières  | 197                 | 5                     | 4  | 32                                    | 135                          | 373                   | –                | 6                    | 59            | –        | –          | 26           | –                            | 464            |
| <b>Total des charges</b>                                     | <b>85 972</b>       | <b>27 098</b>         | <b>12 201</b>                            | <b>28 941</b>                         | <b>10 996</b>                | <b>165 208</b>        | <b>25</b>        | <b>2 328</b>         | <b>10 555</b> | <b>–</b> | <b>404</b> | <b>8 741</b> | <b>–2 213</b>                | <b>185 048</b> |
| <b>Excédent/(déficit) de la période</b>                      | <b>–84 060</b>      | <b>8 915</b>          | <b>–3 401</b>                            | <b>–26 272</b>                        | <b>99 908</b>                | <b>–4 910</b>         | <b>–1</b>        | <b>–</b>             | <b>–1 418</b> | <b>4</b> | <b>–</b>   | <b>784</b>   | <b>–</b>                     | <b>–5 541</b>  |

## Informations sectorielles – Etat de la performance financière 2013

| En milliers de CHF   | Secrétariat général | Secteur des radiocom. | Secteur de la normalisation des télécom. | Secteur du développement des télécom. | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+1010 | Caisse assurance | Contrib. volontaires | FIT           | ICTDF      | PNUD       | TELECOM       | Ajustements de consolidation | Total          |
|--|---------------------|-----------------------|--|---------------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------|----------------------|---------------|------------|------------|---------------|------------------------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>  |                     |                       |  |                                       |                              |                       |                  |                      |               |            |            |               |                              |                |
| Contributions mise en recouvrement                           | –                   | 6 591                 | 8 896                                    | 1 752                                 | 109 710                      | 126 949               | –                | –                    | –             | –          | –          | –             | –                            | 126 949        |
| Contributions volontaires                                    | –                   | –                     | –  | –                                     | 4                            | 4                     | –                | 2 653                | 13 777        | –          | 861        | –             | –                            | 17 295         |
| Autres produits  | 2 657               | 32 306                | 289                                      | 1 341                                 | 7 574                        | 44 167                | 45               | 20                   | 164           | 20         | –          | 11 398        | –3 602                       | 52 212         |
| <b>Total des produits</b>                                    | <b>2 657</b>        | <b>38 897</b>         | <b>9 185</b>                             | <b>3 093</b>                          | <b>117 288</b>               | <b>171 120</b>        | <b>45</b>        | <b>2 673</b>         | <b>13 941</b> | <b>20</b>  | <b>861</b> | <b>11 398</b> | <b>–3 602</b>                | <b>196 456</b> |
| <b>CHARGES</b>   |                     |                       |  |                                       |                              |                       |                  |                      |               |            |            |               |                              |                |
| Charges de personnel   | 70 135              | 26 631                | 11 413                                   | 22 042                                | 11 968                       | 141 189               | 39               | 240                  | 1 315         | 73         | 644        | 3 096         | –                            | 146 596        |
| Frais de missions  | 997                 | 994                   | 597                                      | 2 929                                 | –                            | 5 517                 | –                | 459                  | 1 315         | –          | 24         | 713           | –                            | 8 028          |
| Services contractuels  | 3 496               | 344                   | 527                                      | 2 751                                 | 127                          | 7 245                 | –                | 812                  | 10 481        | –          | 116        | 2 292         | –                            | 20 946         |
| Location et entretien des locaux et équipement               | 5 734               | 69                    | 64                                       | 66                                    | 14                           | 5 947                 | –                | 28                   | –             | –          | –          | 448           | –                            | 6 423          |
| Matériels et fournitures                                     | 1 356               | 465                   | 92                                       | 436                                   | 29                           | 2 378                 | –                | 73                   | 1 211         | –          | –          | 144           | –                            | 3 806          |
| Amortissements   | –                   | –                     | –  | –                                     | 5 163                        | 5 163                 | –                | 975                  | –             | –          | –          | –             | –                            | 6 138          |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services      | 1 571               | 202                   | 99                                       | 272                                   | –                            | 2 144                 | –                | 9                    | 14            | –          | –          | 23            | –                            | 2 190          |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 442                 | –                     | –  | 57                                    | 33                           | 532                   | –                | –                    | –             | –          | –          | –             | –                            | 532            |
| Autres charges   | 103                 | 1 010                 | 12                                       | 55                                    | –3 072                       | –1 892                | –                | 53                   | 1 028         | –          | 77         | 2 790         | –3 602                       | –1 546         |
| Charges financières  | 182                 | 5                     | 3  | 25                                    | 195                          | 410                   | –                | 10                   | 67            | –          | –          | 39            | –                            | 526            |
| <b>Total des charges</b>                                     | <b>84 016</b>       | <b>28 720</b>         | <b>12 807</b>                            | <b>28 633</b>                         | <b>14 457</b>                | <b>168 633</b>        | <b>39</b>        | <b>2 659</b>         | <b>15 431</b> | <b>73</b>  | <b>861</b> | <b>9 545</b>  | <b>–3 602</b>                | <b>193 639</b> |
| <b>Excédent/(déficit) de la période</b>                      |                     |                       |  |                                       |                              | <b>2 487</b>          | <b>6</b>         | <b>14</b>            | <b>–1 490</b> | <b>–53</b> | <b>–</b>   | <b>1 853</b>  | <b>–</b>                     | <b>2 817</b>   |

## **Note 25   Rapprochement entre les montants budgétisés et les montants effectifs**

Les états financiers incluent:

- le budget ordinaire de l'UIT;
- les manifestations ITU Telecom;
- les contributions volontaires;
- les caisses d'assurance;
- les projets PNUD, FAS et FDTIC.

Le budget et les Etats financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2014-2015 est établi sur une base mixte avec quelques éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par les contributions volontaires, les projets et les fonds.

Les Etats financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir Tableau II).

Les différences de périmètres sont dues aux fonds extrabudgétaires, lesquels ne sont pas inscrits au budget ordinaire. Pour rapprocher le résultat définitif selon le contrôle budgétaire du résultat net de l'exercice après ajustements IPSAS, il est nécessaire de tenir compte des différences entre la présentation budgétaire et la comptabilité d'exercice (voir Tableau V). Dans le budget, les dépenses en équipements non fongibles sont comptabilisées comme charges d'investissement. En comptabilité d'exercice, les équipements non fongibles (poste de plus de 5 000 CHF) sont inscrits sur les comptes d'immobilisation et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des actifs immobilisés acquis avec des fonds extrabudgétaires et transférés au bénéficiaire du projet. La charge d'amortissement liée aux immobilisations est comptabilisée dans l'état de la performance financière et non prise en compte dans le budget.

Dans le budget, les charges correspondant aux avantages du personnel sont prises en compte au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité d'exercice, une partie des charges est estimée par un actuaire selon une méthodologie définie dans les normes comptables. Les engagements au titre l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisés dans l'état de la situation financière, comme indiqué dans la Note 17. Les différences de change réalisées et non réalisées ne sont pas prises en compte dans le budget mais reflétées dans l'état de la performance financière. Il en est de même pour la provision pour les créances douteuses et la reconnaissance des stocks. Le remboursement du prêt FIPOI n'a pas été considéré comme une charge dans l'état de la performance financière même s'il avait été budgétisé.

Enfin, les intérêts liés aux prêts sans intérêts accordés par la FIPOI ont été calculés aux conditions normales du marché et n'ont pas été versés mais ont été reconnus en contribution et charge en nature dans l'état de la performance financière.

Pour l'exercice financier 2014, les produits et les dépenses ont été budgétisés à un montant de 166,3 millions CHF. Une surveillance constante des dépenses ainsi qu'une augmentation des produits provenant des activités soumises au recouvrement des coûts ont permis de dégager un excédent budgétaire de 3,8 millions CHF avant les affectations au Fonds ASHI et au Fonds CCAM et les ajustements pour tenir compte des différences IPSAS.

|   | 2014               |                |               |                |
|---|--------------------|----------------|---------------|----------------|
|   | Opérationnels      | Investissement | Financement   | Total          |
|   | En milliers de CHF |                |               |                |
| <b>Résultats sur une base comparable</b>                                | 3 897              |                |               | <b>897</b>     |
| Variation et utilisation de la provision pour créances douteuses        | 5 348              |                |               | <b>5 348</b>   |
| Reconnaissance des stocks   | -51                |                |               | <b>-51</b>     |
| Dépréciation des stocks   | 0                  |                |               | <b>0</b>       |
| Capitalisation des stocks   |                    | 2 262          |               | <b>2 262</b>   |
| Dépréciations   | -4 629             |                |               | <b>-4 629</b>  |
| Gains et pertes de change   | 165                |                |               | <b>165</b>     |
| ASHI  | -11 089            |                |               | <b>-11 089</b> |
| Remboursement prêt FIPOI non considéré comme charge                     | 1 493              |                | -1 493        | <b>1 493</b>   |
| Produits en nature  | 938                |                |               | <b>938</b>     |
| Charges en nature   | -938               |                |               | <b>-938</b>    |
| Vente d'actifs  | 2                  |                |               | <b>2</b>       |
| <b>Total des différences IPSAS</b>                                      | <b>-8 762</b>      | <b>2 262</b>   | <b>-1 493</b> | <b>-7 992</b>  |
| Total excédent sur une base IPSAS                                       | -4 864             | 2 262          | -1 493        | <b>-4 095</b>  |
| Diminution des réserves du Fonds 1010                                   | -815               |                |               | <b>-815</b>    |
| <b>Total excédent</b>   | <b>-5 679</b>      | <b>2 262</b>   | <b>-1 493</b> | <b>-4 910</b>  |
| <b>Différences de périmètre</b>   | <b>-631</b>        |                |               | <b>-631</b>    |
| <b>Excédent tel que montré dans l'état de la performance financière</b> | <b>-6 310</b>      | <b>2 262</b>   | <b>-1 493</b> | <b>-5 541</b>  |

## Produits

Les produits provenant des contributions mises en recouvrement sont budgétisés à 129,7 millions CHF par an pour l'exercice biennal 2014-2015. Le total des contributions effectivement mises en compte s'est élevé à 126,8 millions CHF en 2014 (126,9 millions CHF en 2013).

Les produits provenant des ventes de publications ont été estimés à 17 millions CHF pour 2014. Les produits effectifs se sont établis à 19,8 millions CHF, soit 16,7% au-dessus du montant budgété. Cette augmentation des produits tirés des ventes de publications s'explique principalement par une stratégie commerciale constante dynamique, mais aussi par la mise en oeuvre d'une politique de tarification différenciée en fonction des clients, conformément à la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.

Les recettes au titre du recouvrement des coûts pour les produits et les services ont été estimées à 14,8 millions CHF dans le budget ordinaire 2014 (11,3 millions CHF en 2013). Les revenus effectifs se sont élevés à 11,6 millions CHF (16,2 millions CHF en 2013). Cette baisse des recettes au titre du recouvrement des coûts est due en grande partie à la baisse du recouvrement des coûts pour le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite (9,9 millions CHF représentant des recettes en baisse de 23,8% par rapport aux recettes budgétées).

Par ailleurs, les produits tirés des activités ITU TELECOM soumises au recouvrement des coûts se sont élevés à 1,5 million CHF, soit le montant budgétisé.

Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétisées à 1 million CHF pour 2014. Les recettes effectives se sont élevées à 0,7 million CHF, en baisse de 32,9% par rapport à 2013.

Les intérêts créditeurs ont été budgétisés à 0,8 million CHF. Les recettes effectives se sont élevées à 0,2 million CHF (0,3 million CHF en 2013). Conformément aux dispositions de l'Article 16 du Règlement financier, les fonds de l'Union sont investis de manière à minimiser les risques, tout en assurant les liquidités nécessaires pour subvenir aux besoins de trésorerie de l'Union. Le niveau des intérêts créditeurs inférieur aux prévisions est dû au fait que le niveau des taux d'intérêt sur le marché est resté bas en 2014, en particulier pour les dépôts en francs suisses.

Un budget de 1,3 million CHF a été alloué aux projets concernant le Bâtiment (0,8 million CHF) et les TIC (0,5 million CHF) pour 2014. En décembre 2014, le déficit du fonds s'élevait à 0,8 million CHF. Les dépenses liées à ces projets pour 2014 (2,1 millions CHF) sont incluses dans le total des dépenses du Secrétariat général.

### **Provision pour comptes débiteurs**

Après le paiement de créances pour un montant de 6 millions CHF, pour lesquelles une provision avait été constituée les années précédentes, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement d'un montant de 0,6 million CHF pour le budget ordinaire et de 0,2 million pour Telecom World 2014 ont été comptabilisés pour les créances douteuses correspondantes.

### **Dépenses**

Les informations concernant les dépenses sont présentées dans la Note 23.

Un montant de 11,1 millions CHF a été reconnu en charge pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI).

Une contribution en nature a été reconnue à la fois en charge et en produit. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2013, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 0,938 million CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25% appliqué précédemment.

Un montant de 4,8 millions CHF a été reconnu en charge pour les dépréciations constatées au cours de l'exercice 2014.

Le budget total prévu pour l'attribution de bourses pour l'exercice 2014 s'élève à 2,172 millions CHF. Les dépenses effectives ont atteint 1,236 millions CHF en 2014 pour les bourses financées par le budget ordinaire tandis que les sommes allouées aux bourses provenant des fonds extrabudgétaires représentaient 0,399 million CHF, un chiffre qui demeure en deçà des prévisions budgétaires.

**Tableau en milliers de CHF**

|                        | <b>Budget 2014</b> | <b>Dépenses 2014</b> | <b>Somme disponible</b> | <b>Taux d'utilisation</b> |
|------------------------|--------------------|----------------------|-------------------------|---------------------------|
| Budget ordinaire       | 1 369              | 1 236                | 133                     | 90,2%                     |
| Fonds extrabudgétaires | 803                | 399                  | 404                     | 49,69%                    |
| <b>TOTAL</b>           | <b>2 172</b>       | <b>1 635</b>         | <b>537</b>              | <b>75,28%</b>             |

Le taux d'utilisation du budget alloué aux bourses était de 75,3% en 2014 (76,7% en 2013).

Concernant les charges, la poursuite de la rationalisation des processus et les politiques de réunions "sans papier" ont permis de réaliser des économies sur les coûts de location et d'entretien et sur l'achat d'équipements et de fournitures.

Le solde non dépensé en 2014 pour le Secteur de la normalisation des télécommunications, qui s'élève à 0,586 million CHF, provient pour l'essentiel des économies réalisées en ce qui concerne les charges de personnel et l'interprétation, en raison du recrutement différé pour deux postes et aux demandes d'interprétation moins importantes que prévues.

En 2014, les activités de l'UIT-D ont été fournies dans les limites des crédits budgétaires affectés au Secteur. Le Secteur a réalisé un excédent budgétaire de 3% en continuant d'appliquer des mesures pour réduire ses dépenses: recrutement différé et gel de postes vacants, réduction du budget de mission du Bureau, réduction du budget des activités et des programmes.

En 2014, l'UIT-R a réalisé des économies pour l'Union en appliquant les conditions recommandées par les membres et par la direction de l'UIT afin de contenir les dépenses dans l'enveloppe budgétaire approuvée pour l'exercice 2014. Il est à noter qu'il y a eu une réduction importante du nombre de postes et qu'en conséquence, la direction a été contrainte de revoir les méthodes de travail appliquées et de procéder aux ajustements correspondants pour satisfaire la demande d'assistance et de services consultatifs croissante des membres en ce qui concerne l'utilisation du spectre, les questions liées au passage au numérique et à l'utilisation des orbites.

## **Note 26 Informations relatives aux parties liées**

Les entités suivantes sont à considérer comme parties liées:

- la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS) avec le BIT;
- la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

Le Conseil d'Administration de l'Union se compose de 48 Etats Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice-Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Conseil exécutif): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D). Les cinq fonctionnaires élus sont assistés par cinq hauts responsables de grade D.2 (trois adjoints aux Directeurs élus et deux Chefs de Département (Département de la planification stratégique et des relations avec les membres (SPM et BDT)) et 22 autres responsables de niveau D.1. Il s'agit de chefs de départements et ou d'unités.

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels. En 2014, la rubrique "charges diverses" comprend l'indemnisation pour fin de service pour un fonctionnaire élu qui quitte l'Union. L'ancien Secrétaire général a reçu une somme de 79 698,39 CHF à la fin de son mandat pour les services rendus à l'Union pendant les 16 années qu'il a exercé ses fonctions.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

- les congés dans les foyers;
- l'indemnité pour frais d'études;
- des prestations après la cessation de service.

Ces prestations ne peuvent pas être quantifiées séparément de façon fiable.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

En 2014, l'Union n'a octroyé aucun prêt ni versé aucune autre rémunération aux principaux dirigeants ou à des membres de leurs familles.

| En milliers de CHF                           | 31.12.2014          |                        | 31.12.2013          |                        |
|--|---------------------|------------------------|---------------------|------------------------|
|  | Nombre de personnes | Rémunérations globales | Nombre de personnes | Rémunérations globales |
| 5 fonctionnaires élus                        | 5                   | 2 036                  | 5                   | 2 079                  |
| <b>Principaux dirigeants</b>                 | <b>5</b>            | <b>2 036</b>           | <b>5</b>            | <b>2 079</b>           |
| Directeurs D.2                               | 5                   | 1 256                  | 4                   | 1 165                  |
| Directeurs D.1                               | 22                  | 4 584                  | 19                  | 4 567                  |
| <b>Total des chefs de départements</b>       | <b>27</b>           | <b>5 840</b>           | <b>23</b>           | <b>5 732</b>           |
| <b>Total des principaux dirigeants – UIT</b> | <b>32</b>           | <b>7 876</b>           | <b>28</b>           | <b>7 811</b>           |

## Note 27 Engagements

L'UIT a conclu un contrat avec un prestataire tiers pour la location, l'installation et l'entretien de systèmes d'impression numérique noir/blanc et couleur. Ce contrat est entré en vigueur en avril 2014. Il arrivera à échéance en mars 2016. L'UIT n'a aucun contrat de location-financement. Les loyers payables dans le cadre de contrats de location opérationnelle sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière. L'UIT s'acquittera de coûts supplémentaires, le cas échéant en fonction du nombre de photocopies effectivement traitées, sur la base d'un coût par page défini par contrat.

Les paiements futurs minimums à effectuer au titre de ce contrat sont les suivants:

| En milliers de CHF           | 31.12.2014 | 31.12.2013 |
|------------------------------|------------|------------|
| Moins d'une année            | 278        | 90         |
| De 1 à 5 ans                 | 70         | –          |
| Plus de 5 ans                | –          | –          |
| <b>Engagement de leasing</b> | <b>348</b> | <b>90</b>  |

L'Union a des engagements contractuels avec différents prestataires de services. Ces contrats qui sont résiliables à court terme ne représentent pas un engagement financier défini à l'avance.

Selon une estimation réalisée par l'expert indépendant chargé d'évaluer ces bâtiments au 1er janvier 2010 en application des normes IPSAS, les coûts de réfection des bâtiments de l'UIT s'élèvent à 39,5 millions CHF sur une période de 20 ans. L'estimation du coût des travaux de réfection ne constitue pas une obligation actuelle résultant d'événements passés et n'entraîne pas de ce fait la comptabilisation d'une provision selon la norme IPSAS 19. Selon les estimations, le coût de la mise en conformité des actuels bâtiments de l'UIT avec la réglementation suisse en vigueur concernant la qualité thermique de l'enveloppe des bâtiments entraîne un supplément de 40 millions CHF pour l'ensemble du site.

Cette estimation des coûts est prise en considération dans les discussions en cours concernant l'avenir à long terme des locaux du siège de l'Union et devra être actualisée en fonction de décisions stratégiques qui pourraient être prises ne concernant pas la rénovation des bâtiments existants.

## **Note 28 Événements postérieurs à la date du bilan**

Aucun événement postérieur à la date de clôture avec un impact significatif sur les états financiers de l'exercice 2014 n'est à relever après la signature des états financiers et leur soumission au Conseil pour approbation par le Secrétaire général en date du 30 avril 2015.

## I BUDGET ORDINAIRE (Annexe A1)

### Budget ordinaire

41 Pendant l'exercice 2014, les revenus budgétisés ainsi que les charges représentaient 166,3 millions CHF.

42 L'Etat II indique les résultats financiers de l'exercice 2014 et l'Etat V contient une comparaison du budget de l'Union et des montants effectifs correspondants de l'exercice 2014 (Note 25).

43 Conformément à l'Article 11 du Règlement financier, les transferts budgétaires suivants ont été effectués en 2014:

a) Transfert de poste, selon la décision 15335 du Secrétaire général du 1er mai 2013, de la Division des services d'infrastructure du Département des services informatiques du Secrétariat général à la Division des logiciels pour les applications de Terre du Département de l'informatique, de l'administration et des publications du Bureau des radiocommunications. Le montant de ce transfert s'élève à 214 473,84 CHF pour l'année 2014.

b) Transfert de poste, selon la décision 15336 du Secrétaire général du 1er mai 2013 de la Division Administration du Département de l'informatique, de l'administration et des publications du Bureau des radiocommunications à la Division de la planification des ressources de l'entreprise du Département des services informatiques du Secrétariat général. Le montant de ce transfert s'élève à 142 548,47 CHF pour l'année 2014.

c) Transfert de poste, selon la décision 16029 du Secrétaire général du 1er janvier 2014 du Service recrutement du Département de la gestion des ressources humaines du Secrétariat général à la Division PMA, PEID, pays en développement sans littoral, pays dont l'économie est en transition et télécommunications d'urgence du Bureau de développement des télécommunications. Le montant de ce transfert s'élève à 200 331,62 CHF pour l'année 2014.

d) Transfert de crédits budgétaires, selon le mémorandum du 13 mai 2014 du Directeur du BDT et l'approbation du 29 mai 2014 du Secrétaire général, des activités et programmes du Secteur du développement des télécommunications, catégories charges de personnel, frais de mission, services contractuels, achat de matériels et fournitures, services publics et services internes, audit, dépenses interorganisations, et de la catégorie projet d'investissement de moindre valeur, acquisition de locaux, matériels et fournitures aux activités et programmes du Secteur du développement des télécommunications, catégories autres charges de personnel, services contractuels, location, entretien des locaux et matériels, achats de matériels et fournitures, services publics et services internes et catégories autres charges de personnel du Bureau de développement des télécommunications. Le montant de ce transfert s'élève à 1 614 100 CHF pour l'année 2014.

e) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 13 mai 2014 du Directeur du BDT et approbation du 29 mai 2014 du Bureau de développement des télécommunications, catégorie frais de mission, au Bureau de développement des télécommunications, catégories autres dépenses de personnel et frais de mission. Le montant de ce transfert s'élève à 185 000 CHF pour l'année 2014.

f) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 13 mai 2014 du Directeur du BDT et approbation du 29 mai 2014 du Secrétaire général, du Bureau du développement des télécommunications, catégories services contractuels; location et entretien de locaux et de matériels, achat de matériels et fournitures, services publics et services internes, audit, dépenses

interorganisations au Bureau de développement des télécommunications, catégorie autres charges de personnel. Le montant de ce transfert s'élève à 161 400 CHF pour l'année 2014.

g) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 13 mai 2014 du Directeur du BDT et approbation du 29 mai 2014 du Secrétaire général, du Bureau du développement des télécommunications BDT, catégorie projet d'investissement de moindre valeur, acquisition de locaux, de matériels et de fournitures au Bureau de développement des télécommunications, catégorie autres charges de personnel. Le montant de ce transfert s'élève à 60 000 CHF pour l'année 2014.

h) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 4 juillet 2014 du Chef du Département des services informatiques et approbation du 4 juillet 2014 du Secrétaire général, des dépenses communes du Département des services informatiques, catégorie location de systèmes informatiques au Projet de sécurité TIC, achat d'équipements informatiques. Le montant de ce transfert s'élève à 30 000 CHF pour l'année 2014.

i) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 14 octobre 2014 du Directeur du BDT et approbation du 14 octobre 2014 du Secrétaire général, de la Conférence mondiale du développement des télécommunications, catégories charges de personnel, autres charges de personnel; acquisition de matériels et fournitures, audit, dépenses interorganisations à la catégorie activités et programmes 4601505 Action 14200 du Secteur du développement des télécommunications, location et entretien des locaux et matériels. Le montant de ce transfert s'élève à 300 000 CHF pour l'année 2014.

j) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 13 janvier 2015 du Directeur du BR et approbation du 14 janvier 2015 du Secrétaire général, des dépenses communes du Bureau des radiocommunications, services contractuels à la catégorie projet d'investissement, acquisition de locaux, de matériels et d'équipements. Le montant de ce transfert s'élève à 19 300 CHF pour l'année 2014.

k) Transfert de crédits budgétaires selon le mémorandum du 19 janvier 2015 du Directeur du BDT et approbation du 27 janvier 2015 du Secrétaire général, du Bureau du développement des télécommunications BDT, projet d'investissement de moindre valeur, catégorie acquisition de locaux, de mobilier et de matériels à la catégorie projet d'investissement, acquisition de locaux, de mobilier et de matériels. Le montant de ce transfert s'élève à 26 500 CHF pour l'année 2014.

### **Recettes au titre de l'appui aux projets**

44 Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétisées à 1 million CHF pour 2014. Les recettes effectives se sont élevées à 0,7 million CHF, soit une baisse de 32,9% par rapport à 2013.

### **Ventes de publications**

45 Les revenus des ventes de publications étaient estimés à 17 millions CHF en 2014. Les revenus effectifs se sont élevés à 19,8 millions CHF, soit 16,7% du budget. Cette hausse des revenus sur les publications est due à la mise en place d'une politique commerciale dynamique mais également à l'application d'une politique de tarification différenciée en fonction des clients, conformément à la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.

### **Produits et services au titre du recouvrement des coûts**

46 Les produits et services au titre du recouvrement des coûts prévus dans le budget ordinaire ont été estimés à 14,8 millions CHF dans le budget ordinaire pour 2014 (11,3 millions CHF en 2013).

Les revenus effectifs se sont élevés à 11,6 millions CHF (16,2 millions CHF en 2013). Cette baisse est due en grande partie au recouvrement des coûts liés au traitement des fiches de notification des réseaux à satellite (9,9 millions CHF, soit des recettes effectives en baisse de 23,8% par rapport aux recettes budgétées).

### **Intérêts créditeurs**

47 Les revenus au titre des intérêts créditeurs inscrits au budget se chiffraient à 0,8 million CHF. Les revenus effectifs se sont élevés à 0,2 million CHF (0,43 million CHF en 2013). Conformément aux dispositions de l'Article 16 du Règlement financier, les fonds de l'Union sont investis de manière à minimiser les risques tout en assurant les liquidités nécessaires pour subvenir aux besoins de trésorerie de l'Union. Cette gestion est effectuée selon les règles et principes du système commun des Nations Unies.

48 Le niveau des intérêts créditeurs inférieur aux prévisions est dû au fait que le niveau des taux d'intérêt sur le marché est resté bas en 2014, en particulier pour les dépôts en francs suisses.

### **Charges**

49 En ce qui concerne les charges, des explications sont fournies au niveau de la Note 23.

### **Charges non prévues au budget**

50 Un montant de 11,089 millions CHF a été reconnu en charge pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI).

51 Une contribution en nature a été reconnue à la fois en charge et en produit. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2014, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 0,938 million CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25%.

52 Un montant de 4,8 millions CHF a été reconnu en charge. Il s'agit des dépréciations constatées au cours de l'exercice 2014.

53 Les économies réalisées en 2014 ont permis au Secrétaire général de décider, conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'UIT, d'affecter une partie de ces économies à des projets spécifiques relatifs à la modernisation du système d'enregistrement, de délivrance des badges et d'automatisation du contrôle d'accès aux locaux, réunions, conférences et manifestations de l'UIT (1,2 million CHF), à la traduction du site web de l'UIT (0,3 million CHF), à l'élaboration du logiciel de calcul de la puissance surfacique équivalente (0,290 million CHF) et à quatre projets dans le domaine du développement des télécommunications (0,729 million CHF).

### **Provision pour comptes débiteurs**

54 Après le paiement de créances pour un montant de 6 millions CHF, pour lesquelles une provision avait été constituée ces dernières années, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement a été comptabilisé, d'un montant de 0,6 million CHF pour le budget ordinaire et d'un montant de 0,2 million CHF pour Telecom World 2014 en ce qui concerne les créances douteuses.

## Bourses

Tableau en milliers de CHF

|                        | Budget 2014  | Dépenses 2014 | Somme disponible | Taux d'utilisation |
|------------------------|--------------|---------------|------------------|--------------------|
| Budget régulier        | 1 369        | 1 236         | 133              | 90,2%              |
| Fonds extrabudgétaires | 803          | 399           | 404              | 49,69%             |
| <b>TOTAL</b>           | <b>2 172</b> | <b>1 635</b>  | <b>537</b>       | <b>75,28%</b>      |

55 Le budget total prévu pour l'attribution de bourses pour l'exercice 2014 s'élève à 2,172 millions CHF. Les dépenses effectives ont atteint 1,236 millions CHF en 2014 pour les bourses financées par le budget ordinaire, tandis que les sommes allouées aux bourses provenant des fonds extrabudgétaires représentaient 0,399 million CHF, un chiffre qui demeure en deçà des prévisions budgétaires.

56 Le taux d'utilisation du budget alloué aux boursiers était de 75,3% en 2014 (76,7% en 2013).

### Fonds de réserve

57 Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier de l'Union, le Fonds de réserve est alimenté essentiellement par des crédits budgétaires inutilisés. Il est donc composé de fonds propres de l'UIT.

58 Le Fonds de réserve comprend également les fonds concernant les activités pour lesquelles l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts en vertu de la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). A ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts concernent:

- l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN);
- le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU);
- le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;
- l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN);
- TELECOM;
- la vente de publications;
- les recettes au titre de l'appui aux projets.

59 Au 31 décembre 2014, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 27 221 302,75 CHF. L'avoir de ce fonds représente 16,4% du budget 2014, un pourcentage très largement au-dessus du seuil des 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Busan, 2014).

## II CAISSE D'ASSURANCE (Annexe A2)

60 La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT couvre l'ensemble des fonds garantissant les pensions du personnel qui était en fonction avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. A l'origine, elle se composait de plusieurs fonds et comptes individuels. Fin 2014, le Fonds de réserve et des compléments a servi 31 pensions de retraites et 26 pensions de survivants, et le Fonds d'intervention a permis d'assister les fonctionnaires et les pensionnés se trouvant dans une situation

financière difficile. Le Fonds de pension a continué de couvrir, jusqu'à sa mort en 2014, la veuve d'un fonctionnaire à la retraite soumis au régime en vigueur avant le 1er janvier 1949. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les assurés de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

61 Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires), le personnel de l'UIT est affilié à partir du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union. Par sa Résolution 1211 lors de sa session additionnelle d'octobre 2003, le Conseil a décidé de supprimer la notion de taux technique de l'Article 86 des statuts de la Caisse à compter du 1er janvier 2003, avec effet rétroactif. S'agissant de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, les intérêts créditeurs ont baissé en 2014 en raison de taux d'intérêt historiquement bas, même si le Fonds de réserve et des compléments et le Fonds d'intervention affichent respectivement un excédent de 452,75 CHF et de 764,50 CHF. Le Fonds de pensions accuse un déficit de 2 571,15 CHF. Un compte courant est ouvert pour chacun des trois fonds auprès de la Division finance et comptabilité de la Confédération helvétique, conformément aux Statuts.

### III CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

62 Conformément au Règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), l'Union soumet au Secrétariat de la Caisse un état de fin d'exercice indiquant, pour chaque participant, le total des contributions de toute nature versé à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension et les modifications intervenues dans le montant de cette rémunération, avec les dates auxquelles celles-ci ont pris effet. Les mouvements du personnel affilié à la Caisse de l'année considérée (y compris pour les fonctionnaires engagés pour des projets d'assistance technique) ainsi que les différentes prestations servies et les contributions versées sont indiqués ci-après.

63 Les chiffres ci-dessous proviennent de la comptabilité de l'Union (voir la Note 17.2.6 des Etats financiers).

#### Situation au 31 décembre 2014

##### Nombre de participants au 31 décembre 2014

| Participants affiliés au 31.12.2013 | Nouveaux participants | Mutations |                          | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2014 |
|-------------------------------------|-----------------------|-----------|--------------------------|----------------------|-------------------------------------|
|                                     |                       | A l'UIT   | A une autre organisation |                      |                                     |
| 794                                 | 28                    | 1         | 3                        | 37                   | 783                                 |

##### Nombre de Prestations servies au cours de l'exercice financier se terminant au 31 décembre 2014

| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions Survivants | Pensions d'enfant | Autres prestations | TOTAL            |       |
|----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|--------------------|------------------|-------|
|                      |                       |                     |                   |                    | Rentes différées | TOTAL |
| 806                  | 22                    | 214                 | 51                | 0                  | 132              | 1 225 |

**Récapitulatif des contributions versées à la Caisse pour la période  
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014**

En dollars des Etats-Unis d'Amérique

| <b>Nature des contributions</b> | <b>Contributions normales</b> | <b>Contributions pour validation de service</b> | <b>Solde de l'exercice précédent</b> | <b>Total</b>         |
|---------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------------|----------------------|
| Contributions des participants  | 8 679 527,13                  | 74 160,94                                       | –                                    | 8 753 688,07         |
| Contributions de l'Union        | 17 359 054,26                 | 39 647,92                                       | –                                    | 17 398 702,18        |
| Autres contributions            | 700,55                        | 1 401,10  | 18 602,47                            | 20 704,12            |
| <b>Total</b>                    | <b>26 039 281,94</b>          | <b>115 209,96</b>                               | <b>18 602,47</b>                     | <b>26 173 094,37</b> |

#### **IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ANNEXE A3)**

64 Selon la catégorie de projets PNUD, l'UIT peut être l'agent d'exécution exclusif ou exécuter le projet conjointement avec le PNUD.

65 Il existe trois grandes catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; les projets exécutés par les gouvernements et les projets exécutés par le SPPD (Support Services for Policy and Programme Development) dont l'activité a pris fin le 31 décembre 2003.

66 Pour les projets exécutés partiellement ou en totalité par l'UIT, le PNUD fixe un budget à l'intention de l'UIT. A la fin de chaque année, le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce budget, sur la base du "Project Delivery Report" (PDR). Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

67 En 2014, le compte du Fonds opérationnel (Operating Fund) avec le PNUD présente un solde de 628 759 CHF en faveur du PNUD (1 305 691 CHF en faveur de l'UIT en 2013). Cette baisse de 1 934 450 CHF par rapport à 2013 s'explique principalement par le montant total des bordereaux interservices pour 2014 supérieur au dernier versement au PNUD effectué en décembre 2014.

68 En 2014, les dépenses liées aux projets PNUD s'élevaient à 365 254 CHF (dont 38 406,038 CHF pour les dépenses d'appui).

#### **V FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE (ANNEXE A4)**

69 Le Fonds d'affectation spéciale (FAS) sert à exécuter des projets qui sont financés soit par les contributions spéciales, soit par le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC), soit par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être alloués aux projets avant que les dépenses ne soient engagées.

70 Pour rappel, le Fonds spécial de coopération technique (FSCT) a été créé en vue de répondre aux besoins des pays en développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence. Ce Fonds est alimenté par des contributions volontaires soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle devise, ou sous toute autre forme.

71 Les intérêts perçus en 2014 dans le cadre des projets du Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) s'élèvent à 16 299,58 CHF contre 22 680,36 en 2013. Sur l'exercice 2014, un montant de

886 CHF a été alloué au financement de projets pour le développement des technologies de l'information et de la communication.

72 Les crédits non utilisés pour tous les types de projets financés par des tiers ainsi que des fonds de l'UIT représentent 26 851 753 CHF en 2014 contre 25 125 237 CHF en 2013. Le solde du Fonds de tiers en cours d'affectation qui s'élevait à 841 038 CHF à la fin de l'année 2014 (766 781 CHF à la fin de l'année 2013) est composé des dernières sommes reçues pour les projets sur le point d'être lancés ainsi que des sommes restant après la clôture de projets. Celles-ci sont retournées aux bailleurs de fonds ou allouées à de nouveaux projets.

73 En 2014, les fonds liquides s'élèvent à 8 162 886,18 CHF (contre 7 873 757,70 CHF en 2013). Le montant des placements se chiffrait à 22 982 005,27 CHF fin 2014 (contre 22 755 370,58 CHF en 2013). Ces placements ont généré des intérêts de l'ordre de 74 819,25 CHF en 2014 (contre 95 346,48 CHF en 2013).

74 En 2014, le compte "zero clearing balance" FAS/UIT s'établissait à 4 279 331,80 CHF (3 668 476,55 CHF en 2013). Les frais d'appui s'élevaient à 674 900,28 CHF en 2014 (979 051,84 en 2013).

75 L'ensemble des contributions externes enregistrées à la suite des contrats signés avec les bailleurs de fonds pour les projets du Fonds d'affectation spéciale en 2014 représente un total de 9 362 467 CHF (6 042 833,55 CHF en 2013) dont 186 163 CHF sont en attente de règlement.

#### **Dépenses des projets et dépenses d'appui 2014**

76 En 2014, les dépenses pour l'ensemble des projets du Fonds d'affectation spéciale s'élèvent à 10 554 862,81 CHF contre 15 431 341,43 CHF en 2013.

## **VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE A5)**

77 Les contributions volontaires apportées par des bailleurs de fonds sont affectées à des activités spécifiques qui viennent compléter le financement des activités inscrites au budget ordinaire telles que les séminaires, les groupes de travail, les groupes d'études, etc. Dans certains cas, les contributions volontaires sont utilisées pour des activités à long terme. Elles n'entraînent pas de dépenses d'appui.

78 L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle la contribution est versée. Les projets fondés sur le budget alloué sont mis en oeuvre dans cette même devise, sauf indication contraire.

79 Le total des contributions volontaires enregistrées sur la base des contrats signés avec les bailleurs de fonds s'élève à 2 712 716 CHF en 2014 (5 178 263 CHF et 191 114 USD), dont 1 172 539 CHF sont en attente de règlement.

80 En 2014, le montant total des contributions volontaires a augmenté par rapport à 2013 en raison des accords signés avec la Fondation Bill & Melinda Gates, et aussi de contributions affectées à la CMR-15, au SMSI+10 et au 150ème anniversaire de l'UIT.

## **VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (FDTIC) (ANNEXE A6)**

81 Fin 2014, les fonds disponibles du FDTIC s'élèvent à 2 626 706,52 CHF (1 512 596,08 CHF en 2013). Sur l'exercice 2014, un montant de 886 964 CHF (2 039 289,36 CHF en 2013) a été alloué au financement de projets pour le développement des TIC.

82 En 2014, les intérêts des projets financés par le FDTIC ont été calculés sur la totalité des crédits. Ces intérêts se sont élevés à 16 299 CHF et ils ont été transférés sur le FDTIC.

## **VIII VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION**

83 Conformément aux dispositions de l'Article 28 du Règlement financier, le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie. Elle a été désignée par le Conseil, à sa session de 2011, selon les modalités arrêtées à la Conférence de plénipotentiaires, pour un mandat de quatre ans. La vérification des comptes est effectuée selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et sous réserve de toutes directives spéciales du Conseil en conformité avec le mandat additionnel pour la vérification des comptes, joint en Annexe 1 du Règlement financier.

84 Conformément aux Normes comptables pour le système des Nations Unies, les informations soumises à vérification sont présentées dans des états ou des tableaux.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



### Cour des comptes

#### ATTESTATION D'AUDIT

#### Rapport de l'auditeur indépendant

Nous avons examiné et vérifié les états financiers de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice clos au 31 décembre 2014, qui comprennent l'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations de l'actif net, la comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à ladite date ainsi qu'un résumé des principales politiques comptables et des autres notes explicatives.

#### Responsabilité du Secrétaire général de l'UIT au regard des états financiers

Le Secrétaire général est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux exigences fixées dans les Normes comptables pour le secteur public international (IPSAS). Par ailleurs, le Secrétariat général est responsable de la transparence des états financiers et des possibilités d'accès à ces documents ainsi que de la mise en place et du suivi d'un système comptable, d'un système de contrôle interne et d'un système d'audit interne distinct viables et doit prendre des mesures pour éviter et détecter les fraudes et les erreurs importantes.

#### Responsabilité de l'auditeur

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de l'audit que nous avons réalisé, une opinion sur les états financiers de l'UIT. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales des institutions supérieures d'audit publiées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et au Règlement financier et Règles financières de l'UIT. Ces normes exigent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que l'audit soit réalisé de façon à obtenir une assurance raisonnable quant aux montants et autres données fournies dans les états financiers.

Le choix des procédures est laissé à l'appréciation de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ce risque, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne appliqué pour l'établissement et la présentation fidèle des états financiers, afin de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité et l'efficacé du fonctionnement du système de contrôle interne. L'audit consiste également à apprécier la validité des principes comptables suivis et le caractère raisonnable des estimations faites par le Secrétaire général et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous avons établi que les états financiers ont été élaborés conformément aux politiques comptables indiquées et que ces politiques ont été appliquées sur une base qui était conforme avec celle

appliquée pour l'exercice financier précédent. Nous avons également établi que les transactions étaient conformes avec le Règlement financier et les Règles financières de l'UIT.

Conformément à l'Article 28 du Règlement financier et les Règles financières de l'UIT et au mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes (Annexe 1 du Règlement financier et des Règles financières de l'UIT) nous avons élaboré un rapport détaillé sur notre audit des états financiers de l'Union pour 2014.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle fonder notre opinion.

### **Exposé de la situation**

L'état de la situation financière fait apparaître un actif net négatif (-386,0 millions CHF) dû essentiellement à l'incidence des passifs actuariels correspondant aux prestations à long terme dues aux employés comptabilisés dans la situation financière (534,4 millions CHF). Notre analyse détaillée figure dans notre rapport. Des mesures sont actuellement prises par la direction qui a donné l'assurance qu'elle veillera à l'efficacité de ces mesures.

### **Opinion**

Notre opinion est que les états financiers donnent une image fidèle, pour tous les points essentiels, de la situation financière de l'Union internationale des télécommunications pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 ainsi que de sa performance financière, de l'évolution de ses actifs nets, de ses flux de trésorerie et de la comparaison entre les montants budgétisés et les montants effectifs, conformément aux normes IPSAS et au Règlement financier et Règles financières de l'Union.

Rome, 7 mai 2015

  
*Raffaele Squitieri*  
*President of the Corte dei conti*

## ANNEXE A1

## RECETTES PAR SOURCE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014 COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2014

| BUDGET DE L'UNION   | Budget initial<br>2014<br>CHF | Budget actualisé<br>2014<br>CHF | Recettes<br>2014<br>CHF |
|---|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| Recettes par source   |                               |                                 |                         |
| Contributions mises en recouvrement                                   |                               |                                 |                         |
| Contributions des Etats Membres                                       | 112 572 000                   | 112 572 000                     | 109 749 750             |
| Contributions des Membres des Secteurs                                |                               |                                 |                         |
| – Secteur des radiocommunications                                     | 6 300 000                     | 6 300 000                       | 6 354 700               |
| – Secteur de la normalisation des télécommunications                  | 7 300 000                     | 7 300 000                       | 7 051 319               |
| – Secteur du développement des télécommunications                     | <u>1 600 000</u>              | <u>1 600 000</u>                | 1 665 856               |
| Total des contributions des Membres des Secteurs                      | 15 200 000                    | 15 200 000                      | 15 071 875              |
| Contributions des Associés  |                               |                                 |                         |
| – Secteur des radiocommunications                                     | 249 000                       | 249 000                         | 180 199                 |
| – Secteur de la normalisation des télécommunications                  | 1 427 000                     | 1 427 000                       | 1 402 728               |
| – Secteur du développement des télécommunications                     | <u>29 000</u>                 | <u>29 000</u>                   | <u>24 843</u>           |
| Total des contributions des Associés                                  | 1 705 000                     | 1 705 000                       | 1 607 770               |
| Contributions des établissements universitaires                       | <u>200 000</u>                | <u>200 000</u>                  | <u>207 031</u>          |
| Total des contributions des établissements universitaires             | 200 000                       | 200 000                         | 207 031                 |
| Contributions des Etats Membres aux conférences régionales            | 0                             | 0                               | <u>149 114</u>          |
| Total des contributions mises en recouvrement                         | 129 677 000                   | 129 677 000                     | 126 785 540             |
| Contributions volontaires   |                               |                                 | 2 100                   |
| Recouvrement des coûts  |                               |                                 |                         |
| Recettes au titre de l'appui aux projets                              |                               |                                 |                         |
| – Secteur du développement des télécommunications                     | <u>1 000 000</u>              | <u>1 000 000</u>                | <u>712 522</u>          |
| Total des recettes au titre de l'appui aux projets                    | 1 000 000                     | 1 000 000                       | 712 522                 |
| Vente de publications   |                               |                                 |                         |
| Total des ventes des publications                                     | 17 000 000                    | 17 000 000                      | 19 833 418              |
| Produits et services au titre du recouvrement des coûts               |                               |                                 |                         |
| – UIFN  | 250 000                       | 250 000                         | 150 600                 |
| – UIPRN et UISCN  | 0                             | 0                               | 14 600                  |
| – TELECOM   | 1 500 000                     | 1 500 000                       | 1 500 000               |
| – Notification des Réseaux à satellite                                | 13 000 000                    | 13 000 000                      | 9 904 672               |
| – Autres recettes   | <u>0</u>                      | <u>0</u>                        | <u>23 286</u>           |
| Total des produits et des services au titre du recouvrement des coûts | 14 750 000                    | 14 750 000                      | 11 593 158              |
| Total du recouvrement des coûts                                       | 32 750 000                    | 32 750 000                      | 32 138 014              |
| Intérêts créditeurs   | 800 000                       | 800 000                         | 224 988                 |
| Autres recettes   | 300 000                       | 300 000                         | –1 162 657              |
| <b>Sous-total</b>   | <b>163 527 000</b>            | <b>163 527 000</b>              | <b>157 987 984</b>      |
| Prélèvements/versements sur le Fonds de réserve de l'UIT              | 2 784 000                     | 2 784 000                       | –897 394                |
| Résultats statistiques, normes IPSAS                                  |                               |                                 | 7 992 394               |
| Payment into ASHi and CMIP funds                                      |                               |                                 | –3 000 000              |
| <b>TOTAL</b>  | <b>166 311 000</b>            | <b>166 311 000</b>              | <b>162 082 984</b>      |

## ANNEXE A2

## CAISSE D'ASSURANCE – Voir la Note 4

| Etat de la performance financière pour l'exercice 2014 et comparatif avec l'exercice 2013 |   |                  |                   |                 |                      |                  |
|---|---|------------------|-------------------|-----------------|----------------------|------------------|
|   | Fonds de réserve et des compléments de rentes |                  | Fonds de pensions |                 | Fonds d'intervention |                  |
|   | CHF   |                  | CHF               |                 | CHF                  |                  |
|   | 2014  | 2013             | 2014              | 2013            | 2014                 | 2013             |
| <b>DÉPENSES</b>   |   |                  |                   |                 |                      |                  |
| Rentes  | 18 234,60                                     | 21 448,20        | 7 148,35          | 7 798,20        | –                    | –                |
| Dons  | –   | –                |                   | –               |                      | 10 000,00        |
| Total des dépenses  | 18 234,60                                     | 21 448,20        | 7 148,35          | 7 798,20        |                      | –                |
| Excédent sur l'année  | 452,75  | 13 741,00        |                   | 836,05          | 764,50               | –                |
| <b>TOTAL</b>  | <b>18 687,35</b>                              | <b>35 189,20</b> |                   | <b>7 798,20</b> | <b>764,50</b>        | <b>10 000,00</b> |
| <b>RECETTES</b>   |   |                  |                   |                 |                      |                  |
| Intérêts sur placement  | 18 687,35                                     | 35 189,20        | 4 577,20          | 8 634,25        | 764,50               | 1 027,75         |
| Total des recettes  | 18 687,35                                     | 35 189,20        | 4 577,20          | 8 634,25        | 764,50               | 1 027,75         |
| Déficit sur l'année   |   | –                | 2 571,15          | –               | –                    | 8 972,25         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>18 687,35</b>                              | <b>35 189,20</b> | <b>7 148,35</b>   | <b>7 798,20</b> | <b>764,50</b>        | <b>10 000,00</b> |

| Etat de la situation financière au 31 décembre 2014 et comparatif avec l'exercice 2013 |   |                     |                     |                     |                      |                   |
|--|---|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|-------------------|
|  | Fonds de réserve et des compléments de rentes |                     | Fonds de pensions   |                     | Fonds d'intervention |                   |
|  | CHF   |                     | CHF                 |                     | CHF                  |                   |
|  | 2014  | 2013                | 2014                | 2013                | 2014                 | 2013              |
| <b>ACTIF</b>   |   |                     |                     |                     |                      |                   |
| Fonds liquides   | 6 320 671,85                                  | 6 320 219,10        | 1 546 256,09        | 1 548 827,24        | 182 430,78           | 181 666,28        |
| Fonds liquides à rembourser  |   |                     |                     |                     | –                    | –                 |
| Débiteurs divers   |   |                     |                     |                     | –                    | –                 |
| <b>TOTAL</b>   | <b>6 320 671,85</b>                           | <b>6 320 219,10</b> | <b>1 546 256,09</b> | <b>1 548 827,24</b> | <b>182 430,78</b>    | <b>181 666,28</b> |
| <b>PASSIF</b>  |   |                     |                     |                     |                      |                   |
| Avantages du personnel   | 54 000,00                                     | 54 000,00           | 36 000,00           | 36 000,00           |                      |                   |
| Fonds propres affectés   | 6 266 219,10                                  | 6 252 578,10        | 1 512 827,24        | 1 511 991,19        | 181 666,28           | 181 666,28        |
| Excédent/déficit de l'exercice   | 452,75  | 13 741,00           | –2 571,15           | 837,05              | 764                  |                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>6 320 671,85</b>                           | <b>6 320 319,10</b> | <b>1 546 256,09</b> | <b>1 548 827,24</b> | <b>182 430,78</b>    | <b>181 666,28</b> |

## ANNEXE A3

## PROJETS DU PNUD (EN DOLLARS EU) – Voir la Note 20

| Projets      | Total des dépenses au titre des projets au 31.12.2013 | Recettes            | Dépenses                      |                  | Total des dépenses au titre des projets au 31.12.2014 |
|--------------|---|---------------------|-------------------------------|------------------|---|
|              |   | Fonds reçus en 2014 | Dépenses au titre des projets | Dépenses d'appui |   |
| P.40198.1.01 | (764 231,42)  | 764 231,42          | 46,11                         | 5,00             | (51,11)   |
| P.40295.1.01 | (164 693,06)  | 164 693,06          | 379,24                        | 38,00            | (417,24)  |
| P.40552.1.01 | –   | 933 350,60          | 395 911,71                    | 39 592,00        | 497 846,89  |
| <b>Total</b> | <b>(928 924,48)</b>                                   | <b>1 862 275,08</b> | <b>396 337,06</b>             | <b>39 635,00</b> | <b>497 378,54</b>                                     |

## ANNEXE A4

## FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (CRÉDITS NON UTILISÉS) – Voir la Note 20

| Projets Fonds d'affectation spécial | WBS          | Devise | Solde au<br>01.01.2014 | Recettes 2014     |             |             |                                   |                    | Dépenses 2014     |                 |                            |                     |      |                  |                    | Solde au<br>31.12.2014 | CHF                 |                     |                     |
|-------------------------------------|--------------|--------|------------------------|-------------------|-------------|-------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|----------------------------|---------------------|------|------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                     |              |        |                        | Fonds reçus       | Gains       | Intérêts    | Dûture/ remboursements<br>projets | Total des recettes | Transferts        | Frais bancaires | Dépenses liées aux projets | % AOS               | AOS  | Correct. AOS     | Total des dépenses |                        |                     |                     |                     |
| ICTDF                               |              |        |                        |                   |             |             |                                   |                    |                   |                 |                            |                     |      |                  |                    |                        |                     |                     |                     |
| Général                             | P.40002.2.03 | US\$   | 1'375'483.77           | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 139'378.88          | N/A  | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 139'378.88          | 1'236'104.89        | 1'197'787.68        |
| Région Arabe                        | P.40010.2.03 | US\$   | 10'360.35              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 4'101.70            | 7.50 | 307.43           | 0.00               | 0.00                   | 4'409.33            | 5'951.02            | 5'766.55            |
| Région Afrique                      | P.40011.2.03 | US\$   | 29'383.65              | 36'775.58         | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 36'775.58          | -66'159.23        | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 6.76 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 0.00                | 0.00                |
| Région Afrique                      | P.40013.2.03 | US\$   | 62'250.73              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 15'482.36           | 7.50 | 1'161.18         | 0.00               | 0.00                   | 16'643.54           | 45'407.19           | 44'193.44           |
| Région Afrique                      | P.40014.2.03 | US\$   | 1'274'526.52           | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | -855'000.00       | 0.00            | 0.00                       | 3'166.78            | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 3'166.78            | 4'16'359.74         | 403'453.28          |
| Mali                                | P.40014.2.04 | US\$   | -3'771.44              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 855'000.00        | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 851'228.56          | 824'841.88          |
| Lesotho                             | P.40014.2.05 | US\$   | 472'793.12             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 414'034.92          | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 414'034.92          | 58'758.20           | 56'936.79           |
| Région Asie                         | P.40016.2.03 | US\$   | 108'626.06             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 4'835.43            | 7.50 | 362.66           | 0.00               | 0.00                   | 5'198.09            | 103'427.97          | 100'221.87          |
| Région Asie                         | P.40017.2.03 | US\$   | 36'804.03              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 6.76 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 36'804.03           | 35'663.17           |                     |
| Région Europe                       | P.40018.2.03 | US\$   | 10'129.39              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 6'189.70            | 7.50 | 464.23           | 0.00               | 0.00                   | 6'653.93            | 3'475.46            | 3'367.73            |
| Région Europe                       | P.40019.2.03 | US\$   | 821.44                 | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 821.44              | 795.98              |                     |
| Région Amériques                    | P.40021.2.03 | US\$   | 3'462.58               | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 2'720.00            | 7.50 | 204.00           | 0.00               | 0.00                   | 2'924.00            | 538.58              | 521.88              |
| Région Asie                         | P.40239.2.03 | US\$   | 1'703.32               | 0.00              | 0.00        | 0.00        | -1'703.32                         | -1'703.32          | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 0.00                | 0.00                |
| Burkina Faso                        | P.40466.2.03 | US\$   | 237'175.89             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 237'175.89          | 229'823.83          |
| Lesotho                             | P.40478.2.04 | US\$   | 120.62                 | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 120.62              | 116.88              |
| Sierra Leone                        | P.40478.2.05 | US\$   | 87'370.30              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 81'098.00           | 7.50 | 6'082.35         | 0.00               | 0.00                   | 87'180.35           | 189.95              | 184.06              |
| Tanzanie                            | P.40478.2.06 | US\$   | 16'924.62              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 16'924.62           | 16'399.98           |
| Comores                             | P.40478.2.07 | US\$   | 87'966.84              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 87'966.84           | 85'240.01           |
| Sri Lanka                           | P.40478.2.08 | US\$   | 16'983.43              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 16'983.43           | 16'456.97           |
| Ouganda                             | P.40488.2.03 | US\$   | 179'438.93             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 151'225.73          | 0.00 | 11'341.93        | 0.00               | 0.00                   | 162'567.66          | 16'871.27           | 16'348.29           |
| Mali                                | P.40491.2.03 | US\$   | 21'672.63              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 3'314.54            | 7.50 | 248.59           | 0.00               | 0.00                   | 3'563.13            | 18'109.50           | 17'548.14           |
| Laos                                | P.40500.2.03 | US\$   | 14'410.06              | 0.00              | 0.00        | 0.00        | -14'410.06                        | -14'410.06         | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 7.50 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 0.00                | 0.00                |
| Oman                                | P.40522.2.03 | US\$   | 534'416.57             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 206'703.09          | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 206'703.09          | 327'713.48          | 317'554.90          |
| Général                             | P.40523.2.03 | US\$   | 479'375.65             | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 153'947.22          | 0.00 | 11'546.04        | 0.00               | 0.00                   | 165'493.26          | 313'882.39          | 304'152.55          |
| Palestine                           | P.40559.2.03 | US\$   | 0.00                   | 123'596.00        | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 123'596.00         | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 0.00                | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 0.00                | 123'596.00          | 119'764.73          |
| Région Asie                         | P.40573.2.04 | US\$   | 0.00                   | 500'000.00        | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 500'000.00         | 0.00              | 0.00            | 0.00                       | 12'090.00           | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 12'090.00           | 487'910.00          | 472'785.60          |
| Région Afrique                      | P.40578.2.03 | US\$   | 0.00                   | 0.00              | 0.00        | 0.00        | 0.00                              | 0.00               | 21.36             | 0.00            | 0.00                       | 21.36               | 0.00 | 0.00             | 0.00               | 0.00                   | 21.36               | 0.00                | 0.00                |
| <b>Total WBS Ext: 2.02 - 08</b>     |              | US\$   | <b>5'058'429.06</b>    | <b>660'371.58</b> | <b>0.00</b> | <b>0.00</b> | <b>-16'113.38</b>                 | <b>644'258.20</b>  | <b>-66'137.87</b> | <b>0.00</b>     | <b>0.00</b>                | <b>1'198'309.71</b> |      | <b>31'718.61</b> | <b>0.00</b>        | <b>0.00</b>            | <b>1'230'028.32</b> | <b>4'406'521.07</b> | <b>4'269'926.19</b> |



## FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (CRÉDITS NON UTILISÉS) (suite)

| Projets Fonds<br>d'affectation spéciale UIT | WBS          | Devise | Solde au<br>01.01.2014 | Recettes 2014 |        |           |                              |                    | Dépenses 2014 |                    |                               |       |            |                 |                       | Solde au<br>31.12.2014 | CHF           |               |
|---|--------------|--------|------------------------|---------------|--------|-----------|------------------------------|--------------------|---------------|--------------------|-------------------------------|-------|------------|-----------------|-----------------------|------------------------|---------------|---------------|
|   |              |        |                        | Fonds reçus   | Gains  | Intérêts  | Clôture/ rembours<br>projets | Total des recettes | Transferts    | Frais<br>bancaires | Dépenses liées<br>aux projets | % AOS | AOS        | Correct.<br>AOS | Total des<br>dépenses |                        |               |               |
| Région Asie                                 | P.40001.1.01 | US\$   | 4'131.39               | 0.00          | 0.00   | 0.00      | -4'131.39                    | -4'131.39          | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 10.00 | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 0.00          | 0.00          |
| Général                                     | P.40002.1.02 | US\$   | 240'148.94             | 0.00          | 0.00   | 940.00    | 0.00                         | 940.00             | 6'951.27      | 0.00               | 0.00                          | 0.00  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 248'040.21    | 240'351.37    |
| Général                                     | P.40008.1.01 | US\$   | 54'336.05              | 0.00          | 0.00   | 58.00     | -50'055.54                   | -49'997.54         | 0.00          | 0.00               | -7'671.18                     | 6.76  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | -7'671.18              | 12'009.69     | 11'637.41     |
| Région arabe                                | P.40010.1.02 | US\$   | 144'148.89             | 0.00          | 0.15   | 257.00    | -15'198.94                   | -14'941.79         | 0.00          | 0.00               | 57'090.72                     | 7.50  | 4'281.80   | 0.00            | 0.00                  | 61'372.52              | 67'834.58     | 65'731.82     |
| Région Afrique                              | P.40011.1.01 | US\$   | 233'906.01             | 0.00          | 0.00   | 319.00    | -204'658.74                  | -204'339.74        | 59'947.11     | 0.00               | 678.31                        | 6.76  | 594.39     | 0.00            | 0.00                  | 1'272.70               | 88'240.68     | 85'505.36     |
| Région Afrique                              | P.40014.1.01 | US\$   | 460'928.76             | 0.00          | 1.25   | 1'754.00  | 0.00                         | 1'755.25           | 0.00          | 0.00               | 159.74                        | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 159.74                 | 462'524.27    | 448'186.78    |
| Burundi                                     | P.40014.1.02 | US\$   | 30'123.00              | 0.00          | 0.00   | 115.00    | 0.00                         | 115.00             | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 30'238.00     | 29'300.67     |
| Lesotho                                     | P.40014.1.04 | US\$   | 373'284.00             | 0.00          | 17.13  | 872.00    | 0.00                         | 889.13             | 0.00          | 0.00               | 134'249.53                    | 7.50  | 10'068.71  | 0.00            | 0.00                  | 144'318.24             | 229'854.89    | 222'729.77    |
| Burundi                                     | P.40014.1.12 | US\$   | 140'729.73             | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | 0.00          | 0.00               | 137'396.23                    | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 137'396.23             | 3'333.50      | 3'230.17      |
| Rwanda                                      | P.40014.1.13 | US\$   | 855'467.59             | 0.00          | 0.00   | 3'256.00  | 0.00                         | 3'256.00           | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 858'723.59    | 832'104.58    |
| Djibouti                                    | P.40014.1.14 | US\$   | 565'490.93             | 0.00          | 0.00   | 1'121.00  | 0.00                         | 1'121.00           | 0.00          | 0.00               | 271'035.29                    | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 271'035.29             | 295'576.64    | 286'414.25    |
| Burkina Faso                                | P.40014.1.16 | US\$   | 820'754.08             | 0.00          | 213.77 | 1'271.00  | 0.00                         | 1'484.77           | 0.00          | 0.00               | 487'005.04                    | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 487'005.04             | 335'233.81    | 324'842.12    |
| Région Asie                                 | P.40016.1.02 | US\$   | 42'654.55              | 0.00          | 0.00   | 162.00    | 0.00                         | 162.00             | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 42'816.55     | 41'489.31     |
| Région Asie                                 | P.40017.1.01 | US\$   | 137'532.16             | 0.00          | 0.00   | 147.00    | -126'675.46                  | -126'528.46        | 0.00          | 0.00               | 26.53                         | 6.76  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 26.53                  | 10'977.17     | 10'636.90     |
| Région Europe                               | P.40019.1.02 | US\$   | 23'545.32              | 11'486.00     | 0.00   | 94.00     | 0.00                         | 11'580.00          | 0.00          | 0.00               | 9'645.56                      | 7.50  | 723.42     | 0.00            | 0.00                  | 10'368.98              | 24'756.34     | 23'988.93     |
| Région Amériques                            | P.40022.1.01 | US\$   | 177'632.97             | 0.00          | 0.00   | 189.00    | -163'545.84                  | -163'356.84        | 0.00          | 0.00               | 471.48                        | 6.76  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 471.48                 | 13'804.43     | 13'376.71     |
| Afghanistan                                 | P.40023.1.01 | US\$   | 99'021.44              | 0.00          | 0.00   | 0.00      | -99'021.44                   | -99'021.44         | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 0.00          | 0.00          |
| Brazil                                      | P.40026.1.01 | US\$   | 8'612'891.72           | 4'467'852.00  | 71.21  | 34'862.00 | 0.00                         | 4'502'785.21       | 0.00          | 0.00               | 3'647'492.15                  | 7.50  | 273'561.91 | 0.00            | 0.00                  | 3'921'054.06           | 9'194'422.87  | 8'909'604.73  |
| Général                                     | P.40029.1.02 | US\$   | 52'624.59              | 0.00          | 138.21 | 95.00     | 0.00                         | 233.21             | 0.00          | 0.00               | 27'895.39                     | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 27'895.39              | 24'962.41     | 24'188.62     |
| Région Afrique                              | P.40031.1.01 | US\$   | 71'005.13              | 0.00          | 0.00   | 0.00      | -71'271.73                   | -71'271.73         | 0.00          | 0.00               | -266.60                       | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | -266.60                | 0.00          | 0.00          |
| Région Asie                                 | P.40196.1.01 | US\$   | 74'305.12              | 0.00          | 0.00   | 283.00    | 0.00                         | 283.00             | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 74'588.12     | 72'276.01     |
| Région Asie                                 | P.40205.1.01 | US\$   | -1'150.18              | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | -1'150.18     | -1'114.53     |
| Région Asie                                 | P.40208.1.01 | US\$   | 3'474.12               | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 3'474.12      | 3'366.43      |
| Général                                     | P.40230.1.01 | US\$   | 32'818.32              | 0.00          | 0.00   | 0.00      | -32'818.32                   | -32'818.32         | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 10.00 | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 0.00          | 0.00          |
| Région Afrique                              | P.40236.1.01 | US\$   | 304'572.36             | 0.00          | 0.00   | 1'159.00  | 0.00                         | 1'159.00           | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | N/A   | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 305'731.36    | 296'254.19    |
| Colombie                                    | P.40238.1.01 | US\$   | 1'000'354.52           | 0.00          | 0.00   | 3'807.00  | 0.00                         | 3'807.00           | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 1'004'161.52  | 973'034.17    |
| Région Asie                                 | P.40239.1.01 | US\$   | 247'437.23             | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | -247'437.23   | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 0.00          | 0.00          |
| Fidji                                       | P.40275.1.01 | US\$   | 6'658.20               | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 10.00 | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 6'658.20      | 6'451.81      |
| Région Asie                                 | P.40299.1.01 | US\$   | -195.92                | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | 0.00          | 0.00               | 0.00                          | 7.50  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | -195.92       | -189.85       |
| Argentine                                   | P.40304.1.01 | US\$   | 276'000.60             | 0.00          | 0.00   | 0.00      | 0.00                         | 0.00               | -276'000.60   | 0.00               | 0.00                          | 6.00  | 0.00       | 0.00            | 0.00                  | 0.00                   | 0.00          | 0.00          |
| Sous-total WBS Ext. 1.01-13                 |              | US\$   | 15'084'631.64          | 4'479'338.00  | 441.72 | 50'761.00 | -767'377.44                  | 3'763'163.28       | -456'539.45   | 0.00               | 4'765'208.19                  |       | 289'230.23 | 0.00            | 0.00                  | 5'054'438.42           | 13'336'817.05 | 12'923'397.73 |

## FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (CRÉDITS NON UTILISÉS) (suite)

| Projets Fonds<br>d'affectation spéciale UIT | WBS               | Devise | Solde au<br>01.01.2014 | Recettes 2014       |                 |                  |                                    |                     | Dépenses 2014     |                 |                               |                   |             |                     |                       | Solde au<br>31.12.2014 | CHF |
|---|-------------------|--------|------------------------|---------------------|-----------------|------------------|------------------------------------|---------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------|-------------|---------------------|-----------------------|------------------------|-----|
|   |                   |        |                        | Fonds reçus         | Gains           | Intérêts         | Clôture/ remboursements<br>projets | Total des recettes  | Transferts        | Frais bancaires | Dépenses liées<br>aux projets | % AOS             | AOS         | Correct.<br>AOS     | Total des<br>dépenses |                        |     |
| Report                                      |                   |        | 15084631.64            | 4479'338.00         | 441.72          | 50761.00         | -767'377.44                        | 3763'163.28         | -456'539.45       | 0.00            | 4765'208.19                   | 289'230.23        | 0.00        | 5054'438.42         | 13'336'817.05         | 12'923'397.73          |     |
| Thaïlande                                   | P.40439.1.01      | US\$   | 121.30                 | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 121.30                | 117.54                 |     |
| Thaïlande                                   | P.40468.1.01      | US\$   | 15'383.35              | 0.00                | 0.00            | 58.00            | 0.00                               | 58.00               | 0.00              | 0.00            | 115.21                        | 7.50              | 8.64        | 123.85              | 15'317.50             | 14'842.68              |     |
| Région Amériques                            | P.40477.1.01      | US\$   | 217'458.19             | 42'212.37           | 184.99          | 532.00           | 0.00                               | 42'929.34           | 0.00              | 0.00            | 111'745.17                    | 7.50              | 8'380.88    | 120'126.05          | 140'261.50            | 135'913.62             |     |
| Angola                                      | P.40481.1.01      | US\$   | 143'424.38             | 0.00                | 0.00            | 136.00           | 0.00                               | 136.00              | 0.00              | 0.00            | 100'140.59                    | 7.50              | 7'510.54    | 107'651.13          | 35'909.25             | 34'796.12              |     |
| Ouzbékistan                                 | P.40482.1.01      | US\$   | 11'216.00              | 0.00                | 0.00            | 43.00            | 0.00                               | 43.00               | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | 11'259.00             | 10'909.99              |     |
| Général                                     | P.40484.1.01      | US\$   | 79'316.44              | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | -79'169.26        | 0.00            | 147.38                        | 7.00              | 0.00        | 147.38              | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Région Asie                                 | P.40490.1.01      | US\$   | 138'481.10             | 0.00                | 1'304.15        | 0.00             | 0.00                               | 1'304.15            | 0.00              | 0.00            | 128'563.77                    | 7.50              | 9'642.28    | 138'206.05          | 1'579.20              | 1'530.25               |     |
| Thaïlande                                   | P.40493.1.01      | US\$   | -6'055.01              | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | -6'055.01             | -5'867.31              |     |
| Région Amériques                            | P.40501.1.01      | US\$   | 222.45                 | 0.00                | 0.00            | 0.00             | -222.45                            | -222.45             | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | N/A               | 0.00        | 0.00                | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Région Asie                                 | P.40503.1.01      | US\$   | 319'019.86             | 0.00                | 300.90          | 0.00             | 0.00                               | 300.90              | -196'128.41       | 0.00            | 115'133.35                    | 7.00              | 8'059.00    | 123'192.35          | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Région Asie                                 | P.40507.1.01      | US\$   | -220'693.73            | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | 220'693.73        | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Honduras                                    | P.40508.1.01      | US\$   | 131'002.00             | 0.00                | 0.00            | 180.00           | 0.00                               | 180.00              | 0.00              | 0.00            | 80'043.82                     | 7.50              | 3'601.97    | 83'645.79           | 47'536.21             | 46'062.67              |     |
| Thaïlande                                   | P.40510.1.01      | US\$   | 67'057.07              | 0.00                | 97.90           | 0.00             | 0.00                               | 97.90               | 0.00              | 0.00            | 56'619.90                     | 7.50              | 4'246.49    | 60'866.39           | 6'288.58              | 6'093.64               |     |
| Thaïlande                                   | P.40514.1.01      | US\$   | 141'979.77             | 0.00                | 0.00            | 328.00           | 0.00                               | 328.00              | 0.00              | 0.00            | 52'010.25                     | 7.50              | 3'900.77    | 55'911.02           | 86'396.75             | 83'718.59              |     |
| Thaïlande                                   | P.40518.1.01      | US\$   | 87'005.25              | 0.00                | 156.64          | 0.00             | 0.00                               | 156.64              | 0.00              | 0.00            | 80'860.41                     | 7.50              | 6'064.53    | 86'924.94           | 236.95                | 229.60                 |     |
| Général                                     | P.40520.1.01      | US\$   | 119'760.80             | 0.00                | 0.00            | 318.00           | 0.00                               | 318.00              | 0.00              | 0.00            | 33'575.74                     | 7.50              | 2'518.18    | 36'093.92           | 83'984.88             | 81'381.49              |     |
| Oman  | P.40522.1.01      | US\$   | 252'988.17             | 0.00                | 0.00            | 963.00           | 0.00                               | 963.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | 253'951.17            | 246'079.10             |     |
| Région Asie                                 | P.40524.1.01      | US\$   | 72'195.46              | 0.00                | 0.00            | 206.00           | 0.00                               | 206.00              | 59'903.86         | 0.00            | 72'539.81                     | 7.50              | 5'440.49    | 77'980.30           | 54'325.02             | 52'641.03              |     |
| Région Asie                                 | P.40525.1.01      | US\$   | 76'438.11              | 0.00                | 0.00            | 118.00           | 0.00                               | 118.00              | 26'743.50         | 0.00            | 67'122.56                     | 7.50              | 5'034.19    | 72'156.75           | 31'142.86             | 30'177.48              |     |
| Thaïlande                                   | P.40526.1.01      | US\$   | 193'719.01             | 0.00                | 0.00            | 230.00           | 0.00                               | 230.00              | 0.00              | 0.00            | 124'082.90                    | 7.50              | 9'306.22    | 133'389.12          | 60'559.89             | 58'682.63              |     |
| Costa Rica                                  | P.40531.1.01      | US\$   | 75'431.03              | 0.00                | 0.00            | 287.00           | 0.00                               | 287.00              | 0.00              | 0.00            | -2.60                         | 7.50              | 0.00        | -2.60               | 75'720.63             | 73'373.42              |     |
| Thaïlande                                   | P.40534.1.01      | US\$   | 23'346.03              | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | -23'300.95        | 0.00            | 45.08                         | 7.50              | 0.00        | 45.08               | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Région Asie                                 | P.40537.1.01      | US\$   | 621'261.73             | 0.00                | 1'231.94        | 390.00           | 0.00                               | 1'621.94            | 196'081.06        | 0.00            | 669'231.03                    | N/A               | 46'846.17   | 716'077.20          | 102'887.53            | 99'698.19              |     |
| Myanmar                                     | P.40539.1.01      | US\$   | 178'919.19             | 0.00                | 0.00            | 681.00           | 0.00                               | 681.00              | 0.00              | 0.00            | 22.70                         | 7.00              | 0.00        | 179'577.49          | 174'010.88            | 174'010.88             |     |
| Thaïlande                                   | P.40541.1.01      | US\$   | 187'469.29             | 0.00                | 877.91          | 116.00           | 0.00                               | 993.91              | 0.00              | 0.00            | 146'951.67                    | 7.50              | 11'021.38   | 157'973.05          | 30'490.15             | 29'545.01              |     |
| Thaïlande                                   | P.40543.1.01      | US\$   | 407'560.41             | 0.00                | 469.51          | 156.00           | 0.00                               | 625.51              | 0.00              | 0.00            | 341'391.79                    | 7.50              | 25'604.38   | 366'996.17          | 41'189.75             | 39'912.94              |     |
| Général                                     | P.40545.1.02      | US\$   | 59'278.09              | 0.00                | 91.70           | 0.00             | 0.00                               | 91.70               | 0.00              | 0.00            | 51'886.95                     | 9.00              | 4'669.83    | 56'556.78           | 2'813.01              | 2'725.81               |     |
| Général                                     | P.40545.1.03      | US\$   | 0.00                   | 0.00                | 0.00            | 553.00           | 0.00                               | 553.00              | 165'000.00        | 0.00            | 17'840.00                     | 9.00              | 1'784.00    | 19'624.00           | 145'929.00            | 141'405.44             |     |
| Région Asie                                 | P.40546.1.01      | US\$   | 38'955.25              | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | -38'907.90        | 0.00            | 47.35                         | 10.00             | 0.00        | 47.35               | 0.00                  | 0.00                   |     |
| Pérou                                       | P.40550.1.01      | US\$   | 0.00                   | 192'652.00          | 0.00            | 220.00           | 0.00                               | 192'872.00          | 0.00              | 0.00            | 125'509.41                    | 7.50              | 9'413.21    | 134'922.62          | 57'949.38             | 56'153.04              |     |
| Région Asie                                 | P.40551.1.01      | US\$   | 140'080.44             | 133'649.34          | 0.00            | 837.00           | 0.00                               | 134'486.34          | 0.00              | 0.00            | 50'088.56                     | 7.50              | 3'756.44    | 53'845.20           | 220'721.58            | 213'879.58             |     |
| Thaïlande                                   | P.40553.1.01      | US\$   | 0.00                   | 456'150.00          | 3'299.89        | 775.00           | 0.00                               | 460'224.89          | 0.00              | 0.00            | 237'929.34                    | 7.50              | 17'844.70   | 255'774.04          | 204'450.85            | 198'113.21             |     |
| Région Amériques                            | P.40554.1.01      | US\$   | 0.00                   | 210'000.00          | 0.00            | 589.00           | 0.00                               | 210'589.00          | 0.00              | 0.00            | 51'387.18                     | 7.50              | 3'854.04    | 55'241.22           | 155'347.78            | 150'532.26             |     |
| Thaïlande                                   | P.40560.1.01      | US\$   | 0.00                   | 61'520.00           | 460.00          | 0.00             | 0.00                               | 61'980.00           | 0.00              | 0.00            | 56'227.97                     | 7.50              | 4'217.10    | 60'445.07           | 1'534.93              | 1'487.35               |     |
| Région Asie                                 | P.40561.1.01      | US\$   | 0.00                   | 61'980.00           | 0.00            | 234.00           | 0.00                               | 62'214.00           | 0.00              | 0.00            | 536.07                        | 7.50              | 40.21       | 576.28              | 61'637.72             | 59'727.05              |     |
| Thaïlande                                   | P.40562.1.01      | US\$   | 0.00                   | 579'412.50          | 786.28          | 1'950.00         | 0.00                               | 582'148.78          | 0.00              | 0.00            | 63'132.46                     | 7.50              | 4'734.93    | 678'673.19          | 514'281.39            | 498'339.52             |     |
| Région Asie                                 | P.40567.1.01      | US\$   | 0.00                   | 80'300.00           | 0.00            | 76.00            | 0.00                               | 80'376.00           | 0.00              | 0.00            | 54'852.84                     | 7.50              | 5'485.28    | 60'338.12           | 20'037.88             | 19'416.74              |     |
| Argentine                                   | P.40568.1.01      | US\$   | 0.00                   | 27'005.94           | 0.00            | 812.00           | -89'781.74                         | -61'963.80          | 276'000.60        | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | 214'036.80            | 207'402.01             |     |
| Thaïlande                                   | P.40571.1.01      | US\$   | 0.00                   | 313'000.00          | 201.75          | 974.00           | 0.00                               | 314'175.75          | 0.00              | 0.00            | 53'253.34                     | 7.50              | 3'994.00    | 57'247.34           | 256'928.41            | 248'964.05             |     |
| Région Asie                                 | P.40574.1.01      | US\$   | 0.00                   | 658'757.86          | 0.00            | 2'495.00         | 0.00                               | 661'252.86          | 0.00              | 0.00            | 2'935.45                      | 7.50              | 205.48      | 658'111.93          | 637'711.55            | 637'711.55             |     |
| Thaïlande                                   | P.40579.1.01      | US\$   | 0.00                   | 307'200.00          | 0.00            | 1'147.00         | 0.00                               | 308'347.00          | 0.00              | 0.00            | 5'540.87                      | 7.50              | 415.57      | 5'956.44            | 302'390.56            | 293'016.95             |     |
| Région Amériques                            | P.40581.1.01      | US\$   | 0.00                   | 133'649.34          | 0.00            | 509.00           | 0.00                               | 134'158.34          | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 7.50              | 0.00        | 0.00                | 134'158.34            | 129'999.65             |     |
| <b>Total WBS Ext: 1.01-13</b>               |                   | US\$   | <b>18'656'973.27</b>   | <b>7'734'827.35</b> | <b>9'905.28</b> | <b>66'674.00</b> | <b>-857'381.63</b>                 | <b>6'956'025.00</b> | <b>150'376.78</b> | <b>0.00</b>     | <b>77'167'16.51</b>           | <b>506'831.33</b> | <b>0.00</b> | <b>8'223'547.84</b> | <b>17'539'827.21</b>  | <b>16'996'121.50</b>   |     |
| Corée                                       | P.40200.1.01      | US\$   | 35'692.60              | 0.00                | 0.00            | 136.00           | 0.00                               | 136.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 0.00              | 0.00        | 0.00                | 35'828.60             | 34'717.97              |     |
| Japon                                       | P.40201.1.01      | US\$   | -24'572.76             | 0.00                | 0.00            | 0.00             | 0.00                               | 0.00                | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | -24'572.76            | -23'811.04             |     |
| Japon                                       | P.40202.1.01      | US\$   | 60'658.71              | 0.00                | 0.00            | 231.00           | 0.00                               | 231.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 60'889.71             | 59'002.23              |     |
| Général                                     | P.40268.1.01      | US\$   | 122'405.16             | 0.00                | 0.00            | 466.00           | 0.00                               | 466.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 0.00              | 0.00        | 0.00                | 122'871.16            | 119'062.36             |     |
| Corée                                       | P.40270.1.01      | US\$   | 44'713.68              | 0.00                | 0.00            | 170.00           | 0.00                               | 170.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 44'883.68             | 43'492.36              |     |
| Corée                                       | P.40271.1.01      | US\$   | 40'721.43              | 0.00                | 0.00            | 155.00           | 0.00                               | 155.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 40'876.43             | 39'609.33              |     |
| Corée                                       | P.40272.1.01      | US\$   | 81'048.93              | 0.00                | 0.00            | 308.00           | 0.00                               | 308.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 81'356.93             | 78'835.00              |     |
| Région Asie                                 | P.40273.1.01      | US\$   | 26'795.00              | 0.00                | 0.00            | 102.00           | 0.00                               | 102.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | N/A               | 0.00        | 0.00                | 26'897.00             | 26'063.24              |     |
| Allemagne                                   | P.40459.1.01      | US\$   | 143'797.33             | 0.00                | 0.00            | 547.00           | 0.00                               | 547.00              | 0.00              | 0.00            | 0.00                          | 10.00             | 0.00        | 0.00                | 144'344.33            | 139'869.89             |     |
| Corée                                       | P.40516.1.01      | US\$   | 459'317.41             | 83'614.05           | 0.00            | 998.00           | 0.00                               | 84'612.05           | 0.00              | 0.00            | 255'166.67                    | 10.00             | 25'516.67   | 280'683.34          | 263'246.12            | 255'085.92             |     |
| <b>Total WBS Ext: 1.01</b>                  | <b>Total A.E.</b> | US\$   | <b>990'577.49</b>      | <b>83'614.05</b>    | <b>0.00</b>     | <b>3'113.00</b>  | <b>0.00</b>                        | <b>86'727.05</b>    | <b>0.00</b>       | <b>0.00</b>     | <b>255'166.67</b>             | <b>25'516.67</b>  | <b>0.00</b> | <b>280'683.34</b>   | <b>796'621.20</b>     | <b>771'927.26</b>      |     |

## FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (CRÉDITS NON UTILISÉS) (fin)

| Projets Fonds d'affectation spéciale UIT | WBS                    | Devise | Solde au 01.01.2014 | Recettes 2014 |          |           |                         |                    | Dépenses 2014 |                 |                            |       |            | Solde au 31.12.2014 | CHF          |               |                    |
|--|------------------------|--------|---------------------|---------------|----------|-----------|-------------------------|--------------------|---------------|-----------------|----------------------------|-------|------------|---------------------|--------------|---------------|--------------------|
|  |                        |        |                     | Fonds reçus   | Gains    | Intérêts  | Déture/rembours projets | Total des recettes | Transferts    | Frais bancaires | Dépenses liées aux projets | % AOS | AOS        |                     |              | Correct. AOS  | Total des dépenses |
| SG                                       | P.10022.1.01           | US\$   | 152'965.94          | 265'303.00    | 0.00     | 742.00    | 0.00                    | 266'045.00         | 12'947.50     | 0.00            | 21'486.09                  | 10.00 | 21'486.09  | 0.00                | 236'346.94   | 195'611.50    | 189'547.87         |
| Azerbaïdjan                              | P.10024.1.01           | US\$   | 10'354.24           | 36'000.00     | 0.00     | 72.00     | 0.00                    | 36'072.00          | 0.00          | 0.00            | 27'496.78                  | 0.00  | 0.00       | 27'496.78           | 18'929.46    | 18'342.68     |                    |
| Corée                                    | P.10027.1.01           | US\$   | 0.00                | 600'717.00    | 0.00     | 1'197.00  | 0.00                    | 601'914.00         | 0.00          | 0.00            | 260'201.14                 | 10.00 | 26'020.11  | 0.00                | 286'221.25   | 315'692.75    | 305'906.80         |
| BR                                       | P.20008.1.01           | US\$   | 138'083.98          | 205'165.00    | 0.00     | 676.00    | 0.00                    | 205'841.00         | 0.00          | 0.00            | 150'695.39                 | 10.00 | 15'069.54  | 0.00                | 165'764.93   | 178'160.05    | 172'637.38         |
|  | Total Others           | US\$   | 301'404.14          | 1'107'185.00  | 0.00     | 2'687.00  | 0.00                    | 1'109'872.00       | 12'947.50     | 0.00            | 653'254.16                 |       | 62'575.74  | 0.00                | 715'829.90   | 708'393.76    | 684'434.72         |
|  | Total WBS Ext: 1.01    |        | 19'948'954.92       | 8'927'626.40  | 9'905.28 | 72'474.00 | -857'381.63             | 8'152'624.05       | 163'324.28    | 0.00            | 8'625'137.34               |       | 594'923.74 | 0.00                | 9'220'061.08 | 19'044'842.17 | 18'454'483.48      |
| Région Afrique                           | P.40472.1.01           | EUR    | 1'386.35            | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | 27.88         | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 1'414.23     | 1'698.13      |                    |
| Région Afrique                           | P.40472.1.02           | EUR    | 8'956.51            | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | 0.00          | 0.00            | 11'152.80                  | 7.50  | 836.46     | 11'989.26           | -3'032.75    | -3'641.57     |                    |
| Région Afrique                           | P.40472.1.03           | EUR    | 9'650.42            | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | 0.00          | 0.00            | 90'160.58                  | 7.50  | 6'762.04   | 96'922.62           | -372.20      | -446.92       |                    |
| Région Afrique                           | P.40472.1.04           | EUR    | 3'809.79            | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | 0.00          | 0.00            | 16.55                      | 7.50  | 0.00       | 16.55               | 3'793.24     | 4'554.73      |                    |
| Région Asie                              | P.40582.1.01           | EUR    | 0.00                | 100'000.00    | 0.00     | 384.13    | 0.00                    | 100'384.13         | 0.00          | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 100'384.13   | 120'536.04    |                    |
|  | Total WBS Ext: 1.01-04 | EUR    | 110'703.07          | 100'000.00    | 0.00     | 384.13    | 0.00                    | 100'384.13         | 27.88         | 0.00            | 101'329.93                 | 37.50 | 7'598.50   | 0.00                | 108'928.43   | 102'186.65    | 122'700.42         |
| Région Asie                              | P.40469.1.01           | CHF    | 52'895.24           | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | -52'895.24    | 0.00            | 0.00                       | 7.00  | 0.00       | 0.00                | 0.00         | 0.00          |                    |
| Monténégro                               | P.40483.1.01           | CHF    | 333.72              | 0.00          | 0.00     | 0.00      | -333.72                 | -333.72            | 0.00          | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 0.00         | 0.00          |                    |
| Région Afrique                           | P.40487.1.01           | CHF    | 241'574.06          | 0.00          | 0.00     | 893.42    | 0.00                    | 893.42             | 0.00          | 0.00            | 25'560.51                  | 7.50  | 1'917.04   | 27'477.55           | 214'989.93   | 214'989.93    |                    |
| Ouganda                                  | P.40488.1.01           | CHF    | 81'725.03           | 0.00          | 0.00     | 195.74    | 0.00                    | 195.74             | 0.00          | 0.00            | 34'527.46                  | 7.50  | 2'589.56   | 37'117.02           | 44'803.75    | 44'803.75     |                    |
| Ouganda                                  | P.40489.1.01           | CHF    | 7'500.19            | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | -7'500.19     | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 0.00         | 0.00          |                    |
| Tanzanie                                 | P.40505.1.01           | CHF    | 88'954.07           | 0.00          | 0.00     | 66.86     | 0.00                    | 66.86              | 0.00          | 0.00            | 68'367.46                  | 7.50  | 5'127.56   | 73'495.02           | 15'525.91    | 15'525.91     |                    |
| Côte d'Ivoire                            | P.40519.1.01           | CHF    | 76'916.20           | 0.00          | 0.00     | 0.00      | -4'019.34               | -4'019.34          | 0.00          | 0.00            | 67'593.27                  | 7.50  | 5'303.59   | 72'896.86           | 0.00         | 0.00          |                    |
| Burundi                                  | P.40521.1.01           | CHF    | 88'231.45           | 0.00          | 0.00     | 367.25    | 0.00                    | 367.25             | 0.00          | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 88'598.70    | 88'598.70     |                    |
| Jamaïque                                 | P.40533.1.01           | CHF    | 72'844.12           | 0.00          | 0.00     | 302.33    | 0.00                    | 302.33             | 0.00          | 0.00            | 148.97                     | 7.50  | 11.17      | 160.14              | 72'986.31    | 72'986.31     |                    |
| Ghana                                    | P.40535.1.01           | CHF    | 88'268.07           | 0.00          | 0.00     | 0.00      | 0.00                    | 0.00               | 0.00          | 0.00            | 80'572.72                  | 7.50  | 6'042.95   | 86'615.67           | 1'652.40     | 1'652.40      |                    |
| Barbade                                  | P.40540.1.01           | CHF    | 138'163.00          | 0.00          | 0.00     | 551.36    | 0.00                    | 551.36             | 0.00          | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 138'714.36   | 138'714.36    |                    |
| Général                                  | P.40545.1.01           | CHF    | 133'213.73          | 627'749.17    | 9'223.47 | 303.30    | -250'653.72             | 386'622.22         | -159'885.27   | 0.00            | 109'541.23                 | 10.00 | 16'861.53  | 0.00                | 126'402.76   | 233'547.92    | 233'547.92         |
| Général                                  | P.40548.1.01           | CHF    | 0.00                | 126'000.00    | 0.00     | 274.23    | 0.00                    | 126'274.23         | 0.00          | 0.00            | 56'478.12                  | 7.50  | 4'235.86   | 60'713.98           | 65'560.25    | 65'560.25     |                    |
| Chypre                                   | P.40549.1.01           | CHF    | 55'272.10           | 83'163.00     | 0.00     | 334.31    | 0.00                    | 83'497.31          | 0.00          | 0.00            | 54'065.64                  | 7.50  | 4'054.92   | 58'120.56           | 80'648.85    | 80'648.85     |                    |
| Trinité-et-Tobago                        | P.40558.1.01           | CHF    | 0.00                | 138'163.00    | 0.00     | 369.19    | 0.00                    | 138'532.19         | 0.00          | 0.00            | 46'802.00                  | 7.50  | 3'510.15   | 0.00                | 50'312.15    | 88'220.04     | 88'220.04          |
| Palestine                                | P.40559.1.01           | CHF    | 0.00                | 0.00          | 0.00     | 166.67    | 0.00                    | 166.67             | 40'147.18     | 0.00            | 0.00                       | 7.50  | 0.00       | 0.00                | 40'313.85    | 40'313.85     |                    |
| Philippines                              | P.40564.1.01           | CHF    | 0.00                | 217'711.00    | 495.36   | 367.25    | 0.00                    | 218'573.61         | 0.00          | 0.00            | 131'386.25                 | 7.50  | 9'853.97   | 0.00                | 141'240.22   | 77'333.39     | 77'333.39          |
|  | Total WBS Ext: 1.01    | CHF    | 1'125'890.98        | 1'192'786.17  | 9'718.83 | 4'191.91  | -255'006.78             | 951'690.13         | -180'133.52   | 0.00            | 675'043.63                 |       | 59'508.30  | 0.00                | 734'551.93   | 1'162'895.66  | 1'162'895.66       |

## ANNEXE A5

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES – En francs suisses – Voir la Note 20

| WBS Elements | Project Definition  | Currency   | Balance at<br>31.12.2013 | Funds Received<br>2014 | Gains<br>2014 | Transfers/Reimb.<br>2014 | Expenses<br>2014    | Balance at<br>31.12.2014 | CHF<br>31.12.2014   |
|--------------|---|------------|--------------------------|------------------------|---------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|
| <b>SG</b>    |   |            |                          |                        |               |                          |                     |                          |                     |
| P.10001.1.01 | Contributions au segment de haut niveau réception du Conseil              | CHF        | 368.58                   | -                      | -             | -                        | -                   | 368.58                   | 368.58              |
| P.10002.1.01 | Suivi et mise en œuvre des résultats du SMSI                              | CHF        | 173'787.39               | 14'535.02              | -             | 100'478.83               | 142'046.62          | 146'754.62               | 146'754.62          |
| P.10003.1.01 | Plan stratégique MIC - 1999-2007  | CHF        | -2'401.54                | -                      | -             | -                        | -                   | -2'401.54                | -2'401.54           |
| P.10005.1.01 | Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information | CHF        | -289.71                  | -                      | -             | -                        | -                   | -289.71                  | -289.71             |
| P.10006.1.01 | Plan stratégique de mise en œuvre (Italie)                                | CHF        | 858.58                   | -                      | -             | -                        | -                   | 858.58                   | 858.58              |
| P.10010.1.01 | Colloque MIC sur COP (Tokyo)  | CHF        | -4'982.58                | -                      | -             | 344'219.58               | 339'237.00          | -                        | -                   |
| P.10015.1.01 | Musée "A la découverte des TIC"   | CHF        | 103'277.33               | 457'299.74             | -             | -                        | 269'400.64          | 291'176.43               | 291'176.43          |
| P.10016.1.01 | Commission "Le large bande au service du développement"                   | CHF        | 3'670.85                 | -                      | -             | 571'238.15               | 574'909.00          | -                        | -                   |
| P.10019.1.01 | Rénovation de la salle Popov  | CHF        | 24'419.56                | 15'000.00              | -             | -                        | -                   | 39'419.56                | 39'419.56           |
| P.10020.1.01 | Fonds UIT pour l'accessibilité  | CHF        | 244'665.31               | -                      | -             | -                        | 79'562.40           | 165'102.91               | 165'102.91          |
| P.10021.1.01 | Projet terminologique   | CHF        | 20'901.78                | 22'449.91              | -             | -                        | 1'778.49            | 41'573.20                | 41'573.20           |
| P.10023.1.01 | Protection en ligne des enfants   | CHF        | 25'505.14                | -                      | -             | -                        | -                   | 25'505.14                | 25'505.14           |
| P.10025.1.01 | STC   | CHF        | 49'333.07                | -                      | -             | -                        | 25'228.49           | 24'104.58                | 24'104.58           |
| P.10026.1.01 | Sommet mondial sur la jeunesse  | CHF        | -                        | 875'914.55             | -             | -600'478.83              | 275'603.21          | -167.49                  | -167.49             |
| P.10028.1.01 | 150ème anniversaire de l'UIT (Ext 1)                                      | CHF        | -                        | 505'030.00             | 33.74         | -                        | 56'499.61           | 448'564.13               | 448'564.13          |
| P.10028.2.03 | 151ème anniversaire de l'UIT (Int. 3 VC)                                  | CHF        | -                        | -                      | -             | 500'000.00               | 39'019.69           | 460'980.31               | 460'980.31          |
| P.10029.1.01 | Colloque "La voiture branchée de demain"                                  | CHF        | -                        | 45'389.82              | -             | -                        | 45'389.82           | -                        | -                   |
| P.10030.1.01 | Prix Gemtech  | CHF        | -                        | 80'473.87              | 293.73        | -                        | 25'836.52           | 54'931.08                | 54'931.08           |
|              | <b>Total SG</b>   | <b>CHF</b> | <b>639'113.76</b>        | <b>2'016'092.91</b>    | <b>327.47</b> | <b>915'457.73</b>        | <b>1'874'511.49</b> | <b>1'696'480.38</b>      | <b>1'696'480.38</b> |
|              |   |            |                          |                        |               |                          |                     |                          |                     |
| P.10011.1.01 | GOS Contribution volontaire - Canada 1                                    | CHF        | 37'533.60                | -                      | -             | -991.52                  | 37'507.95           | -965.87                  | -965.87             |
| P.10012.1.01 | GOS Contribution volontaire - Canada 2                                    | CHF        | -991.52                  | -                      | -             | 991.52                   | -                   | 0.00                     | 0.00                |
|              | <b>Total GOS</b>  | <b>CHF</b> | <b>36'542.08</b>         | <b>-</b>               | <b>-</b>      | <b>-</b>                 | <b>37'507.95</b>    | <b>-965.87</b>           | <b>-965.87</b>      |
| <b>BR</b>    |   |            |                          |                        |               |                          |                     |                          |                     |
| P.20002.1.01 | CMR-03 - Outils logiciels de validation EPFD                              | CHF        | 168'920.15               | -                      | -             | -                        | 7'249.38            | 161'670.77               | 161'670.77          |
| P.20004.1.01 | UIT-R - Deutsche Telekom  | CHF        | 4'671.70                 | -                      | -             | -                        | -                   | 4'671.70                 | 4'671.70            |
| P.20005.1.01 | Contribution du MIC Japon   | CHF        | 146'291.04               | -                      | -             | -                        | -                   | 146'291.04               | 146'291.04          |
| P.20006.1.01 | UIT-R Canada  | CHF        | 10'000.00                | -                      | -             | -                        | -                   | 10'000.00                | 10'000.00           |
| P.20007.1.01 | UIT-R CE/GT 2010 Italie   | CHF        | 1'791.18                 | -                      | -             | -                        | -                   | 1'791.18                 | 1'791.18            |
| P.20010.1.01 | Contribution volontaire - CMR   | CHF        | -                        | 1'000'000.00           | -             | -                        | -                   | 1'000'000.00             | 1'000'000.00        |
| P.20011.1.01 | MIC Japon - Base de données   | CHF        | -                        | 258'098.97             | -             | -                        | -                   | 258'098.97               | 258'098.97          |
|              | <b>Total BR</b>   | <b>CHF</b> | <b>331'674.07</b>        | <b>1'258'098.97</b>    | <b>-</b>      | <b>-</b>                 | <b>7'249.38</b>     | <b>1'582'523.66</b>      | <b>1'582'523.66</b> |







## ANNEXE A6

**Fonds pour le développement des technologies de l'information et de  
la communication – (FDTIC) – En francs suisses – Voir la Note 20**

| <b>Dépenses</b>            | <b>2014</b>  | <b>Recettes</b>  | <b>2014</b>  |
|----------------------------|--------------|--|--------------|
| Financement divers projets | 886 963,66   | Contributions  | 1 820 001,82 |
| Dépenses de personnel      |              | Intérêts   | 3 779,53     |
|                            |              | Intérêts transférés depuis les<br>Fonds d'affectation spéciale | 16 299,58    |
|                            |              | Rapatriement des soldes des<br>projets ST clôturés             | 25 090,76    |
|                            |              | Reversal revaluation 2013                                      | 15 348,95    |
| Surplus revenue            | 1 037 316,71 | Réévaluation 2014  | 43 759,73    |
|                            | 1 924 280,37 |  | 1 924 280,37 |
|                            |              |  |              |

## ANNEXE B

## SITUATION DES ARRIÉRÉS AU 31.12.2014

## MONTANTS DUS CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS ET LES PUBLICATIONS

| A. Etats Membres de l'Union                | Année     | Contributions       | Publications     | Total               |
|--|-----------|---------------------|------------------|---------------------|
| Antigua-et-Barbuda                         | 1987-2013 | 1 430 915,00        | 30 748,95        | 1 461 663,95        |
| République populaire démocratique de Corée | 2013      | 43 715,10           | 0,00             | 43 715,10           |
| Dominique                                  | 2001-2013 | 309 393,25          | 0,00             | 309 393,25          |
| Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis         | 2007-2013 | 183 468,40          | 0,00             | 183 468,40          |
| Haïti                                      | 2012-2013 | 22 205,30           | 0,00             | 22 205,30           |
| Honduras                                   | 2011-2013 | 28 913,84           | 0,00             | 28 913,84           |
| Iran                                       | 2013      | 38 978,08           | 0,00             | 38 978,08           |
| Italie                                     | 2013      | 7 552,50            | 0,00             | 7 552,50            |
| Lao (R.d.p)                                | 2010-2013 | 7 444,08            | 0,00             | 7 444,08            |
| Lesotho                                    | 2006-2013 | 6 004,25            | 0,00             | 6 004,25            |
| Libéria                                    | 1994-2013 | 1 794 889,42        | 0,00             | 1 794 889,42        |
| Iles Marshall                              | 1998-2013 | 1 395 644,77        | 0,00             | 1 395 644,77        |
| Micronésie                                 | 2009-2013 | 32 356,70           | 0,00             | 32 356,70           |
| Nauru                                      | 1991-2013 | 1 172 902,90        | 0,00             | 1 172 902,90        |
| Pakistan                                   | 2009-2013 | 111 895,30          | 0,00             | 111 895,30          |
| République populaire démocratique de Corée | 2013      | 43 715,10           | 0,00             | 43 715,10           |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines            | 2009-2013 | 58 360,23           | 0,00             | 58 360,23           |
| Sénégal                                    | 2013      | 21 611,40           | 0,00             | 21 611,40           |
| Iles Salomon                               | 1990-2013 | 975 930,03          | 4 377,65         | 980 307,68          |
| Tuvalu                                     | 1998-2013 | 164 289,52          | 0,00             | 164 289,52          |
| Uruguay                                    | 2012-2013 | 9 354,50            | 0,00             | 9 354,50            |
|  |           | <u>7 815 824,57</u> | <u>35 126,60</u> | <u>7 850 951,17</u> |

| <b>B. Membres de Secteur et autres entités</b>   | <b>Année</b> | <b>Contributions</b> | <b>Publications</b> | <b>Total</b> |
|--|--------------|----------------------|---------------------|--------------|
| <b>Afghanistan</b>   |              |                      |                     |              |
| – Telecom Development Company, Kaboul  | 2007-2008    | 5 878,90             | 0,00                | 5 878,90     |
| <b>Algérie</b>   |              |                      |                     |              |
| – Algérie Telecom, Alger   | 2007-2009    | 2 712,25             | 0,00                | 2 712,25     |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013    | 2 581,25             | 0,00                | 2 581,25     |
| – Institut National des Télécomm et des Technologies de l'Information, Oran el Mnaouar     | 2011-2013    | 8 840,94             | 0,00                | 8 840,94     |
| – Orascom Telecom Algérie, Alger   | 2010         | 5 206,55             | 0,00                | 5 206,55     |
| – Wataniya Telecom Algérie Spa, Alger  | 2005-2007    | 6 327,60             | 0,00                | 6 327,60     |
| <b>Argentine</b>   |              |                      |                     |              |
| – Cooperativa Telefónica (COTELCAM), Buenos Aires  | 2003-2006    | 28 531,85            | 0,00                | 28 531,85    |
| – CICOMRA, Buenos Aires  | 2002-2003    | 10 139,05            | 0,00                | 10 139,05    |
| – IMPSAT Corp. S.A., Buenos Aires  | 1999-2006    | 45 607,50            | 0,00                | 45 607,50    |
| <b>Azerbaïdjan</b>   |              |                      |                     |              |
| – AZ-EVRO TEL, Bakou   | 2012         | 9 267,65             | 0,00                | 9 267,65     |
| – Caspian American Telecomm. LLC, Bakou  | 2005-2007    | 26 657,20            | 0,00                | 26 657,20    |
| <b>Bahreïn</b>   |              |                      |                     |              |
| – Gateway Gulf LLC, Manama   | 2010         | 5 206,55             | 0,00                | 5 206,55     |
| <b>Bélarus</b>   |              |                      |                     |              |
| – Belarsat LLC, Minsk  | 2009-2010    | 16 469,15            | 0,00                | 16 469,15    |
| <b>Belgique</b>  |              |                      |                     |              |
| – AnSem, Heverlee  | 2010         | 13 884,10            | 0,00                | 13 884,10    |
| – Auro Technologies NV, MOL  | 2010         | 11 657,35            | 0,00                | 11 657,35    |
| – Cullen International S.A., Namur   | 2007-2008    | 14 044,75            | 0,00                | 14 044,75    |
| <b>Botswana</b>  |              |                      |                     |              |
| – Mascom Wireless Botswana (Pty), Garbone  | 2012-2013    | 4 407,25             | 0,00                | 4 407,25     |
| <b>Brésil</b>  |              |                      |                     |              |
| – Intelig Telecom, Ltda, Rio de Janeiro  | 2000-2002    | 133 098,95           | 0,00                | 133 098,95   |
| – Oi (Tele Norte Leste Particip.), Rio de Janeiro  | 2005-2007    | 316 805,10           | 0,00                | 316 805,10   |

**Canada**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Sierra Wireless Inc. (Ex. In Motion Technology), Richmond | 2008-2009 | 19 279,35 | 0,00 | 19 279,35 |
| – The Institute of Mobile Technologies, Toronto             | 2011-2012 | 5 019,90  | 0,00 | 5 019,90  |

**Tchad**

|                                |           |           |      |           |
|--------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Tchad Mobile S.A., N'Djamena | 2003-2007 | 27 149,55 | 0,00 | 27 149,55 |
|--------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Chine (République populaire de)**

|                           |           |            |      |            |
|---------------------------|-----------|------------|------|------------|
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 803 175,90 | 0,00 | 803 175,90 |
|---------------------------|-----------|------------|------|------------|

**Colombie**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Projects Consulting Group Ltda., Bogota | 2010-2011 | 19 934,80 | 0,00 | 19 934,80 |
|---|-----------|-----------|------|-----------|

**Côte d'Ivoire**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Association des Consommateurs de télécommunications, Abidjan | 2007-2008 | 6 502,50   | 0,00 | 6 502,50   |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan                               | 2002-2006 | 617 453,75 | 0,00 | 617 453,75 |

**Egypte**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Barkotel Communications, Le Caire       | 2002-2006 | 35 172,65 | 0,00 | 35 172,65 |
| – Egyptian Company for Networks, Le Caire | 2000-2007 | 21 128,25 | 0,00 | 21 128,25 |
| – EITESAL (EHITA), Le Caire               | 1999-2002 | 20 056,25 | 0,00 | 20 056,25 |
| – LINKdoNET, Le Caire                     | 2008-2009 | 5 640,85  | 0,00 | 5 640,85  |
| – Sakhr Software Co., Le Caire            | 2006-2007 | 8 307,10  | 0,00 | 8 307,10  |
| – Systel, Le Caire                        | 2001-2006 | 45 205,90 | 0,00 | 45 205,90 |
| – Telecom Consultants, Le Caire           | 2002-2006 | 36 734,75 | 0,00 | 36 734,75 |
| – Trade Fairs International, Le Caire     | 2000-2006 | 48 360,25 | 0,00 | 48 360,25 |

**Fidji**

|  |           |          |      |          |
|--|-----------|----------|------|----------|
| – Secretariat of the Pacific Community, Suva | 2012-2013 | 4 403,95 | 0,00 | 4 403,95 |
|--|-----------|----------|------|----------|

**Finlande**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | 14 406,65 | 0,00 | 14 406,65 |
|---|-----------|-----------|------|-----------|

**France**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Guadeloupe Téléphone Mobile, Saint Martin | 2008-2009 | 25 513,80 | 0,00 | 25 513,80 |
| – Guyane Téléphone Mobile, Saint Martin     | 2008-2009 | 27 200,00 | 0,00 | 27 200,00 |
| – Martinique Téléphone Mobile, Saint Martin | 2008-2009 | 27 200,00 | 0,00 | 27 200,00 |
| – Viable France, Paris                      | 2010-2012 | 13 095,30 | 0,00 | 13 095,30 |

**Guinée**

|                     |           |          |      |          |
|---------------------|-----------|----------|------|----------|
| – SOTELGUI, Conakry | 2010-2012 | 5 487,73 | 0,00 | 5 487,73 |
|---------------------|-----------|----------|------|----------|

**Haïti**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Communication Cellulaire d'Haïti,<br>Port-au-Prince | 2006-2007 | 94 677,45 | 0,00 | 94 677,45 |
|---|-----------|-----------|------|-----------|

|   |      |           |      |           |
|---|------|-----------|------|-----------|
| – Haiti Télécommunications Int, S.A.,<br>Petion-Ville | 2008 | 46 800,45 | 0,00 | 46 800,45 |
|---|------|-----------|------|-----------|

**Honduras**

|                       |      |          |      |          |
|-----------------------|------|----------|------|----------|
| – UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
|-----------------------|------|----------|------|----------|

**Inde**

|                               |           |            |      |            |
|-------------------------------|-----------|------------|------|------------|
| – Data Access Ltd., New Delhi | 2005-2007 | 157 407,90 | 0,00 | 157 407,90 |
|-------------------------------|-----------|------------|------|------------|

|                                    |      |          |      |          |
|------------------------------------|------|----------|------|----------|
| – Luna Ergonomics Pvt, Ltd., Noida | 2011 | 4 911,85 | 0,00 | 4 911,85 |
|------------------------------------|------|----------|------|----------|

|  |      |           |      |           |
|--|------|-----------|------|-----------|
| – Mahanagar Telephone Nigam Ltd.,<br>New Delhi | 2012 | 41 704,15 | 0,00 | 41 704,15 |
|--|------|-----------|------|-----------|

|  |      |          |      |          |
|--|------|----------|------|----------|
| – Raitel Corporation on India Ltd., New<br>Delhi | 2013 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|--|------|----------|------|----------|

|                                      |      |           |      |           |
|--------------------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Reliance Infocom Ltd., Navi Mumbai | 2009 | 93 821,70 | 0,00 | 93 821,70 |
|--------------------------------------|------|-----------|------|-----------|

|                                  |           |          |      |          |
|----------------------------------|-----------|----------|------|----------|
| – Shyam Telecom Limited, Gurgaon | 2010-2012 | 4 652,00 | 0,00 | 4 652,00 |
|----------------------------------|-----------|----------|------|----------|

|  |           |          |      |          |
|--|-----------|----------|------|----------|
| – Sinhgad Tech, Education Society,<br>Pune | 2011-2012 | 3 303,20 | 0,00 | 3 303,20 |
|--|-----------|----------|------|----------|

|  |      |          |      |          |
|--|------|----------|------|----------|
| – Tata Communications Ltd., New<br>Delhi | 2013 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|--|------|----------|------|----------|

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Telecommunications Consultants,<br>New Delhi | 2006-2007 | 102 193,50 | 0,00 | 102 193,50 |
|--|-----------|------------|------|------------|

|   |      |           |      |           |
|---|------|-----------|------|-----------|
| – TranSwitch India Pvt. Ltd., New Delhi | 2012 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
|---|------|-----------|------|-----------|

|                                 |      |           |      |           |
|---------------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 39 343,55 | 0,00 | 39 343,55 |
|---------------------------------|------|-----------|------|-----------|

**Indonésie**

|                                   |           |           |      |           |
|-----------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – PT Bakrie Telecom Tbk., Jakarta | 1997-2002 | 51 079,10 | 0,00 | 51 079,10 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Israël**

|                           |      |           |      |           |
|---------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Alvarion Ltd., Tel Aviv | 2011 | 13 098,20 | 0,00 | 13 098,20 |
|---------------------------|------|-----------|------|-----------|

|                                    |      |           |      |           |
|------------------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – AudioCodes Ltd., Aéroport de Lod | 2012 | 37 070,35 | 0,00 | 37 070,35 |
|------------------------------------|------|-----------|------|-----------|

|                             |           |           |      |           |
|-----------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – B-Deltacom Ltd., Herzliya | 2009-2010 | 15 278,15 | 0,00 | 15 278,15 |
|-----------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

|                           |           |            |      |            |
|---------------------------|-----------|------------|------|------------|
| – Barak ITC, Rosh Ha'Ayin | 2002-2005 | 126 813,80 | 0,00 | 126 813,80 |
|---------------------------|-----------|------------|------|------------|

|                                 |           |           |      |           |
|---------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – ECI Telecom Ltd., Petah Tikva | 2000-2004 | 81 082,10 | 0,00 | 81 082,10 |
|---------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

|                                 |           |           |      |           |
|---------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Foris Telecom, Rishon Le-Zion | 2009-2010 | 10 431,65 | 0,00 | 10 431,65 |
|---------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Gilat Satellite Networks Ltd., Petah<br>Tikva | 1997-2002 | 84 910,75 | 0,00 | 84 910,75 |
|---|-----------|-----------|------|-----------|

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Golden Lines Int.Comm, Serv., Petah<br>Tikva | 2001-2003 | 150 004,45 | 0,00 | 150 004,45 |
|--|-----------|------------|------|------------|

|   |           |            |      |            |
|---|-----------|------------|------|------------|
| – Metalink Ltd., Israël                           | 2004-2007 | 24 453,20  | 0,00 | 24 453,20  |
| – National Semiconductor, Herzliya                | 1995-2001 | 543 076,90 | 0,00 | 543 076,90 |
| – Orckit Corrigent, Tel Aviv                      | 2010      | 25 541,45  | 0,00 | 25 541,45  |
| – Spediant Systems, Tel Aviv                      | 2004-2006 | 115 543,10 | 0,00 | 115 543,10 |
| – Surf Communication Solutions Ltd., Yokneam      | 2002-2003 | 54 576,60  | 0,00 | 54 576,60  |
| – Telrad Networks Ltd., Rosh Ha Ayin              | 1998-2006 | 74 282,20  | 0,00 | 74 282,20  |
| – Yitran Communications Ltd., Beer Sheva          | 2011-2012 | 12 602,35  | 0,00 | 12 602,35  |
| <b>Italie</b>                                     |           |            |      |            |
| – Aethra S.p.A., Palombina                        | 2007-2008 | 35 276,45  | 0,00 | 35 276,45  |
| – Blu S.p.A., Rome                                | 2001-2003 | 128 316,10 | 0,00 | 128 316,10 |
| – ELSAG SpA, Aéroport Genova Sestri               | 1998-2002 | 75 395,90  | 0,00 | 75 395,90  |
| – Polo Tecn. di Stato C. Cattaneo, Castelnovo     | 2001-2004 | 179 891,95 | 0,00 | 179 891,95 |
| – Selex Communications S.p.A., Gênes              | 2001-2007 | 433 043,85 | 0,00 | 433 043,85 |
| <b>Jamaïque</b>                                   |           |            |      |            |
| – LIME, Kingston                                  | 2002-2006 | 293 877,65 | 0,00 | 293 877,65 |
| <b>Japon</b>                                      |           |            |      |            |
| – Okinawa Photonics Inc., Okinawa                 | 2002-2006 | 93 793,60  | 0,00 | 93 793,60  |
| <b>Jordanie</b>                                   |           |            |      |            |
| – Middle East Communications (MEC), Amman         | 2008-2009 | 5 550,05   | 0,00 | 5 550,05   |
| – Middle East Telecom & Electronics Co., Amman    | 2000-2003 | 31 125,45  | 0,00 | 31 125,45  |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman                 | 2006-2007 | 12 774,25  | 0,00 | 12 774,25  |
| – Xpress, Amman                                   | 2007-2009 | 5 643,50   | 0,00 | 5 643,50   |
| <b>Kazakhstan</b>                                 |           |            |      |            |
| – Kazakh Academy of Transp, & Comm., Almaty       | 2008-2009 | 6 018,75   | 0,00 | 6 018,75   |
| <b>Kenya</b>                                      |           |            |      |            |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi                | 2010-2012 | 4 839,75   | 0,00 | 4 839,75   |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi                   | 2005-2007 | 265 728,10 | 0,00 | 265 728,10 |
| <b>République démocratique populaire de Corée</b> |           |            |      |            |
| – Luxpert, Séoul                                  | 2010-2011 | 16 632,60  | 0,00 | 16 632,60  |

**Koweït**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – The Arabian Business Franchise, Hawalli | 2006-2007 | 12 774,25 | 0,00 | 12 774,25 |
| – Wataniya Telecom, Safat                 | 2013      | 23 314,70 | 0,00 | 23 314,70 |

**Kyrgyzstan**

|                       |      |          |      |          |
|-----------------------|------|----------|------|----------|
| – Alippe, TV, Bishkek | 2013 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|-----------------------|------|----------|------|----------|

**Liban**

|  |           |           |      |           |
|--|-----------|-----------|------|-----------|
| – Arabcom Hitek, Beyrouth              | 2001-2006 | 45 423,00 | 0,00 | 45 423,00 |
| – ExiCon International Group, Beyrouth | 2010-2011 | 4 947,40  | 0,00 | 4 947,40  |
| – IDMI Sal offshore, Beyrouth          | 2011      | 4 911,85  | 0,00 | 4 911,85  |
| – MNT/Investcom LLC, Beyrouth          | 2008      | 5 850,10  | 0,00 | 5 850,10  |
| – Prepaid International Systems, Zahlé | 2008      | 4 260,65  | 0,00 | 4 260,65  |

**Libéria**

|  |      |          |      |          |
|--|------|----------|------|----------|
| – West Africa Telecomm, Inc., Monrovia | 2007 | 6 201,10 | 0,00 | 6 201,10 |
|--|------|----------|------|----------|

**Libye**

|   |           |            |      |            |
|---|-----------|------------|------|------------|
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 110 862,95 | 0,00 | 110 862,95 |
|---|-----------|------------|------|------------|

**Malaisie**

|                                    |           |           |      |           |
|------------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Embedded Wireless Labs, Selangor | 2006-2007 | 12 774,25 | 0,00 | 12 774,25 |
|------------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Malte**

|                    |      |           |      |           |
|--------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Go p.l.c., Marsa | 2008 | 42 900,50 | 0,00 | 42 900,50 |
|--------------------|------|-----------|------|-----------|

**Mauritanie**

|   |      |           |      |           |
|---|------|-----------|------|-----------|
| – Agence de Promotion de l'Accès aux Services (APAUS), Nouakchott           | 2012 | 4 633,80  | 0,00 | 4 633,80  |
| – Société mauritaniennes des télécommunications (MAURITEL S.A.), Nouakchott | 2008 | 52 650,55 | 0,00 | 52 650,55 |

**Mexique**

|                               |           |           |      |           |
|-------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – CANITEC, Mexico             | 2011-2013 | 4 550,35  | 0,00 | 4 550,35  |
| – Televisa SA de C.V., Mexico | 1999      | 61 327,70 | 0,00 | 61 327,70 |

**Maroc**

|                           |           |           |      |           |
|---------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – CKM Holding, Casablanca | 2000-2006 | 45 484,95 | 0,00 | 45 484,95 |
|---------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Mozambique**

|   |           |            |      |            |
|---|-----------|------------|------|------------|
| – Southern Africa Telecomm, Associat., Maputo | 2002-2006 | 249 201,40 | 0,00 | 249 201,40 |
|---|-----------|------------|------|------------|

**Pays-Bas**

|   |           |            |      |            |
|---|-----------|------------|------|------------|
| – Smitcoms N.V., Saint-Martin                   | 2004-2007 | 431 810,10 | 0,00 | 431 810,10 |
| – Stichting Open Spectrum,<br>Amsterdam         | 2010-2011 | 10 936,60  | 0,00 | 10 936,60  |
| – United Telecom, Services (UTS),<br>Willemstad | 2012      | 4 110,10   | 0,00 | 4 110,10   |

**Nouvelle-Zélande**

|                                |           |           |      |           |
|--------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Q-Tel (NZ) Limited, Auckland | 2003-2006 | 76 084,80 | 0,00 | 76 084,80 |
|--------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Nigéria**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Nigerial Communications Ltd.<br>(NITEL), Abuja   | 2004-2007 | 251 269,05 | 0,00 | 251 269,05 |
| – Nigerial Communications Satellite<br>Ltd., Abuja | 2004-2007 | 35 994,95  | 0,00 | 35 994,95  |

**Pakistan**

|  |           |           |      |           |
|--|-----------|-----------|------|-----------|
| – Callmate Telips Telecom Ltd., Karachi            | 2006-2007 | 77 761,45 | 0,00 | 77 761,45 |
| – e Worldwide Group, Islamabad                     | 2011-2013 | 4 451,00  | 0,00 | 4 451,00  |
| – Pakistan Institute of Human Rights,<br>Islamabad | 2012-2013 | 5 659,65  | 0,00 | 5 659,65  |
| – Paktel Limited, Islamabad                        | 2007      | 6 201,10  | 0,00 | 6 201,10  |
| – Sysnet Pakistan (Pvt) Ltd., Karachi              | 2003-2006 | 24 495,25 | 0,00 | 24 495,25 |

**Philippines**

|                   |           |          |      |          |
|-------------------|-----------|----------|------|----------|
| – PhilCom, Makati | 2007-2009 | 5 642,85 | 0,00 | 5 642,85 |
|-------------------|-----------|----------|------|----------|

**Roumanie**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Polytechnic School Bucharest,<br>Bucarest | 2009-2010 | 5 299,85  | 0,00 | 5 299,85  |
| – Telemobil S.A., Balotesti                 | 2003-2007 | 21 083,75 | 0,00 | 21 083,75 |
| – Topex Public Switching S.A., Bucarest     | 2004-2007 | 9 635,55  | 0,00 | 9 635,55  |

**Fédération de Russie**

|   |      |          |      |          |
|---|------|----------|------|----------|
| – National Telemedicine Agency,<br>Moscou | 2012 | 3 475,35 | 0,00 | 3 475,35 |
|---|------|----------|------|----------|

**Arabie saoudite**

|   |           |           |      |           |
|---|-----------|-----------|------|-----------|
| – Bayanat Aloula for Network Services,<br>Riyad | 2005-2008 | 6 103,20  | 0,00 | 6 103,20  |
| – Electronia, Ltd., Khobar                      | 2008-2010 | 5 227,25  | 0,00 | 5 227,25  |
| – Saudi Telecom, Riyad                          | 2012      | 6 050,82  | 0,00 | 6 050,82  |
| – Tuwaiq Communications Company,<br>Riyad       | 2008-2009 | 58 920,70 | 0,00 | 58 920,70 |
| – Zajoul for Advance Comm, Tech.,<br>Riyad      | 2005-2007 | 19 676,00 | 0,00 | 19 676,00 |

**Somalie**

|                              |           |           |      |           |
|------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Telcom Somalia, Mogadiscio | 2005-2007 | 13 297,15 | 0,00 | 13 297,15 |
|------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**République sudafricaine**

|                              |           |            |      |            |
|------------------------------|-----------|------------|------|------------|
| – Cell C (Pty) Ltd., Benmore | 2004-2007 | 412 792,40 | 0,00 | 412 792,40 |
|------------------------------|-----------|------------|------|------------|

|                                    |      |           |      |           |
|------------------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Radio Surveillance Sec. Serv. SA | 2010 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
|------------------------------------|------|-----------|------|-----------|

|                          |           |            |      |            |
|--------------------------|-----------|------------|------|------------|
| – Transtel, Johannesburg | 2002-2006 | 661 224,65 | 0,00 | 661 224,65 |
|--------------------------|-----------|------------|------|------------|

**Sri Lanka**

|                                   |           |          |      |          |
|-----------------------------------|-----------|----------|------|----------|
| – Sri Lanka Telecom Ltd., Colombo | 2002-2012 | 6 954,45 | 0,00 | 6 954,45 |
|-----------------------------------|-----------|----------|------|----------|

**Soudan**

|                      |      |           |      |           |
|----------------------|------|-----------|------|-----------|
| – Canartel, Khartoum | 2013 | 39 343,55 | 0,00 | 39 343,55 |
|----------------------|------|-----------|------|-----------|

|  |      |          |      |          |
|--|------|----------|------|----------|
| – Garden City College for Science & Technology, Khartoum | 2013 | 2 154,15 | 0,00 | 2 154,15 |
|--|------|----------|------|----------|

|                                      |      |          |      |          |
|--------------------------------------|------|----------|------|----------|
| – Open University of Sudan, Khartoum | 2013 | 2 154,15 | 0,00 | 2 154,15 |
|--------------------------------------|------|----------|------|----------|

|  |      |          |      |          |
|--|------|----------|------|----------|
| – Sotecna & GSA Services Company, Khartoum | 2013 | 3 949,30 | 0,00 | 3 949,30 |
|--|------|----------|------|----------|

|  |           |          |      |          |
|--|-----------|----------|------|----------|
| – Sudan Telecom Company Ltd., Khartoum | 2011-2013 | 4 294,30 | 0,00 | 4 294,30 |
|--|-----------|----------|------|----------|

|                                    |      |          |      |          |
|------------------------------------|------|----------|------|----------|
| – University of Khartoum, Khartoum | 2013 | 2 154,15 | 0,00 | 2 154,15 |
|------------------------------------|------|----------|------|----------|

**Suède**

|                         |      |           |      |           |
|-------------------------|------|-----------|------|-----------|
| – UpZide Labs AB, Lulea | 2009 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
|-------------------------|------|-----------|------|-----------|

**République arabe syrienne**

|   |      |          |      |          |
|---|------|----------|------|----------|
| – Arab Regional Isps Association (ARISPA), Manama | 2009 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
|---|------|----------|------|----------|

|                                       |      |          |      |          |
|---------------------------------------|------|----------|------|----------|
| – Syrian Korean Co, for Manuf., Damas | 2007 | 5 167,65 | 0,00 | 5 167,65 |
|---------------------------------------|------|----------|------|----------|

**Tanzania**

|   |      |          |      |          |
|---|------|----------|------|----------|
| – Vodacom Tanzania Limited, Dar-Es-Salaam | 2013 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|---|------|----------|------|----------|

**République togolaise**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Centre Rég. de Maintenan. des Télécom., Lomé | 2003-2007 | 187 396,20 | 0,00 | 187 396,20 |
|--|-----------|------------|------|------------|

**Tunisie**

|   |           |          |      |          |
|---|-----------|----------|------|----------|
| – Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis | 2011-2012 | 8 840,94 | 0,00 | 8 840,94 |
|---|-----------|----------|------|----------|

|                                  |      |          |      |          |
|----------------------------------|------|----------|------|----------|
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 4 371,50 | 0,00 | 4 371,50 |
|----------------------------------|------|----------|------|----------|

|                            |           |          |      |          |
|----------------------------|-----------|----------|------|----------|
| – Université de Sfax, Sfax | 2011-2012 | 2 946,93 | 0,00 | 2 946,93 |
|----------------------------|-----------|----------|------|----------|

**Turquie**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Telsim Mobile Telecom, Services SA, Istanbul | 2001-2006 | 363 383,50 | 0,00 | 363 383,50 |
|--|-----------|------------|------|------------|

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord**

|   |           |            |      |            |
|---|-----------|------------|------|------------|
| – Agilent Technologies UK Ltd., South Queensferry               | 2006      | 43 820,80  | 0,00 | 43 820,80  |
| – Celtel International, Londres                                 | 2004-2007 | 12 789,60  | 0,00 | 12 789,60  |
| – Conexant Systems (Ex. GlobespanVirata), Reading, Berkshire    | 2003      | 45 952,00  | 0,00 | 45 952,00  |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50  | 0,00 | 26 815,50  |
| – International Telemedia Ass., Londres                         | 1998-2002 | 65 815,25  | 0,00 | 65 815,25  |
| – Nexus Business Media Ltd., Cranleigh                          | 2001-2002 | 15 519,90  | 0,00 | 15 519,90  |
| – Satphone International Ltd., Hamilton/Bermuda                 | 1997-1999 | 361 215,50 | 0,00 | 361 215,50 |
| – Times Publications Ltd., Londres                              | 1998-2002 | 66 227,20  | 0,00 | 66 227,20  |
| – Vectone Group Holding Ltd., Londres                           | 2010      | 9 468,55   | 0,00 | 9 468,55   |

**Etats-Unis d'Amérique**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale                       | 2008      | 15 600,20  | 0,00 | 15 600,20  |
| – Animatele Inc., New York                                     | 2011      | 13 098,20  | 0,00 | 13 098,20  |
| – AOL, New York  | 2002-2003 | 159 476,50 | 0,00 | 159 476,50 |
| – Bay Microsystems Inc., San José                              | 2010-2011 | 12 129,93  | 0,00 | 12 129,93  |
| – BMC Group Inc. (Ex. Conexant Systems Inc. Claims) Chanhassen | 2002-2004 | 126 562,30 | 0,00 | 126 562,30 |
| – Calient Networks Inc., San José                              | 2003-2006 | 228 254,35 | 0,00 | 228 254,35 |
| – CDMA Development Group, Costa Mesa                           | 2012      | 11 326,75  | 0,00 | 11 326,75  |
| – Cirrus Logic Inc., Austin                                    | 1999-2003 | 324 565,55 | 0,00 | 324 565,55 |
| – Compuware Corporation, Detroit                               | 2009-2010 | 10 592,25  | 0,00 | 10 592,25  |
| – Conversay, Redmon  | 2007-2008 | 62 868,65  | 0,00 | 62 868,65  |
| – Covad Communications Company, San José                       | 2001-2002 | 99 873,35  | 0,00 | 99 873,35  |
| – Cypress Semiconductor Corp., San José                        | 2004-2005 | 29 931,35  | 0,00 | 29 931,35  |
| – Delta Information Systems Inc., Horsham                      | 2001-2003 | 150 618,65 | 0,00 | 150 618,65 |
| – Dilithium LLC, Mountain View                                 | 2007-2010 | 8 847,15   | 0,00 | 8 847,15   |
| – E-MAC Corporation, Arlington                                 | 2005-2007 | 38 018,75  | 0,00 | 38 018,75  |
| – ESS Technology Inc., Fremont                                 | 2004      | 58 497,15  | 0,00 | 58 497,15  |
| – Extreme Networks, Santa Clara                                | 2012      | 3 089,10   | 0,00 | 3 089,10   |

|  |           |              |      |              |
|--|-----------|--------------|------|--------------|
| – Ezenia Inc., Salem   | 2000-2006 | 294 316,20   | 0,00 | 294 316,20   |
| – Forgent Networks Inc., Austin                                    | 1998-2006 | 347 811,95   | 0,00 | 347 811,95   |
| – Graphnet Inc., New York  | 1987-2002 | 1 157 567,55 | 0,00 | 1 157 567,55 |
| – Integrated Device Technology, San José                           | 2001-2004 | 201 961,80   | 0,00 | 201 961,80   |
| – ITXC Corporation, Princeton                                      | 2004-2007 | 53 976,35    | 0,00 | 53 976,35    |
| – Legerity Inc., Austin  | 2002-2003 | 101 765,35   | 0,00 | 101 765,35   |
| – Lighsand Communications Inc., Plano                              | 2001-2002 | 15 564,00    | 0,00 | 15 564,00    |
| – Lightwaves Inc., Austin  | 2009      | 14 717,15    | 0,00 | 14 717,15    |
| – Mitsubishi Electric Research, Cambridge                          | 2009      | 14 717,15    | 0,00 | 14 717,15    |
| – NetNumber.com Inc., Lowell                                       | 2003-2005 | 24 180,70    | 0,00 | 24 180,70    |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego                                | 2009      | 24 824,10    | 0,00 | 24 824,10    |
| – Nortel Networks USA, Richardson                                  | 2009      | 29 812,50    | 0,00 | 29 812,50    |
| – Orbital International Inc., Germantown                           | 1998-1999 | 141 120,45   | 0,00 | 141 120,45   |
| – Overture Networks (Ex. Ceterus & Hatteras Networks), Morrisville | 2008-2009 | 29 831,80    | 0,00 | 29 831,80    |
| – Polycom Inc., Reading  | 2002-2003 | 46 130,00    | 0,00 | 46 130,00    |
| – Puerto Rico Telephone Company, San Juan                          | 1995-2002 | 651 349,60   | 0,00 | 651 349,60   |
| – Quantum Group International Inc., Calabsas                       | 2013      | 34 466,45    | 0,00 | 34 466,45    |
| – Razoom Inc., Palo Alto   | 2010      | 13 884,10    | 0,00 | 13 884,10    |
| – Spirent Communications, Sunnyvale                                | 2010-2011 | 48 201,30    | 0,00 | 48 201,30    |
| – Sunrise Telecom Incorporated, San José                           | 2012      | 18 535,20    | 0,00 | 18 535,20    |
| – Syniverse Technologies Inc., Tampa                               | 2009-2010 | 53 220,50    | 0,00 | 53 220,50    |
| – Teraburst Networks Inc., Sunnyvale                               | 2003-2007 | 91 242,45    | 0,00 | 91 242,45    |
| – Texas Instruments, Dallas  | 2000-2001 | 72 022,40    | 0,00 | 72 022,40    |
| – The Village Group Inc., Waltham                                  | 2007-2008 | 11 737,15    | 0,00 | 11 737,15    |
| – UTStarcom, Inc., Fremont   | 2004-2010 | 46 899,65    | 0,00 | 46 899,65    |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto                                   | 2010      | 12 726,65    | 0,00 | 12 726,65    |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst                                 | 1998-2002 | 353 402,80   | 0,00 | 353 402,80   |
| – Wave7 Optics, Alpharetta   | 2008      | 15 600,20    | 0,00 | 15 600,20    |
| – Wireless Gigabit Alliance, Beaverton                             | 2013      | 34 972,05    | 0,00 | 34 972,05    |
| – Xerox, Washington  | 2004-2007 | 63 630,45    | 0,00 | 63 630,45    |
| – Zhone Technologies, Oakland                                      | 2002-2005 | 229 091,70   | 0,00 | 229 091,70   |

**Viet Nam**

|                               |           |           |      |           |
|-------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|
| – Viettel Technologies, Hanoi | 2008-2009 | 22 988,65 | 0,00 | 22 988,65 |
|-------------------------------|-----------|-----------|------|-----------|

**Zimbabwe**

|  |           |            |      |            |
|--|-----------|------------|------|------------|
| – Africom Private Ltd., Harare               | 2004-2007 | 20 588,50  | 0,00 | 20 588,50  |
| – Broadcasting Authority of Zimbabwe, Harare | 2002-2006 | 262 832,35 | 0,00 | 262 832,35 |
| – NetOne Cellular Ltd., Harare               | 2003-2006 | 262 999,18 | 0,00 | 262 999,18 |
| – TeleAccess Private Ltd., Harare            | 2003-2006 | 226 151,00 | 0,00 | 226 151,00 |
| – University of Zimbabwe, Harare             | 2008-2009 | 17 771,95  | 0,00 | 17 771,95  |

**Résolution 99 (Rév. Guadalajara, 2010)**

|  |           |                      |             |                      |
|--|-----------|----------------------|-------------|----------------------|
| – BCI Communicat, & Advanced Tech., Ramallah | 2007-2008 | 7 344,40             | 0,00        | 7 344,40             |
|  |           | <u>16 719 915,12</u> | <u>0,00</u> | <u>16 719 915,12</u> |

**C. Autres débiteurs**

|  | Années | Contributions | Publications    | Total           |
|--|--------|---------------|-----------------|-----------------|
| – Agence Nationale des Fréquences, Alger |        | 0,00          | 2 395,50        | 2 395,50        |
| – Ministry of Information, Riyadh        |        | 0,00          | 4 259,55        | 4 259,55        |
| – RDN Publicacoes et Material, Vitoria   |        | 0,00          | 2 229,00        | 2 229,00        |
|  |        | <u>0,00</u>   | <u>8 884,05</u> | <u>8 884,05</u> |

**D. Autres débiteurs divers\***

|                            |  |                      |                  |                      |
|----------------------------|--|----------------------|------------------|----------------------|
|                            |  | <u>18 102,21</u>     | <u>1 173,00</u>  | <u>19 275,21</u>     |
| <b>Total au 31.12.2014</b> |  | <u>24 553 841,90</u> | <u>45 183,65</u> | <u>24 599 025,55</u> |

\* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les Etats Membres et 2 000 CHF pour les membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs.

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS (ACCORDS D'AMORTISSEMENT)**

| <b>Etats Membres – Membres de Secteur/Entreprises</b> | <b>Résolutions PP</b> | <b>Montant transféré dans compte spécial d'arriérés</b> | <b>Solde au 31.12.2013</b>  | <b>Mouvements 2014</b> | <b>Intérêts 2014</b> | <b>Paiements 2014</b> | <b>Solde au 31.12.2014</b>  |
|---|-----------------------|---|-----------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|
| <b>Etats Membres</b>                                  |                       |   |                             |                        |                      |                       |                             |
| Soudan  | Rés. 38 PP 1989       | 567 047,95  | 216 028,45                  | 0,00                   | 0,00                 | -15 000,00            | 201 028,45                  |
| Grenade   | Rés. 41 – 2008        | 662 554,65  | 392 234,31                  | 0,00                   | 0,00                 | -42 352,17            | 349 882,14                  |
| Bolivie   | Rés. 41 – 2009        | 6 515 226,72  | 4 872 915,32                | 0,00                   | 0,00                 | -328 462,28           | 4 544 453,04                |
| Bénin   | Rés. 41 – 2011        | 462 317,50  | 331 971,46                  | 0,00                   | 0,00                 | -43 448,68            | 288 522,78                  |
| Tadjikistan   | Rés. 41 – 2011        | 745 617,40  | 652 099,36                  | 0,00                   | 0,00                 | -23 379,51            | 628 719,85                  |
| Comores   | Rés. 41 – 2012        | 376 005,93  | 328 602,71                  | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                  | 328 602,71                  |
| Sierra Leone  | Rés. 41 – 2012        | 3 132 182,47  | 3 002 813,71                | 0,00                   | 0,00                 | -64 684,38            | 2 938 129,33                |
| République centrafricaine                             | Rés. 41 – 2014        | 159 474,68  | 0,00                        | 159 474,68             | 0,00                 | -8 253,73             | 151 220,95                  |
| Congo (République du)                                 | Rés. 41 – 2014        | 1 320 991,48  | 0,00                        | 1 320 991,48           | 0,00                 | -62 170,31            | 1 258 821,17                |
| Gambie  | Rés. 41 – 2014        | 213 969,67  | 0,00                        | 213 969,67             | 0,00                 | -10 977,82            | 202 991,85                  |
| Guinée-Bissau   | Rés. 41 – 2014        | 4 019 843,48  | 0,00                        | 4 019 843,48           | 0,00                 | -151 929,12           | 3 867 914,36                |
| Nicaragua   | Rés. 41 – 2014        | 1 583 293,66  | 0,00                        | 1 583 293,66           | 0,00                 | -120 804,68           | 1 462 488,98                |
| Somalie   | Rés. 41 – 2014        | 2 186 343,35  | 0,00                        | 2 186 343,35           | 0,00                 | -62 796,22            | 2 123 547,13                |
| <b>Membres de Secteur/Entreprises</b>                 |                       |   |                             |                        |                      |                       |                             |
| CYNAPSYS, Tunisie                                     | Rés. 41 – 2012        | 6 070,25  | 4 082,75                    | 0,00                   | 0,00                 | -993,75               | 3 089,00                    |
| NARSDA, Nigéria                                       | Rés. 41 – 2012        | 126 482,04  | 40 613,70                   | -40 613,70             | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                        |
| Cameroon Telecommunicat,, Cameroun                    | Rés. 41 – 2013        | 179 029,50  | 134 142,50                  | -134 142,50            | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                        |
| Ellipsat Inc., Etats-Unis                             | Rés. 41 – 2013        | 40 781,55   | 43 781,55                   | -3 000,00              | 0,00                 | -9 000,00             | 31 781,55                   |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse                | Rés. 41 – 2014        | 8 248,15  | 0,00                        | 8 248,15               | 0,00                 | -795,00               | 7 453,15                    |
| IMPACT, Malaisie                                      | Rés. 41 – 2014        | 11 657,35   | 0,00                        | 11 657,35              | 0,00                 | -7 950,00             | 3 707,35                    |
| <b>Total au 31 décembre 2014</b>                      |                       | <b>22 317 137,78</b>                                    | <b><u>10 019 285,82</u></b> | <b>9 326 065,62</b>    | <b>0,00</b>          | <b>-952 997,65</b>    | <b><u>18 392 353,79</u></b> |

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS SUPPRIMÉS  
(ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS POUR NON-PAIEMENT)**

| <b>Etats Membres – Membres de Secteur/Entreprises</b> | <b>Résolutions PP</b> | <b>Transfert dans compte spécial supprimé</b> | <b>Solde au 31.12.2013</b>  | <b>Mouvements 2014</b> | <b>Intérêts 2014</b> | <b>Paiements 2014</b> | <b>Solde au 31.12.2014</b> |
|---|-----------------------|---|-----------------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------------|
| <b>Etats Membres</b>                                  |                       |   |                             |                        |                      |                       |                            |
| Libéria   | Rés. 38 PP 1989       | 1 001 829,30                                  | 2 208 821,35                | 0,00                   | 132 529,30           | 0,00                  | 2 341 350,65               |
| Nicaragua   | Rés. 41 – 2007        | 572 046,81                                    | 811 459,31                  | -811 459,31            | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Somalie   | Rés. 41 – 2007        | 1 327 554,24                                  | 1 883 161,04                | -1 883 161,04          | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Gambie  | Rés. 41 – 2011        | 187 876,17                                    | 211 097,62                  | -211 097,62            | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Tchad   | Rés. 41 – 2011        | 942 114,46                                    | 998 641,31                  | -47 757,67             | 0,00                 | -950 883,64           | 0,00                       |
| République centrafricaine                             | Rés. 41 – 2012        | 112 204,55                                    | 118 936,80                  | -118 936,80            | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Honduras  | Rés. 41 – 2012        | 106 552,92                                    | 112 946,12                  | 0,00                   | 6 776,75             | 0,00                  | 119 722,87                 |
| Congo (République du)                                 | Rés. 41 – 2013        | 1 185 962,41                                  | 1 185 962,41                | -1 185 962,41          | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Guinée-Bissau   | Rés. 41 – 2013        | 4 019 843,48                                  | 4 019 843,48                | -4 019 843,48          | 0,00                 | 0,00                  | 0,00                       |
| Cambodge  | Rés. 41 – 2014        | 6 522 719,85                                  | 6 042 131,81                | -240 294,02            | 0,00                 | 0,00                  | 5 801 837,79               |
| <b>Membres de Secteur/Entreprises</b>                 |                       |   |                             |                        |                      |                       |                            |
| TIT, Liban  | Rés. 41 – 2008        | 25 000,00                                     | 33 455,60                   | 0,00                   | 2 007,35             | 0,00                  | 35 462,95                  |
| Bay Microsystems, Etats-Unis                          | Rés. 41 – 2011        | 6 191,23                                      | 6 956,43                    | 0,00                   | 417,40               | 0,00                  | 7 373,83                   |
| TranSwitch Corporation, Etats-Unis                    | Rés. 41 – 2012        | 52 608,35                                     | 55 764,85                   | 0,00                   | 3 345,90             | 0,00                  | 59 110,75                  |
| Vodafone Omnitel N,V., Italie                         | Rés. 41 – 2013        | 76 454,85                                     | 78 735,75                   | 0,00                   | 4 724,15             | 0,00                  | 83 459,90                  |
| Cameroon Telecomm., Cameroun                          | Rés. 41 – 2014        | 149 588,50                                    | 0,00                        | 134 142,50             | 0,00                 | 0,00                  | 134 142,50                 |
| <b>Total au 31 décembre 2014</b>                      |                       | <b>16 288 547,12</b>                          | <b><u>17 767 913,88</u></b> | <b>-8 384 369,85</b>   | <b>149 800,85</b>    | <b>-950 883,64</b>    | <b><u>8 582 461,24</u></b> |

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES FICHES DE NOTIFICATION  
DES RÉSEAUX À SATELLITE**

| Administration notificatrice            | Entité exploitante  | Année     | Montant dû        |
|---|---|-----------|-------------------|
| Canada                                  | Industry Canada   | 2010      | 41 895,25         |
| République tchèque                      | CESA sat a.s.   | 2008      | 69 847,85         |
| France                                  | Ag, Nationale des Fréquences-ANFR   | 2010      | 1 944,56          |
| Iran                                    | Ministère des technologies de l'information et de la communication (MICT) | 2012      | 51 612,55         |
| Nigéria                                 | Federal Ministry of Communication Technology                              | 2012      | 1 720,40          |
| Philippines                             | Commission on Information and Communications Technology (CICT)            | 2003      | 9 739,75          |
| Fédération de Russie                    | Global Information Systems GIS  | 2003      | 297 863,21        |
| Etats-Unis d'Amérique                   | Leading Edge Technologies   | 2008-2009 | 101 857,30        |
| <b>Total des arriérés au 31.12.2014</b> |   |           | <b>576 480,87</b> |

**MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES DIVERSES**

| Pays                                    | Entité                                       | Année | Montant dû       |
|---|--|-------|------------------|
| Libye                                   | Ministry of Communications & Informatics     | 2013  | 6 000,00         |
| Arabie saoudite                         | Saudi Telecom                                | 2010  | 62 560,00        |
| Turquie                                 | Organisation Congress Travel (OCT), Istanbul | 2012  | 2 200,00         |
| Etats-Unis                              | Cisco Sytems, Inc., Lawrencville             | 2013  | 845,52           |
| <b>Total des arriérés au 31.12.2014</b> |  |       | <b>71 605,52</b> |

**RÉSUMÉ DE LA SITUATION DES ARRIÉRÉS AU 31.12.2014**

| MONTANTS DUS  | CHF                  |
|---|----------------------|
| Contributions   | <b>24,553,841.90</b> |
| Publications  | <b>45,183.65</b>     |
| Comptes spéciaux d'arriérés (Accords d'amortissement)                                       | <b>18,392,353.79</b> |
| Comptes spéciaux d'arriérés supprimés (Accords d'amortissement supprimés pour non-paiement) | <b>8,582,461.24</b>  |
| Notifications des réseaux à satellite   | <b>576,480.87</b>    |
| Factures diverses   | <b>71,605.52</b>     |
| <b>TOTAL DES ARRIÉRÉS</b>   | <b>52,221,926.97</b> |

## ANNEXE C

**LISTE DES DÉBITEURS AU 31.12.2014 DES MANIFESTATIONS  
BOUCLÉES ITU TELECOM**

(Cette liste ne tient pas compte des paiements reçus après le 31.12.2014)

| Événement    | Pays           | Compagnie                  | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû       |
|--------------|----------------|----------------------------|-----------------|---------------|------------------|
| AFT08        | Afrique du sud | MPCELL (Pty) Ltd.          | 3 690,00        | 0,00          | 3 690,00         |
| AFT08        | Canada         | Broad Connect Telecom Ltd. | 14 760,00       | 5 850,00      | 8 910,00         |
| AFT08        | Chine          | SipRing Telecommunication  | 8 200,00        | 0,00          | 8 200,00         |
| AFT08        | Côte d'Ivoire  | Apex Technologies          | 7 380,00        | 0,00          | 7 380,00         |
| AFT08        | Liban          | Splendor                   | 12 300,00       | 0,00          | 12 300,00        |
| <b>AFT08</b> |                |                            |                 |               | <b>40 480,00</b> |

| Événement       | Pays  | Compagnie                    | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû       |
|-----------------|-------|------------------------------|-----------------|---------------|------------------|
| TLC 2006        | Chine | American Consulate Hong Kong | 400,00          | 0,00          | 400,00           |
| TLC 2006        | Chine | ChongQing Chong You          | 7 200,00        | 0,00          | 7 200,00         |
| TLC 2006        | Chine | Jiangxi Lianchuang           | 7 200,00        | 0,00          | 7 200,00         |
| TLC 2006        | Chine | Naike (HK) Digital           | 7 200,00        | 0,00          | 7 200,00         |
| TLC 2006        | Chine | Shenzhen Orea Design         | 3 600,00        | 0,00          | 3 600,00         |
| TLC 2006        | Chine | Sipnovo                      | 7 200,00        | 0,00          | 7 200,00         |
| TLC 2006        | Chine | Tiger NetCom                 | 3 150,00        | 0,00          | 3 150,00         |
| TLC 2006        | Chine | Vapel Power                  | 4 800,00        | 0,00          | 4 800,00         |
| <b>TLC 2006</b> |       |                              |                 |               | <b>40 750,00</b> |

| Événement       | Pays | Compagnie                  | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû       |
|-----------------|------|----------------------------|-----------------|---------------|------------------|
| TLC 2009        | USA  | E: Telesis Energy and Data | 10 800,00       | 0,00          | 10 800,00        |
| TLC 2009        | Inde | REVE Systems (S) Pte Ltd   | 10 800,00       | 0,00          | 10 800,00        |
| TLC 2009        | USA  | UTStarcom Inc.             | 94 050,00       | 47 025,00     | 47 025,00        |
| <b>TLC 2009</b> |      |                            |                 |               | <b>68 625,00</b> |

| Événement       | Pays   | Compagnie          | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû      |
|-----------------|--------|--------------------|-----------------|---------------|-----------------|
| TLC 2011        | Suisse | Client World 2011* | 203 243,05      | 194 643,25    | 8 599,80        |
| <b>TLC 2011</b> |        |                    |                 |               | <b>8 599,80</b> |

**LISTE DES DÉBITEURS AU 31.12.2014 DES MANIFESTATIONS  
BOUCLÉES ITU TELECOM (suite)**

| Événement       | Pays        | Compagnie                    | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû  |
|-----------------|-------------|------------------------------|-----------------|---------------|-------------|
| TLC 2012        | Algérie     | Algérie Telecom              | 60 000,00       | 60 000,00     | 0,00        |
| TLC 2012        | Namibie     | CRAN                         | 33 600,00       | 33 600,00     | 0,00        |
| TLC 2012        | Cameroun    | Minister of Posts & Telecom. | 107 250,00      | 107 250,00    | 0,00        |
| TLC 2012        | Qatar       | Qtel Group                   | 445 800,00      | 445 800,00    | 0,00        |
| TLC 2012        | Azerbaïdjan | Ministry of Communications   | 178 000,00      | 178 000,00    | 0,00        |
| <b>TLC 2012</b> |             |                              |                 |               | <b>0,00</b> |

| Événement       | Pays        | Compagnie                       | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû  |
|-----------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------|-------------|
|                 |             |                                 |                 |               |             |
| TLC 2013        | Sénégal     | ARTP                            | 150 000,00      | 150 000,00    | 0,00        |
| TLC 2013        | Chine       | China Int'l Advertising Corp.   | 280 000,00      | 280 000,00    | 0,00        |
| TLC 2013        | Royaume-Uni | Intel Corporation               | 280 200,00      | 280 200,00    | 0,00        |
| TLC 2013        | Azerbaïdjan | Ministry of Communications      | 90 000,00       | 90 000,00     | 0,00        |
| TLC 2013        | Thaïlande   | Ministry of Information & Comm. | 62 076,00       | 62 076,00     | 0,00        |
| TLC 2013        | Thaïlande   | Ministry of Information & Comm. | 94 941,75       | 94 941,75     | 0,00        |
| TLC 2013        | Laos        | Ministry of Posts & Telecom.    | 14 400,00       | 14 400,00     | 0,00        |
| TLC 2013        | Nigéria     | NCC                             | 110 000,00      | 110 000,00    | 0,00        |
| TLC 2013        | Thaïlande   | Total Access Communications     | 92 300,00       | 92 300,00     | 0,00        |
| TLC 2013        | Thaïlande   | Real Move Co, Ltd,              | 160 101,50      | 160 101,50    | 0,00        |
| <b>TLC 2013</b> |             |                                 |                 |               | <b>0,00</b> |

| Événement       | Pays            | Compagnie            | Montant facturé | Paiement reçu | Restant dû          |
|-----------------|-----------------|----------------------|-----------------|---------------|---------------------|
|                 |                 |                      |                 |               |                     |
| TLC 2014        | Allemagne       | LS Telcom            | 13 650,00       | 0,00          | 13 650,00           |
| TLC 2014        | Cameroun        | Ministère des Postes | 110 000,00      | 1 461,64      | 108 538,36          |
| TLC 2014        | Congo           | Ministère des Postes | 110 000,00      | 0,00          | 110 000,00          |
| TLC 2014        | Qatar           | Ooredoo Qatar        | 2 743 966,60    | 0,00          | 2 743 966,60        |
| TLC 2014        | Inde            | TCIL                 | 5 400,00        | 0,00          | 5 400,00            |
| TLC 2014        | Qatar           | Ministry of ICT      | 14 000,00       | 0,00          | 14 000,00           |
| TLC 2014        | Nigéria         | NCC                  | 12 000,00       | 0,00          | 12 000,00           |
| TLC 2014        | Arabie Saoudite | Saudi Telecom        | 20 250,00       | 0,00          | 20 250,00           |
| <b>TLC 2014</b> |                 |                      |                 |               | <b>3 027 804,96</b> |

## ANNEXE D

## LISTE DES SPONSORS AU 31 DÉCEMBRE 2014

| Élément OTP  | Pays                  | Entité                        | Montant facturé | Monnaie | solde dû   | Monnaie | Equivalent CHF      |
|--------------|-----------------------|-------------------------------|-----------------|---------|------------|---------|---------------------|
| P.10015.1.01 | Mexique               | RADIOMOVIL                    | 42'743.80       | CHF     | 4'969.31   | CHF     | 4'969.31            |
| P.10015.1.01 | Qatar                 | ICT                           | 50'000.00       | USD     | 50'000.00  | USD     | 47'500.07           |
| P.10015.1.01 | Qatar                 | OOREDOO                       | 50'000.00       | USD     | 50'000.00  | USD     | 47'799.78           |
| P.10015.1.01 | France                | ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL  | 50'000.00       | USD     | 50'000.00  | USD     | 48'450.08           |
| P.10026.1.01 | Mexique               | MIN.COMMS&TRANSPORTS          | 25'000.00       | CHF     | 25'000.00  | CHF     | 25'000.00           |
| P.10026.1.01 | France                | UNESCO                        | 2'214.00        | CHF     | 2'214.00   | CHF     | 2'214.00            |
| P.10028.1.01 | Royaume-Uni           | INMARSAT                      | 15'000.00       | CHF     | 15'000.00  | CHF     | 15'000.00           |
| P.10028.1.01 | Rép. Centrafricaine   | AGENCE REG.TELECOMMUNICATIONS | 15'000.00       | CHF     | 15'000.00  | CHF     | 15'000.00           |
| P.10028.1.01 | Arabie saoudite       | MCIT                          | 150'000.00      | CHF     | 150'000.00 | CHF     | 150'000.00          |
| P.10028.1.01 | Chine                 | HUAWEI TECHNOLOGIES           | 15'000.00       | CHF     | 15'000.00  | CHF     | 15'000.00           |
| P.30051.1.01 | France                | MICROSOFT                     | 2'000.00        | EUR     | 2'000.00   | EUR     | 2'411.08            |
| P.30052.1.01 | USA                   | BILL&MELINDA GATES FOUNDATION | 1'500'000.00    | USD     | 734'609.00 | USD     | 700'095.04          |
| P.40494.1.01 | Burkina-Faso          | ARCEP                         | 100'000.00      | USD     | 100'000.00 | USD     | 96'100.25           |
| P.40580.1.01 | Etats-Unis d'Amérique | IRIDIUM                       | 3'000.00        | CHF     | 3'000.00   | CHF     | 3'000.00            |
| P.40540.1.01 | Barbade               | GOVERNMENT                    | 138'163.00      | CHF     | 6'163.00   | CHF     | 6'163.00            |
| P.40545.1.01 | France                | SANOFI-AVENTIS GROUPE         | 180'000.00      | CHF     | 180'000.00 | CHF     | 180'000.00          |
|              |                       | <b>TOTAL</b>                  |                 |         |            |         | <b>1'358'702.61</b> |





Union internationale des télécommunications

Place des Nations

CH-1211 Genève 20

Suisse

[www.itu.int](http://www.itu.int)